

Mort de Yasser Arafat

Le texte ci-dessous, en partie inédit, a été écrit peu après la mort de Yasser Arafat, le 11 novembre 2004. La première moitié du texte reprend, en l'articulant différemment, une partie de «Israël-Palestine, mondialisation et micro-nationalismes» paru aux éditions Acratie en 1998.

Moïse n'est jamais entré en terre promise

René BERTHIER

Le décès de Yasser Arafat a eu une couverture médiatique digne de celle d'un chef d'Etat – ce qu'il n'était pas. L'«Autorité palestinienne», terme désignant à la fois la fonction, le statut et le territoire sur lequel s'exerce la «souveraineté» palestinienne, ne recouvre qu'environ 18% du territoire qui, si on appliquait le droit international, reviendrait aux Palestiniens, ce qui représente peu de chose puisque, par ailleurs, Israël occupe 78% de la Palestine.

Le lecteur habitué à lire la presse aura constaté que les circonstances du décès du leader palestinien ressemblaient étrangement à celles d'un Franco ou d'un Tito. Les ouvriers du Livre qui ont connu cette époque se souviennent des «viandes froides» de ces deux chefs d'Etat, qu'il a fallu remettre constamment dans les tiroirs pendant des semaines parce que les intéressés s'obstinaient à ne pas mourir – ou plus précisément parce que leur entourage retardait le moment de l'annonce de leur décès. Une «viande froide» est un terme d'argot d'imprimerie désignant les pages préparées d'avance en prévision du décès d'un personnage connu.

Si l'Autorité palestinienne était palestinienne sur un très petit territoire, l'autorité qu'y exerçait son président était réelle, voire despotique. Il reste cependant que Yasser Arafat était un symbole de la lutte des Palestiniens et que l'histoire du président disparu se confond largement avec celle de son peuple. Nous proposons donc de faire un tour d'horizon critique de la lutte de ce peuple et du rôle qu'a pu jouer le leader disparu

DANS LES ANNÉES 50 et 60 les fondamentalistes musulmans étaient à l'origine hostiles au mouvement nationaliste arabe dont Nasser était le représentant incontesté. Les Frères musulmans étaient parrainés par les régimes arabes les plus opposés à Nasser : la Jordanie et l'Arabie saoudite. En Jordanie, le roi Abdallah considérait que les Frères étaient un « mouvement attractif pour la jeunesse » et contribuaient à « freiner la propagation du communisme »¹. Le nassérisme et, d'une façon plus générale, le nationalisme arabe poussaient les Frères musulmans dans le camp des conservateurs arabes. Un dirigeant des Frères palestiniens vivant à Bahreïn dans les années cinquante écrivit que « les Frères se sont retrouvés isolés, accusés, pourchassés du fait de leur hostilité à Nasser. Ils n'ont pas tardé à s'opposer au mouvement populaire, ce qui leur a fait rejoindre automatiquement le camp du gouvernement »². C'est presque malgré lui que le fondamentalisme palestinien va progressivement se trouver impliqué dans la lutte politique.

On constate une éclipse des Frères musulmans palestiniens dans les années cinquante-soixante et la plus grande partie des années soixante-dix, due à deux événements : la fondation du Fatah en 1958, et la répression sanglante des Palestiniens par Hussein de Jordanie en 1970. Les Frères musulmans apportèrent leur soutien au roi de Jordanie contre les forces communistes, baassistes, nationalistes arabes et nassériennes. Lors du massacre des Palestiniens par les forces jordaniennes (Septembre Noir, 1970), les Frères musulmans soutinrent le trône hashémite.

A la fondation du Fatah, un document est présenté par Khalil Al Wazir (Abou Jihad) à la direction des Frères musulmans, appelant à créer une organisation parallèle pour combattre Israël : « Elle n'arborera pas les couleurs islamiques dans ses signes ou (...) son aspect extérieur », dit ce document, qui s'adresse aux Frères musulmans pour leur demander de rejoindre l'organisation, mais qui les appelle également à « se débarrasser de leurs tenues partisans et d'endosser des tenues palestiniennes ». L'organisation « établira des ponts entre les Frères et les masses, et brisera le carcan de l'ostracisme nassérien ».

Les premiers dirigeants du Fatah étaient membres de l'organisation intégriste : Abou Jihad, Salim Zaanoun, Salah Khalaf (Abou Iyad), Assaad Saftaoui, Yasser Arafat, ce qui créa la confusion chez les Frères musulmans égyptiens. Les fondateurs du Fatah durent établir explicitement qu'ils avaient rompu leurs liens avec les Frères. C'est qu'on ne pouvait pas, à l'époque, à

¹ Iyad Bergouti, « Les armes et la politique dans les territoires palestiniens occupés », Centre Zahra d'études et de recherches, Jérusalem, 1990.)

² Abdallah Abou Gaza, *Avec le mouvement islamique dans les pays arabes*, Koweït, 1986.

l'ombre de Nasser, fonder une organisation de combat contre Israël sans prendre des distances par rapport à son appartenance antérieure.

Les Frères musulmans refuseront de s'enrôler dans le Fatah : « En supposant que l'organisation [*Fatah*] puisse se développer et attirer de nombreux membres et sympathisants, ce soutien populaire ne portera pas sur les Frères et l'Islam, mais sur l'idée de la libération de la Palestine. » Pour les fondamentalistes, le problème de la libération nationale ne se pose pas, seule se pose le problème de la communauté islamique dans son ensemble. Le nationalisme est perçu par les islamistes comme une invention occidentale. La solution préconisée sera que « les Frères redoublent d'efforts pour propager leur doctrine et rehausser l'image de leur mouvement, car c'est lui qui, lorsqu'il triomphera, (...) libérera la Palestine »³.

Lorsque la lutte contre Israël était menée par Nasser et sa mouvance, les Frères musulmans refusaient d'y participer. Le déclin du nassérisme les poussera à brandir à leur tour l'étendard de la libération. La remontée de l'intégrisme à partir de 1970 est la conséquence directe de l'échec du nassérisme à conduire le réveil arabe. L'intégrisme reprend à sa charge les problèmes non résolus dans le monde arabe, mais, en Palestine, il n'est pas encore au rendez-vous. Le Hamas ne sera fondé qu'en 1987, et attendra août 1988 pour diffuser son manifeste.

L'OLP avait accumulé toutes sortes d'échecs qui l'avaient conduit à s'éloigner des objectifs politiques et militaires qui avaient présidé à sa fondation. Ces échecs peuvent se résumer au commentaire d'Emile Habibi, un intellectuel palestinien de nationalité israélienne, qui déclara que ceux qui ont refusé le compromis historique de deux Etats « ont causé tant de malheurs, à commencer par celui-ci : ils ont fait perdre au peuple palestinien vingt-huit ans – les années d'occupation et de colonisation israéliennes – en rejetant la résolution 242 du Conseil de sécurité adoptée après l'agression de juin 1967 » (la guerre des Six-Jours).

L'OLP opéra un tournant vers un règlement politique alors que le contexte ne présentait aucune garantie pour les Palestiniens. Pendant que la direction de l'OLP s'orientait vers une solution diplomatique au conflit, se développait au Liban, sous l'occupation israélienne, une résistance croyante à partir de 1983 qui prenait un caractère très offensif, voire suicidaire. Cette résistance, qui eut un grand impact, et qui prit pour cibles les forces d'occupation israéliennes et la Force multinationale, donna une impulsion au courant intégriste en Palestine.

La faillite du nationalisme palestinien avait créé un vide que les Frères musulmans occupèrent rapidement : lorsque les idéologies laïques, nationalistes, socialistes ou libérales ont échoué, il reste l'intégrisme. C'est ce

³ Abdallah Abou Gaza, *op. cit.*

qu'exprime une brochure des Frères musulmans distribuée en Cisjordanie et à Gaza :

« Les courants qui ont démontré leur échec pendant vingt ans sur la scène palestinienne ne peuvent plus désormais prétendre au monopole de l'action palestinienne ⁴. »

Ce commentaire prend toute son actualité avec la disparition d'Arafat.

L'Intifada de 1987, qui a été un mouvement de révolte spontané né du désespoir politique et social, consacre en fait l'échec de l'OLP, mais provoque la « palestinisation » des Frères musulmans, qui pourtant ont un discours englobant la totalité de l'Oumma, la communauté musulmane. Peu à peu, le palestino-centrisme devient un cadre de référence pour les intégristes dans l'appréhension des problèmes et dans la conception de l'action. Sans cette adaptation, les Frères musulmans n'auraient pu s'enraciner, malgré leur activité institutionnelle dans les services sociaux, les bibliothèques, les universités, les écoles, etc. La réaffirmation de l'identité religieuse devient une forme de l'affirmation de l'identité nationale.

La charte de Hamas, publiée en août 1988, peu après le début de l'Intifada, s'affirme opposée à toute initiative et solution pacifiques pour résoudre la question palestinienne, ainsi qu'à toutes les conférences internationales, qui ne peuvent répondre aux revendications ni restituer les droits historiques des Palestiniens : les conférences internationales et autres initiatives ne sont qu'une « perte de temps », dit la charte : « Il n'y a de solution au problème de la Palestine que par le Djihad. » « Le messager d'Allah [*Mahomet*] a déjà parlé du temps où les musulmans combattront les Juifs et les tueront... » Notons que si les intégristes musulmans dénie toute légitimité aux accords internationaux, leurs homologues juifs pensent strictement la même chose.

Une telle dérive « politique » du mouvement islamiste est remarquable alors que les Frères musulmans égyptiens, moins « orthodoxes », pourrait-on dire, ne remettent pas en cause l'OLP ni Arafat. Le patriotisme devient une partie de la doctrine religieuse de Hamas, alors que Seyyid Qotb ⁵ récusait la question de l'appartenance nationale et la considérait comme un blasphème relevant de l'idéologie de la Jahiliyya (période de « paganisme » pré-islamique).

Ainsi, l'intégrisme islamique dans le contexte du monde arabo-musulman est-il devenu un authentique mouvement politique dont la particularité est simplement d'utiliser la grille de lecture religieuse dans sa représentation du monde et de l'Autre. « La finalité de l'islamisme est explicitement politique, dit Mohammed Harbi. Il peut s'analyser comme une idéologie engendrée par le

⁴ Zyad Abou Amrou, Le mouvement islamique en Cisjordanie et à Gaza, Beyrouth 1989.

⁵ Sayyid Qotb, leader des Frères égyptiens exécuté sous Nasser.

processus de modernisation et de sécularisation et non pas s'inscrire seulement dans une logique religieuse⁶. » Encore qu'il faille nous garder, précise Mohammed Harbi, d'unifier arbitrairement les islamismes et d'en faire les acteurs d'un complot orchestré.

Hamas : la boîte de Pandore

Pratiquement inexistant il y a vingt ans dans une population peu sensible aux sirènes islamistes et très scolarisée, avant que les autorités israéliennes, à l'époque de l'Intifada, n'aient fermé les universités et rendu impossible une scolarité normale dans les écoles, le groupe Hamas s'est développé inexorablement au fil des années avec l'aggravation de la situation des populations vivant dans les territoires occupés, avec l'accroissement des destructions de maisons, des confiscations de terres et des maisons, de l'arrachage des oliviers et des arbres fruitiers, avec l'absence de perspective politique négociée face à un gouvernement israélien qui cherchait de toute évidence à gagner du temps pour faire venir un maximum d'émigrés de l'ex-URSS et accélérer l'implantation de colons dans les territoires occupés.

L'existence d'un mouvement islamiste, dont tous les observateurs un tant soit peu impartiaux, y compris en Israël même, reconnaissent qu'elle a été largement favorisée par la politique israélienne elle-même, fait tout à fait le jeu du pouvoir occupant. En effet, personne ne pouvait ignorer que les options politiques des différents partis composant l'OLP étaient laïques, ou en tout cas multiconfessionnelles, ce que l'Etat israélien n'est pas, loin s'en faut⁷.

La radicalisation des Palestiniens est la conséquence directe de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, qui a abouti à la confiscation de plus de la moitié des 5 850 km² de terres qui leur revenaient selon le droit international.

Alors que l'OLP, en 1988 et 1989, renonce au terrorisme et reconnaît l'Etat hébreu (résolutions 242 [8] et 338), Hamas réclame la restitution de la totalité des territoires occupés par les Juifs depuis la fondation de l'Etat d'Israël en 1948. La corrélation de dates n'est pas fortuite entre les concessions d'Arafat et la publication de la charte du Hamas, en août 1988, dans laquelle le mouvement intégriste déclare œuvrer à « déployer la bannière d'Allah sur chaque parcelle du

⁶ *L'islamisme dans tous ses Etats*, éditions Arcantère, p. 3.

⁷ Pour l'anecdote, le mariage civil n'existe pas en Israël. Le mariage est un monopole religieux. Plutôt que d'instaurer un mariage civil, le gouvernement a décidé de subventionner les couples qui partent à l'étranger pour se marier civilement, situation qui intéresse en particulier les couples non croyants et ceux dont l'un n'est pas juif.

⁸ Emile Habibi, un intellectuel palestinien de nationalité israélienne, déclara à ce propos que ceux qui refusent le compromis historique de deux Etats « ont causé tant de malheurs, à commencer par celui-ci : ils ont fait perdre au peuple palestinien vingt-huit ans – les années d'occupation et de colonisation israéliennes – en rejetant la résolution 242 du Conseil de sécurité adoptée après l'agression de juin 1967 [la guerre des Six-Jours].

sol de Palestine », et à ce que « l'établissement de l'Etat islamique soit proclamé du haut de ses mosquées ».

On peut s'interroger sur les raisons qui poussent Arafat à faire à Israël cette fantastique concession unilatérale de la reconnaissance, *sans aucune contrepartie*, alors même que se déroulait dans les territoires occupés une insurrection populaire de « basse intensité » qui était en train de faire basculer l'opinion publique internationale en faveur des Palestiniens.

En effet, dans toute épreuve de force susceptible de déboucher sur une négociation, il convient de déterminer ce que l'adversaire veut le plus, de lui en donner le moins possible, ce qui implique qu'on ait le plus d'atouts possible dans sa manche. Or, Arafat avait un atout formidable, *dont il n'a pas voulu* : l'Intifada ; et d'emblée, gratuitement, il a donné à son adversaire ce qu'il voulait le plus : la reconnaissance. Dès lors, *l'OLP ne présentait plus aucun intérêt pour Israël*, c'était un mouvement sans substance, ce n'était plus un adversaire, dans la mesure où c'était un adversaire qui n'avait plus rien à donner ni plus rien à opposer.

Si on écarte la simple erreur de jugement de la part d'Arafat, on ne peut que parvenir à la conclusion que l'Intifada – la première – *présentait plus de dangers pour la direction palestinienne que la reconnaissance d'Israël*. L'Intifada pouvait aboutir soit à une révolte populaire de masse, soit à la prise en main du mouvement d'indépendance par des hommes – cadres politiques de l'intérieur ou fondamentalistes – qui auraient échappé au contrôle de la direction de l'OLP en exil. On peut donc émettre l'hypothèse suivante :

1. La reconnaissance sans condition d'Israël a été un élément essentiel pour désamorcer l'Intifada.
2. Elle a permis à l'OLP – c'est-à-dire Yasser Arafat – d'écarter toute concurrence issue de l'intérieur des territoires et de garder le contrôle sur le mouvement palestinien.

Deux mouvements intégristes musulmans ont surgi dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 : Hamas et le Jihad pour la libération de la Palestine. Hamas a, tout d'abord, été encouragé par les autorités israéliennes pour faire contrepoids à l'influence de l'OLP. Dans les années soixante-dix - quatre-vingts, les autorités militaires ont, en de multiples occasions, relâché des militants liés à Hamas, même quand ils étaient convaincus de cacher des armes.

La tolérance envers Hamas aurait été une des conditions posées par les Iraniens lorsqu'ils achetaient de l'armement américain par l'intermédiaire d'Israël, dans le cadre de l'opération Irangate, à l'occasion de laquelle des agents israéliens ont convaincu Robert McFarlane de laisser Israël vendre illégalement

des armes à Téhéran et détourner une partie des bénéfices pour soutenir la Contra contre le gouvernement nicaraguayen⁹.

En mai 1989, lorsque l'influence intégriste se répandit en échappant au contrôle des Israéliens, une vague d'arrestations s'abattit sur les dirigeants de Hamas. Néanmoins, cela prit six mois, jusqu'en septembre 1989, pour que Hamas soit déclaré illégal par les autorités israéliennes.

Comme le Jihad islamique pour la libération de la Palestine, Hamas était abondamment subventionné à la fois par les Etats du Golfe et par l'Iran. En 1990, l'Arabie saoudite versa à ces deux organisations 83 millions de dollars. Le Koweït également versa de nombreux millions à ces deux groupes. Pinhas Inbari, dans *Al Hamishmar* (20 décembre 1992), fait remarquer que, curieusement, Israël s'en est pris aux dirigeants et militants de Hamas proches de l'Arabie saoudite, mais épargna ceux qui étaient proches de l'Iran, qui avait pourtant mis sur pied une logistique et des camps d'entraînement pour faciliter les actions de Hamas et du Jihad islamique.

Le Hamas posait comme conditions à la collaboration avec l'OLP le refus des résolutions 181¹⁰, 242 et 338, respectivement de 1947, 1967 et 1973 et la reconfirmation de l'option militaire ; il réclamait 40 à 50 % des sièges au Conseil national palestinien et exigeait que l'OLP se proclame organisation islamique. En outre, l'OLP devait déclarer que la terre islamique palestinienne ne pouvait être abandonnée ni divisée. Évidemment, les « communistes athées » – le FPLP et le PDLP – devaient être expulsés.

« Le jour où l'OLP fera de l'islam son mode de vie, nous serons ses soldats, nous allumerons ses flambeaux. En attendant ce jour – et nous prions Allah qu'il soit proche – l'attitude du Hamas vis-à-vis de l'OLP est celui d'un fils pour son père... » (Charte du Hamas-Palestine, art. 27 [Titre IV].)

La direction de l'OLP a rejeté toutes ces conditions mais a déclaré que Hamas et les autres fondamentalistes sont « partie prenante du peuple palestinien et en tant que tels ont leur place sous le parapluie de l'OLP ». Hamas s'était vu offrir 8 % des sièges du Conseil national palestinien.

Au contraire de tous les autres gouvernements arabes, l'OLP se considère comme une entité multiconfessionnelle dans laquelle les musulmans, les chrétiens et les juifs ont leur place et devraient être représentés. Les chrétiens de différentes dénominations constituent environ 20 % des Palestiniens (ils

⁹ D'après *Israel and Palestine Political Report* n° 178/179, décembre 1992.

¹⁰ La résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU (29 novembre 1947) décrète le partage de la Palestine (67 % d'Arabes, 33 % de Juifs) en un Etat palestinien (44 % du territoire) et un Etat israélien (56 % du territoire).

constituent 13 % des arabes d'Israël). Seuls quelques Juifs se déclarent officiellement comme « Palestiniens juifs » et possèdent des cartes d'identité de l'OLP. D'autres Palestiniens juifs seraient membres secrets du CNP (en particulier des membres du FDLP et du FPLP), mais le nombre total de militants juifs de l'OLP n'atteint probablement pas la centaine. Néanmoins, leur existence, ainsi que le nombre beaucoup plus significatif de chrétiens, est considérée par la direction de l'OLP comme une carte idéologique et politique qui pourrait être abandonnée seulement en cas d'urgence extrême.

Clivages entre l'exil et l'intérieur ?

Il ne faut pas se laisser abuser par le discours apparemment unanime des dirigeants palestiniens. Il y a, au sein de la population palestinienne, les mêmes clivages que dans n'importe quelle société divisée en classes.

L'Intifada, commencée le 8 décembre 1987, était un authentique mouvement populaire dont l'origine se trouvait dans le désespoir le plus absolu de la population des territoires occupés et dans l'absence totale de perspectives politiques à leur situation. Ce mouvement, au début, échappait complètement au contrôle de la direction de l'OLP, et si les Palestiniens de l'intérieur continuaient de se référer à elle, c'était pour le symbole qu'elle représentait. Progressivement s'est créé le clivage habituel entre la direction en exil d'une organisation et le mouvement de résistance qui continue à l'intérieur. Les stratégies, les enjeux peuvent diverger. Le principal danger pour les dirigeants « historiques » est l'apparition d'une direction de rechange à l'intérieur capable de se substituer à elle et susceptible de développer des stratégies contraires aux intérêts de ceux qui dirigeaient de Tunis. Des tensions n'ont d'ailleurs pas manqué d'apparaître entre l'une et l'autre direction.

Arafat était obligé périodiquement de rappeler que c'était lui qui parlait au nom de l'OLP. Au mois d'août 1993, trois membres de la délégation palestinienne – et pas des moindres : Fayçal Hussein, Hanane Ashraoui et Saeb Erekat – l'avaient ouvertement défié, menaçant de démissionner après qu'il leur eut ordonné de défendre des positions auxquelles ils étaient opposés. Selon le magazine *Time*¹¹, Arafat les aurait convoqués à Tunis et leur aurait ordonné de « se comporter comme des employés ou de rentrer chez eux ».

« Les dissensions se faisaient de plus en plus nombreuses au sein même de la direction de l'OLP. Des voix s'étaient fait entendre qui mettaient en cause directement Yasser Arafat. Manque de démocratie, gestion financière incontrôlable, “le Vieux” n'était plus épargné par les critiques qui, jusqu'alors, ne s'adressaient qu'à ses proches. Plus surprenant encore, la plupart des “contestataires” étaient issus de l'entourage direct du leader de

¹¹ Lisa Beyer, « Out of the Shadows », p. 32, 23 août 1993.

l'OLP. » (Annie Fiore, *Rêves d'indépendance, chronique du peuple de l'Intifada*, L'Harmattan.)

En fait, les clivages entre la direction de Tunis et les militants de l'intérieur, créés par les négociations de Madrid (qui ont commencé le 26 octobre 1991), et par la façon dont les accords ont été discutés et signés, s'expriment à la fois à Tunis et dans les territoires occupés.

Le problème était que le patron n'avait plus les moyens de payer ses employés... au sens le plus littéral du terme : L'OLP était en situation de quasi-faillite. Les monarchies pétrolières, sanctionnant les positions qu'Arafat a prises pendant la guerre du Golfe, ont cessé d'approvisionner l'organisation palestinienne¹². En outre, les revenus des nombreux Palestiniens expulsés du Koweït – on parle de 300 millions de dollars – et qui alimentaient à la fois les familles restées au pays et les caisses de l'OLP, ne sont plus disponibles. Arafat était littéralement dépendant de bailleurs de fonds de moins en moins nombreux ; il était acculé à négocier... et à faire des concessions.

Les critiques que nous formulons à l'égard de la politique de Yasser Arafat ne nous font pas oublier qu'il reste, pour l'ensemble de la population palestinienne, le symbole de dizaines d'années de lutte. Les catégories que nous utilisons pour décrire et définir sa politique ne sont et ne doivent cependant pas être différentes de celles que nous utilisons pour n'importe quel homme politique. Mais il convient de garder le sens de la mesure. Arafat et sa politique n'existent que comme image renversée de la politique de l'Etat d'Israël.

Nous écrivions, en 1998, dans *Israël-Palestine ; mondialisation et micro-nationalismes*¹³ :

« Les orientations de la politique d'Arafat pouvaient aussi être analysées à travers une autre grille de lecture : la direction de l'OLP était, dans les années 90, trop vieille pour recommencer la lutte, elle était trop fatiguée, la plupart des cadres qui auraient été capables de la remplacer avaient été assassinés, tels Abu Iyyad et Abu Jihad : le vide a été fait autour d'un Arafat vieilli, fatigué, et qui cherchait désespérément à poser le pied sur un

¹² La façon dont les médias occidentaux ont présenté les positions de l'OLP pendant la guerre du Golfe est – faut-il s'en étonner – très caricaturale. Le 11 août 1990, au sommet du Caire, une résolution est votée affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et exigeant le retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït. Comme cela se pratique couramment dans les instances internationales, l'OLP, tout en signant la résolution, émet des réserves concernant un paragraphe contenant une pure condamnation de l'Irak sans proposition concrète et un paragraphe légitimant l'appel aux troupes américaines. Les médias diront que l'OLP a voté contre la résolution, ce qui n'est pas le cas. On remarquera que « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre » est également évoquée par la résolution 242 de l'ONU qui condamne l'occupation par Israël de territoires palestiniens...

¹³ Edition Acratie, p. 90.

bout de terre palestinienne indépendante, si petit soit-il, avant de faire le grand voyage. On ne peut pas totalement écarter cette hypothèse. »

L'Intifada de 1987 était un moyen de lutte efficace : elle coûtait à l'Etat israélien des sommes colossales. Elle avait sur la population israélienne des effets dissolvants, en sapant le moral des soldats et notamment des réservistes qui étaient tenus de faire des périodes tous les ans dans les territoires occupés. Elle était efficace sur le plan médiatique, auprès de l'opinion publique internationale. Et elle avait un effet positif en structurant la société civile palestinienne par la constitution de réseaux d'entraide, d'auto-organisation. Mais aussi, elle présentait l'inconvénient d'avoir éclaté en dehors et contre tout contrôle de la direction en exil. L'Intifada risquait à terme de délégitimer l'OLP en suscitant progressivement une direction palestinienne à l'intérieur dont la stratégie et les objectifs pouvaient diverger de ceux de la direction en exil.

Après le début des négociations entamées à Madrid le 28 octobre 1991, les discussions ont traîné en longueur pendant deux ans sans résultat. Pendant ce temps, la situation financière de l'OLP a empiré. Aussi longtemps que celle-ci conservait des cartes dans son jeu – l'Intifada, une force armée et de l'argent – les Etats-Unis et Israël ont catégoriquement refusé de la laisser participer directement aux négociations de Madrid, bien que l'OLP n'en ait accepté le principe que sous la pression d'Arafat. Le Premier ministre israélien de l'époque, Yitzhak Shamir, n'avait aucune intention d'entamer un processus de paix, et n'a accepté de négocier que sous la pression de l'administration américaine. Ce n'était un secret pour personne que les Palestiniens de l'intérieur avec lesquels les Israéliens négociaient étaient « conseillés » par les dirigeants de Tunis.

Lorsque Rabin arriva au pouvoir pendant l'été 1992, il reprit la politique du Likoud consistant à ne pas reconnaître l'OLP et à tenter de favoriser une direction locale avec laquelle il pourrait signer un accord séparé de capitulation. En fin de compte, il était parvenu indirectement à ses fins, en ce sens que l'autorité de la direction de l'OLP était largement contestée et que les conditions israéliennes avaient toutes été satisfaites : le pouvoir armé des Palestiniens avait été liquidé, aucune décision des autorités palestiniennes ne pouvait être prise sans l'accord des Israéliens, les Palestiniens n'auraient aucune souveraineté sur la terre et sur l'eau ; pérennisation du contrôle israélien sur les pentes de la montagne de la rive Ouest et sur la vallée du Jourdain, encerclement de toute ville arabe par des implantations de colons ou des camps militaires israéliens qui resteront sur place après la signature des accords, contrôle total sur le territoire appelé le Grand Jérusalem, représentant 20 % de la rive Ouest, annexé en 1967, et sur lequel les Israéliens s'implantaient frénétiquement, en dépit des accords.

Peu à peu, un glissement était apparu dans l'attitude des autorités israéliennes. Alors que dans un premier temps il était hors de question de

négociier directement avec Arafat, ce dernier devint le seul interlocuteur. Deux séries de faits, qui ont évolué parallèlement, peuvent expliquer cela.

a) La remise en cause progressive de l'autorité d'Arafat, de plus en plus contesté par les Palestiniens ; la disparition de tous les éléments qui pouvaient peser en faveur des Palestiniens dans le rapport de forces (liquidation de l'Intifada, rejet de l'action armée, etc.) ; la perte de tout soutien financier des Etats arabes faisaient que, affaiblie, la direction de l'OLP devenait de ce fait même un interlocuteur valable, c'est-à-dire prêt à un maximum de concessions. Les deux années de temporisation après le début des négociations de Madrid ont peut-être précisément servi à cela ;

b) En même temps, il était apparu que les négociateurs palestiniens de l'intérieur percevaient avec plus d'acuité les objectifs réels des autorités israéliennes, et étaient moins enclins à faire des concessions, ce qui les disqualifiait comme interlocuteurs. Il fallait donc s'en débarrasser, et en janvier 1993, Shimon Pérès, rejoint ensuite par Rabin, décida qu'il serait plus facile d'arriver à un accord avec Arafat qu'avec les Palestiniens de l'intérieur. C'est ainsi qu'Arafat fut transformé du jour au lendemain de terroriste en héros de la paix.

C'est Arafat qui imposa les négociations aux autres composantes de l'OLP. Le FPLP et le FDLP ont été écartés de l'exécutif de l'OLP. La mise à l'écart des Palestiniens de l'intérieur dans toute prise de décision s'est faite progressivement, tandis que, par un mouvement inverse, Arafat s'imposait comme seul interlocuteur. C'est que, en même temps que le discours israélien officiel était de ne pas négocier directement avec l'OLP, avaient lieu des négociations secrètes entre Arafat et Rabin qui aboutirent aux accords Gaza-Jéricho (4 mai 1994), négociations dont les Etats-Unis aussi bien que la délégation palestinienne elle-même furent exclus.

Ce processus n'a été possible que par la capitulation à la fois politique et militaire de l'OLP ; il aboutit à la création de zones administrées par l'OLP et impliquait la soumission de cette dernière au contrôle israélien. Arafat était devenu le protégé d'Israël au même titre qu'auparavant il l'avait été tour à tour de Nasser, d'Al Assad, d'Hussein de Jordanie ou de Saddam Hussein.

Et cela n'est pas une formule de style. La fermeture périodique et le filtrage des passages entre Israël et les territoires occupés, empêchant les Palestiniens d'aller travailler en Israël, était révélatrice d'une véritable collaboration entre les deux parties. Pour obtenir un permis d'entrée en Israël, on devait d'abord se rendre au bâtiment de l'autorité palestinienne à Gaza. On recevait alors un permis et on se rendait à Eretz Checkpoint (point de contrôle) sous contrôle israélien. Les opposants aux accords Gaza-Jéricho n'obtenaient pas le permis (Cf. « Gaza Changes Hand », Roni Ben Efrat, *Challenge*, July-August 1994).

Un autre exemple est révélateur, celui des prisonniers palestiniens (au nombre de 12 000). Un comité a été mis en place pour discuter de leur sort,

alors que le problème aurait pu être partie intégrante de la négociation globale. 600 prisonniers ont été libérés, parmi lesquels très peu des personnes âgées, femmes, jeunes en dessous de dix-huit ans ou malades dont on attendait la libération. En fait, n'ont été libérés que les prisonniers à qui ne restaient que très peu de peine à subir : certains libérables ont même été retenus quelques jours de plus pour pouvoir faire partie du lot !

Rabin a clairement indiqué qu'il n'était pas question de libérer les opposants à l'accord Gaza-Jéricho. Les dirigeants palestiniens entérinaient le point de vue que quiconque désapprouvait la vision israélienne de la solution du conflit était un adversaire commun des deux signataires de l'accord. Autrement dit, les deux parties qui ont signé l'accord Gaza-Jéricho devaient collaborer pour combattre leur opposition palestinienne commune. C'est précisément ce qui s'est passé. A l'intérieur des prisons mêmes a été mise en place une discrimination criante dans le sort des détenus selon leur position par rapport à l'accord. Les délégués de prisonniers qui n'étaient pas du Fatah (la tendance Arafat), notamment ceux du FPLP et du FDLP, n'étaient pas reconnus par les autorités. Jacques Kupfer, ex-chef du Betar, dirigeant de la branche française du Likoud, se trompait lourdement lorsqu'il évoquait les « pseudo-policiers arabes censés coller des contredanses à des ânes en stationnement illicite ». Les policiers palestiniens maintenaient efficacement l'ordre de la paix des vainqueurs.

Les accords d'Oslo divisaient clairement les tâches : aux Palestiniens revenaient le contrôle sur l'éducation, la santé, les services sociaux, le tourisme : pour cela, l'Autorité palestinienne avait le droit de lever des impôts... sur une population privée d'emplois, ce qui se traduisait par une aggravation de sa situation.

L'Autorité palestinienne n'avait pas le droit de légiférer, de planifier ou de construire ; aux Israéliens revenait le contrôle sur l'industrie, l'agriculture, le commerce extérieur, les douanes, et les impôts indirects... et l'eau. En d'autres termes les Palestiniens n'avaient aucun contrôle sur le *territoire*. Ce sont les Israéliens qui contrôlaient les secteurs les plus déterminants de l'économie palestinienne.

Arafat et Rabin ont obtenu le soutien de l'Occident et celui des dirigeants arabes, trop heureux à la fois de signer des paix séparées et de nouer des rapports commerciaux avec Israël. Shimon Pérès demanda une aide internationale pour la reconstruction de la Palestine, ce qui revenait à dire que les contribuables des trente Etats contributeurs de l'aide, surtout européens, d'ailleurs, allaient non seulement payer les dégâts faits par les gouvernements israéliens successifs à la société palestinienne et compenser (un peu) l'absence totale d'investissements d'infrastructure depuis trente ans, mais qu'ils paieraient pour l'essentiel à des sociétés israéliennes... En effet, les Israéliens s'introduisirent dans la « reconstruction » en tant que « partenaires cachés »

pour les opérations de banque, les investissements étrangers, etc., ce qui revenait à dire que les fonds internationaux seraient affectés à des projets qui ne concurrenceraient pas l'économie israélienne et lui procureraient même des revenus.

La direction de l'OLP avait donné son accord sur un certain nombre de points incontournables :

- contrôle de l'économie palestinienne par la Banque mondiale ;
- soumission du budget de la zone autonome, de son système bancaire et de sa planification aux besoins d'Israël ;
- abandon de l'idée d'une monnaie indépendante.

Autrement dit, Arafat a entériné la soumission de l'économie palestinienne à Israël, ce qui mit en fureur certaines fractions de la bourgeoisie jordanienne qui remplissaient ce rôle jusqu'alors.

Arafat s'était arrangé pour que les fonds alloués à la reconstruction palestinienne ne passent que par l'administration qu'il contrôlait, tout en s'évertuant d'obtenir l'arrêt des financements provenant des organisations non gouvernementales occidentales, qui soutenaient de nombreux projets et institutions dans les territoires occupés. Bien que cela ne fût pas un succès total, le gros des financements passa alors par les canaux centralisateurs de l'OLP. Parallèlement, Arafat avait coupé les financements que l'OLP faisait traditionnellement en faveur d'institutions qui n'étaient pas, ou pas complètement contrôlées par les arafatistes, ce qui affaiblit à la fois le poids des grandes familles de l'intérieur et des forces politiques indépendantes.

« Coupée de la nouvelle réalité sociologique et psychologique des territoires occupés, [la direction de l'OLP] continue de fonctionner selon le mode traditionnel et s'appuie sur les grandes familles féodales dans ses alliances politiques. Ainsi, la composition de l'équipe de négociateurs, tout en représentant un savant dosage des différentes composantes de la société politique et religieuse palestinienne, laisse dans l'ombre la partie la plus active des Palestiniens, à savoir la population des camps et accorde une part sur-dimensionnée aux grandes familles traditionnelles (Husseïni, Nusseïbe, Abu Middain) dont le pouvoir n'est plus ce qu'il a pu être. Les Palestiniens ne sont pas le seul peuple dont la population et la direction politique sont séparés. Depuis 1948 et à la différence d'aujourd'hui, les décisions politiques se prenaient à l'extérieur, tout comme le combat militaire se menait à l'extérieur : rien ne permet d'affirmer que les acteurs de l'Intifada soient prêts à se laisser déposséder du pouvoir de décider de leur avenir. Ces nouvelles frustrations viennent s'ajouter à celles directement provoquées par la répression. (...) Il est encore prématuré d'évoquer l'éventualité d'une rupture entre les populations des territoires

occupés et la direction de l'OLP à l'extérieur, tout au plus une distanciation douloureuse est-elle en train de se créer.» (Annie Fiore, *Rêves d'indépendance, Chronique du peuple de l'Intifada*, L'Harmattan.)

Nationalisme et question sociale

Le nationalisme palestinien est né sans doute de la conjonction de la révolte des réfugiés dans les camps de Jordanie, du Liban et de Syrie, avec les aspirations de la petite bourgeoisie palestinienne cherchant une place au soleil que ni Israël ni les autres États arabes n'étaient disposés à lui accorder. Yasser Arafat, apparenté à une grande famille de la bourgeoisie palestinienne, les Al-Husseini, avait fait ses études au Caire, obtenu un diplôme d'ingénieur des travaux publics. Il partit travailler au Koweït où il fonda sa propre société de travaux publics. Il fonda le Fatah – Mouvement de libération nationale de la Palestine – en 1959. D'emblée, les limites du champ d'action d'Arafat sont tracées, ce que lui reprocheront d'autres militants palestiniens comme Georges Habache et Nayef Hawatmeh, qui s'étaient organisés dans le Mouvement nationaliste arabe.

Le Fatah se manifesta pour la première fois le 1^{er} janvier 1965 par une tentative d'attentat. En fait, l'objectif de l'organisation d'Arafat était moins de mener une lutte armée de longue haleine contre Israël que de se faire reconnaître comme organisation nationaliste par les Palestiniens et les États arabes.

L'OLP fut créée en 1964, non par les Palestiniens, mais, lors d'une réunion du sommet de la Ligue arabe, tenue à Alexandrie, par les dirigeants arabes : Nasser, Ben Bella, Bourguiba, le roi Fayçal d'Arabie. Ayant pignon sur rue, bénéficiant des fonds et du soutien des pays arabes, mais aussi étroitement contrôlée par eux, l'OLP va avoir à sa tête, dans un premier temps, un certain Ahmed Choukeiri, un personnage corrompu, lié à l'Arabie saoudite. La défaite arabe de 1967 va changer les donnees en déconsidérant les régimes arabes auprès des Palestiniens. 280 000 réfugiés supplémentaires vont grossir les rangs de ceux qui s'entassaient déjà dans les camps de Jordanie, de Syrie ou du Liban. Le nationalisme palestinien reçut une forte impulsion à ce moment-là. En février 1969, Arafat est élu président du comité exécutif de l'OLP.

Créée au départ par les régimes arabes pour garder le contrôle du nationalisme palestinien, l'OLP est désormais dirigée par un homme qui bénéficie d'une réelle popularité auprès des masses palestiniennes. Le 21 mars 1968, des feddayins palestiniens du Fatah avaient tenu en respect une colonne militaire israélienne pendant douze heures. La « bataille de Karameh » avait soulevé l'enthousiasme de la population palestinienne et substantiellement agrandi les rangs du Fatah. Arafat disposait donc d'une certaine liberté d'action face aux bailleurs de fonds de l'organisation.

L'organisation que dirigeait Arafat n'était pas un bloc monolithique. L'OLP est un conglomérat d'organisations autonomes constituant une sorte de « Front ». L'unité d'action y est toute relative. Qualifier en bloc l'OLP d'« organisation terroriste » est un abus de langage. Certaines fractions de l'organisation ont eu recours à tour de rôle à ces méthodes d'action, mais Arafat était en effet constamment tiraillé entre la nécessité de maintenir une unité de façade à l'organisation – ce qui lui interdisait de condamner certains attentats commis par des groupes membres de l'OLP – et la nécessité de garantir aux monarchies du Golfe que le nationalisme palestinien ne déborderait pas vers un nationalisme arabe contraire à leurs intérêts.

C'est aussi ce qui explique le double discours d'Arafat ; en Anglais tout le monde ne pouvait être que d'accord ; en arabe il ne pouvait pas aller contre la volonté de l'écrasante majorité des Palestiniens.

L'OLP était aussi un enjeu politique pour les États arabes qui tentaient constamment d'y susciter des groupes servant de relais à leurs propres intérêts. La Syrie, par exemple, créera sa propre organisation palestinienne, la Saïka. En 1974, l'Irak soutiendra le front du refus et abritera le groupe terroriste d'Abou Nidal, un des chefs « historiques » du Fatah. Il en avait été exclu, puis condamné à mort par l'organisation en 1974. Il était le représentant de l'OLP à Bagdad depuis 1970. Le journaliste anglais Patrick Seale a écrit une biographie de ce personnage (*Abu Nidal, A Gun For Hire*, Hutchinson Books), auteur de 280 assassinats, pour l'essentiel des modérés de l'OLP. Patrick Seale note que toutes les opérations d'Abou Nidal présentaient cette curieuse caractéristique de servir le gouvernement israélien, qui d'ailleurs n'a jamais cherché à abattre ce terroriste...

Saddam Hussein réussira plus tard, avec l'aide d'Aboul Abbas, à ligoter l'OLP en contribuant à suspendre le dialogue américano-palestinien. Aboul Abbas (Mohamed Zeidan Abbas), était le fondateur du Front de libération de la Palestine. Ses guérilleros débarquent le 30 mai 1990 sur la plage de Netsanim, entre Ashkelon et Ashod, et ouvrent le feu sur des soldats. Yasser Arafat s'étant refusé à condamner cette opération, les États-Unis rompent les pourparlers officiels entamés avec l'OLP. Aboul Abbas reconnut plus tard que son intention était de stopper le début de dialogue qui s'était instauré. Aboul Abbas était très lié avec le régime irakien. Ses hommes feront la police au Koweït, pour le compte de l'Irak, pendant la guerre du Golfe. C'est un commando du FLP qui a pris le contrôle du bateau de croisière *Achile Lauro*, et a assassiné un passager juif américain, Leon Klinghoffer. La victime, 69 ans, se déplaçait en chaise roulante et a été abattue de plusieurs balles dans le dos. Aboul Abbas, qui s'est reconverti au « processus de paix », est revenu dans la bande de Gaza en mai 1996. Il envisageait de faire revenir ses combattants au pays. Pour les intégrer dans la police palestinienne. Les Palestiniens n'avaient qu'à bien se tenir...

L'OLP était aussi étroitement dépendante des États arabes qui lui fournissaient une base. Expulsé de Jordanie après les massacres de Septembre noir, l'organisation se replie au Liban. Mais après l'invasion de ce pays par Israël en 1982, l'OLP est expulsée de Beyrouth et privée d'une base géographique et militaire qui lui permettait une certaine autonomie de décision. L'organisation dépendait du bon vouloir des pays qui l'accueillaient ; en 1983, l'OLP s'affronta avec le régime syrien. Après le Liban, l'OLP se réfugia à Tunis, mais son quartier général fut bombardé par les Israéliens en 1985. L'Égypte, liée par les accords de Camp David, ne pouvait ni ne voulait l'accueillir. L'Irak mit à sa disposition des bureaux, des avions, des casernes pour ses soldats, une station de radio. Quand éclata le conflit du Golfe, Arafat put difficilement condamner Saddam Hussein.

Après la guerre de 1967, puis de nouveau après celle de 1973, un accord tacite liait le monde arabe : la rente pétrolière servait de système de « sécurité sociale » aux pays arabes pauvres et à forte démographie, elle servait également à soutenir l'effort de guerre contre Israël ; en contrepartie, les républiques arabes ne tentaient pas de déstabiliser les pétromonarchies ni de remettre en cause leur statut superprivilegié. Cet accord valait aussi pour l'OLP, subventionnée par les pétromonarchies à condition que le nationalisme palestinien reste strictement cantonné à la Palestine et ne déborde pas vers une remise en cause de l'appropriation de la manne pétrolière.

Les défaites successives des armées arabes en 1948, 1956, 1967, 1973 avaient quelque peu déconsidéré les régimes en place auprès d'une masse toujours plus grande de réfugiés palestiniens dont la présence dans les camps de Jordanie, de Syrie, au Liban était un témoignage de l'oppression impérialiste. Ces réfugiés devinrent progressivement un facteur de déstabilisation pour les régimes arabes en place, dans la mesure où ils créaient un mouvement de sympathie auprès des populations pauvres des pays d'accueil. Par-dessus les frontières, ils apportaient aux populations arabes un message de révolte. C'était un contexte idéal pour créer un mouvement nationaliste à l'échelle de toute la région et faire voler en éclats les dictatures et les monarchies qui sont la base du dispositif impérialiste au Proche-Orient.

La solidarité des masses arabes avec la « cause palestinienne » pouvait déboucher sur une remise en cause du pouvoir et des privilèges des grands propriétaires fonciers (y compris palestiniens) et de la rente pétrolière des monarchies du Golfe.

C'est le pouvoir du roi Hussein de Jordanie qui s'est trouvé le premier menacé. Les réfugiés palestiniens avaient fini par représenter la moitié de ce pays et devenaient un peu turbulents. D'autant que le projet d'Israël était de créer un Etat palestinien en Jordanie. Malgré les assurances d'Arafat qui affirmait que son seul objectif était la lutte contre Israël, Hussein prit les

devants. En septembre 1970, les troupes jordaniennes, au terme de terribles combats qui firent des milliers de victimes, liquidèrent les milices palestiniennes. Quelques jours plus tard, on vit Arafat, souriant, échanger une poignée de main de réconciliation avec Hussein. C'est que dans les camps de Jordanie il y avait les milices du Fatah, mais aussi celles, plus radicales, du FPLP de Georges Habache et du FDPLP de Nayef Hawatmeh, qui contestaient l'autorité d'Arafat. Les troupes jordaniennes surent faire la différence entre les unes et les autres. En fait, après Septembre noir, la position de Yasser Arafat se trouva raffermie au sein de l'OLP, mais aussi vis-à-vis des dirigeants des États arabes, pour qui sa présence, à la tête de l'organisation palestinienne, garantissait que celle-ci ne dériverait pas vers un nationalisme arabe qui déstabiliserait la région.

Si l'OLP tint pendant un certain temps un discours d'un nationalisme très radical – révolution palestinienne, lutte armée, anti-impérialisme, anti-sionisme – excluant toute reconnaissance de l'Etat d'Israël, ce radicalisme verbal recouvrait mal un besoin de reconnaissance internationale. Après la guerre de 1973, les États arabes reconnurent l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien, et les pays non alignés se rallièrent à cette position. Arafat fut invité à l'ONU en tant qu'observateur. C'est à cette époque que les dirigeants de l'OLP déclarèrent renoncer au terrorisme international et envisagèrent de créer un Etat palestinien « sur toute parcelle de territoire palestinien qui serait libérée ». Pendant des années, Arafat va donner des gages de sa capacité à maintenir le mouvement dans les strictes limites du micro-nationalisme palestinien.

Cinq ans après Septembre noir, un scénario presque identique se reproduit au Liban. La présence de nombreux réfugiés palestiniens mêlés à la masse des Libanais pauvres créait une situation potentiellement explosive. A partir de 1973, les grèves et les manifestations se succèdent. Dans certains quartiers pauvres, la population s'arme, mais on ne distingue plus les feddayin des Libanais. La troupe intervient à la fois contre les grévistes et contre les camps palestiniens. En février 1975, l'armée tire sur une manifestation de pêcheurs et fait onze morts. En avril, la droite libanaise déclencha une contre-révolution préventive. Elle se heurta à une véritable insurrection populaire. La direction de l'OLP s'efforça là encore de maintenir l'organisation dans les strictes limites du nationalisme palestinien. Arafat déclara en juin 1975 :

« Tout ce qui se passe au Liban est injustifiable. La révolution palestinienne sait pour sa part que le véritable champ de bataille se trouve en Palestine et qu'elle ne peut tirer aucun bénéfice d'une bataille marginale qui la détournerait de son véritable chemin. »

Si le combat des pauvres du Liban n'était pas celui de l'OLP, la droite libanaise, elle, massacrait indistinctement opprimés libanais et palestiniens. Il fallut l'intervention de la Syrie, en 1976, pour que la droite libanaise l'emporte.

Évoquant les « conflits “secondaires”, politiques ou régionaux, entre États ou à l'intérieur des États », le rédacteur du *Dossier Palestine*¹⁴ expose que « la révolution palestinienne, qui n'a cessé d'être attirée dans ces conflits par le contexte arabe, aussi bien étatique que populaire, n'a su y survivre que grâce à sa capacité à s'en extraire, ou en tout cas à maîtriser leurs effets sur son cours propre ». L'OLP avait deux faces contradictoires. Dans les camps, elle était représentée par des feddayin armés symbolisant les masses palestiniennes mobilisées, et à ce titre elle pouvait constituer un modèle pour les masses populaires du monde arabe. Mais elle était aussi un appareil politique soutenu par les régimes qui pouvaient être menacés par la mobilisation populaire.

En 1977, après trente ans de pouvoir, les travaillistes cèdent la place à la droite en Israël. Si la signature du traité de Camp David avec l'Égypte aboutit à l'évacuation du Sinaï, elle garantissait également Israël contre tout danger de nouvelle guerre avec les États arabes et laissait « le champ libre à Israël pour mener des opérations militaires contre l'OLP au Liban et poursuivre le peuplement de la Cisjordanie », selon les termes de Noam Chomsky.

En 1978, Israël intervint une première fois au Liban pour créer une « zone de sécurité » au Sud, puis en juin 1982 la guerre est déclenchée contre le Liban, qui mena l'armée israélienne jusqu'à Beyrouth. Cette guerre se distinguait des autres par le fait qu'elle n'était pas destinée à obtenir une victoire rapide et un retour immédiat des soldats, c'était une guerre d'occupation. De la frontière Sud à Beyrouth, le pays est systématiquement bombardé ; des destructions massives firent entre 20 et 30 000 morts.

L'objectif déclaré de l'intervention était de chasser l'OLP du Liban, ce qui convenait par ailleurs aussi bien aux dirigeants libanais que syriens. Les troupes de l'OLP finirent par embarquer pour la Tunisie sous la protection d'un contingent international. L'autre objectif échoua : la mise en place d'un régime contrôlé par Israël, ce qui aurait contrarié les intérêts syriens. Un dirigeant de milice d'extrême droite, Béchir Gemayel, fut élu président sous la protection israélienne, mais il fut tué quelques jours plus tard. Son frère, Amine, le remplaça mais prit ses distances avec Israël. L'expédition libanaise fut suivie d'une grande mobilisation en Israël contre la guerre, en particulier après les massacres de Sabra et Chatila, en septembre 1982, perpétrés par des miliciens de la droite libanaise, sous l'œil complice de l'armée israélienne.

La guerre du Liban permit de marquer les limites de la capacité d'intervention israélienne à l'extérieur, mais aussi celles de l'investissement des grandes puissances dans le conflit israélo-arabe : le contingent international qui s'installe après l'évacuation de l'OLP ne résista pas à quelques attentats – fort meurtriers, il est vrai – contre ses casernes, et se retira.

¹⁴ *Le dossier Palestine*, La question palestinienne et le droit international, La Découverte/documents, p. 258. Ligue internationale pour le droit et la libération des peuples.

Mais c'est surtout l'Intifada qui révéla les limites de l'intervention militaire israélienne. Le 7 décembre 1987, un camion militaire israélien heurte un taxi collectif et fait trois morts. C'est la goutte qui fait déborder le vase. Un véritable soulèvement populaire commence dans tous les territoires occupés. Itzhak Rabin est ministre de la Défense, et décide de « mater la subversion ». Plus qu'une révolte nationale, l'Intifada est une révolte sociale. Le chef de cabinet de Rabin, Eytan Haber, raconte que Rabin avait consulté un rapport fait par deux officiers qui avaient interrogé plusieurs centaines de prisonniers sur les raisons du soulèvement.

« Il s'est avéré que leur principal motif de révolte était non pas des aspirations nationales, mais les humiliations quotidiennes, constantes et ignobles que les israéliens leur ont fait subir sous l'occupation. La plupart ont mis l'accent sur le comportement des soldats israéliens au barrage d'Erez, entre la bande de Gaza et Israël. La description était traumatisante. J'ai montré ce rapport à Rabin et je lui ai dit : regarde comment nous nous détruisons nous-mêmes ¹⁵. »

L'Intifada a révélé au monde les conditions épouvantables dans lesquelles vivaient les Palestiniens dans les territoires occupés.

La dégradation morale des soldats chargés de la répression finit même par préoccuper les autorités israéliennes. Mille cinq cents militaires, la plupart vétérans ou officiers, refusèrent de servir dans les territoires occupés ; 150 firent même de la prison. Là où la diplomatie, les guerres, les manœuvres diverses des directions politiques avaient échoué, un mouvement populaire de masse avait réussi : l'occupant commençait à plier. L'Intifada avait un effet dissolvant sur la société israélienne. Elle coûtait très cher à l'occupant. Elle avait réussi à faire basculer l'opinion publique internationale en faveur des Palestiniens. Elle avait révélé les énormes capacités d'initiative et d'auto-organisation de la société palestinienne sous l'occupation. C'étaient là des atouts majeurs dans la perspective d'une négociation...

Un accord de dupes

La signature des accords Gaza-Jéricho, le 27 août 1993, n'était rien d'autre qu'un coup médiatique sans signification réelle. Le projet d'Ariel Sharon de céder aujourd'hui ce minuscule territoire n'a rien de nouveau. La bande de Gaza est un petit bout de terrain qui n'est qu'un énorme bidonville ayant la plus forte densité de population de monde : 360 kilomètres carrés, 900 000 habitants, huit camps de réfugiés totalisant plus de 360 000 habitants.

Les militaires israéliens eux-mêmes demandaient depuis des années que le gouvernement abandonne aux Palestiniens ce territoire devenu ingérable. En

¹⁵ Cité par Amnon Kapeliouk, *op. cit.* p. 76.

réalité, l'autonomie de Gaza consiste à donner à son voisin un cheval malade afin qu'il paie le vétérinaire. Quant à Jéricho, Israël a accordé aux Palestiniens 30 km² sur lesquels ils avaient le droit d'avoir une administration locale. On appelle cela un bantoustan.

International Herald Tribune du 14 décembre 1992 citait cinq ministres du gouvernement de Rabin qui demandaient un retrait unilatéral de la bande de Gaza. Maurice Jacobi, dans *Témoignage chrétien* du 19 décembre 1992, écrivait :

« La situation explosive dans la bande de Gaza est telle que les dirigeants israéliens ont perdu tout espoir de réussir à y maintenir “la loi et l'ordre”. Les gouvernements successifs d'Israël ont eux aussi envisagé un retrait. Pour s'y préparer et isoler la bande de Gaza du reste du monde arabe, ils ont établi à quelques kilomètres de la frontière égyptienne un bloc de colonies juives du “Bloc de Katif”, allant de la Méditerranée à la frontière de la bande de Gaza. »

Selon Jacobi, quelqu'un avait même envisagé la possibilité d'entourer complètement la bande de Gaza d'une clôture électrique... Maurice Jacobi cite également l'éditorial du 9 décembre du quotidien israélien *Haaretz* :

« Il y a lieu de se demander combien de temps encore allons-nous sacrifier les meilleurs de nos fils sur l'autel d'une politique erronée. Le gouvernement doit réaliser que nos jours de domination de la bande de Gaza sont comptés. Le manque à gagner de notre volonté à ne pas vouloir accepter cet état de choses est de loin beaucoup plus important que les bénéfices que nous pourrions tirer de notre présence ininterrompue dans la bande de Gaza. »

Notons au passage que l'éditorialiste de *Haaretz* n'est pas le moins du monde motivé par des considérations de droit ou de justice mais par des préoccupations de coût, en vies humaines (israéliennes) et en argent (en manque à gagner).

Quant aux accords de coopération économique dont la presse avait tant parlé, et qui étaient censés réduire le fossé entre les deux communautés, il s'agissait d'accords entre des entrepreneurs israéliens, détenant une grande majorité des parts, et quelques Palestiniens, pour produire, avec une main-d'œuvre à très bon marché, des biens *Made in Palestine* qui permettraient aux produits israéliens de pénétrer l'énorme marché des pays arabes. Les avantages devaient être considérables pour Israël, et les Palestiniens auraient eu droit à quelques miettes. Seuls une poignée de capitalistes palestiniens auraient tiré quelque avantage de la situation.

On a beaucoup parlé de la cérémonie si émouvante de Washington. Stan Cohen, membre du Comité israélo-palestinien contre la torture, parla en cette

circonstance de « la version Walt Disney-CNN de l'histoire montrée sur les écrans de télévision du monde »¹⁶. On a peu parlé du voyage que Rabin a fait le lendemain en Indonésie, pour signer des contrats très lucratifs. Ce voyage dans le pays musulman le plus peuplé aurait été impossible sans la petite cérémonie de la veille. Le Maroc a ensuite accru ses échanges avec Israël. Les Etats du Golfe n'attendaient qu'un prétexte pour pouvoir enfin commercer avec Israël. L'Arabie saoudite a acheté pour 10 000 dollars de billets pour un dîner du congrès juif américain, le 9 décembre 1993, histoire de montrer sa bonne volonté... Mais le lendemain de la signature des accords, le gouvernement israélien lançait une série de raids dans Gaza et sur la rive Ouest. Des maisons continuaient à être détruites, des terres confisquées. La colonisation continuait, elle s'accroissait même.

Le 25 janvier 1994, on apprit dans *Yediot Ahronot* qu'Israël achetait 90 % de son pétrole dans les pays arabes, et que l'approvisionnement lui apparaissait suffisamment sûr pour annuler les contrats d'achat de pétrole avec le Mexique. Le 8 février 1994 *Haaretz* rapporta qu'un gros industriel israélien avait déclaré au *Wall Street Journal* que « le commerce entre Israël et les Etats arabes se monte à 500 millions de dollars par an », ce qui était une sous-estimation importante car dès 1993 il s'élevait à 1,4 milliard. Il semble même qu'Israël importe et revendait du pétrole irakien¹⁷...

Arafat, traité jusqu'alors de terroriste avec lequel aucune discussion n'était possible, était devenu le seul interlocuteur à la fois pour les puissances occidentales et pour les autorités israéliennes dans la mise en place de ce qu'on ne peut qu'appeler des bantoustans palestiniens.

Arafat retarda son arrivée dans les territoires devenus « autonomes » parce qu'il n'avait pas reçu l'argent promis, ce qui donnait leur vrai sens aux accords d'Oslo. Ce versement restait en même temps très limité et tout à fait symbolique : 42 millions de dollars sur les centaines de millions prévus, qui devaient servir à la mise en place d'une bureaucratie n'ayant aucun plan de développement.

La direction palestinienne a cédé sur tous les plans lors des pourparlers économiques qui ont eu lieu à Paris avant l'accord du Caire, le 4 mai 1994, sur les modalités de l'Autonomie à Gaza et Jéricho. A Oslo bien avant, les dirigeants palestiniens avaient déjà abandonné toute chance de développer une

¹⁶ *Challenge* n° 22.

¹⁷ La position d'Israël par rapport à l'Irak oscille entre l'opposition viscérale à un ennemi héréditaire et la crainte qu'« une tentative d'introduire la démocratie en Irak ne conduise à sa partition entre un Etat kurde dans le nord, un Etat sunnite au centre et un Etat chiïte au sud » (Avner Tavori, *Davar*, 4 avril 1991). C'est cette dernière éventualité qui est redoutée : « Si nous ne soutenons pas Saddam Hussein, un vaste empire chiïte s'étendant de l'Iran aux territoires occupés deviendra une réalité » (Avraham Burg, cité par Israel Shahak, "Recent Israeli Policies toward the Middle East", 21 février 1994, Bitnet list server at Mizzou1, database output 11 octobre 1994.)

économie indépendante lorsqu'ils avaient abandonné la souveraineté sur les territoires, d'autant que la nouvelle autonomie palestinienne était soumise aux exigences de la Banque mondiale, qui s'était débrouillée pour se faire accorder le contrôle de la planification de l'économie des zones autonomes. Le ministre des finances nommé par Arafat était un conservateur bien vu par la Banque mondiale et le FMI, c'était aussi un membre d'un des plus importants clans (*Hamulot*) palestiniens.

Les 510 millions de dollars affectés en 1994, par exemple, ont été destinés à des infrastructures : un port à Gaza, et un réseau routier qui, dans bien des cas, fait double emploi avec les routes de contournement israéliennes réservées aux Juifs. On ne recule pas cependant devant l'affectation de fonds importants dans l'établissement d'une police pléthorique. Il n'est pas question d'investir de l'argent dans de petites entreprises car celles-ci ne sont pas susceptibles d'apporter des profits suffisamment rapides aux investisseurs. Ne parlons pas de coopératives... Prenant comme référence incontournable les dogmes du FMI, on ignore que l'industrialisation n'est pas forcément le chemin le plus court vers le développement, lorsqu'elle n'est pas maîtrisée localement, lorsqu'elle prétend se faire à une échelle qui empêche toute maîtrise locale.

Qui contrôlera les fonds de l'aide internationale ? Fin 1993, la Jordanie exigea que soient mises en place les mesures décidées précédemment concernant l'établissement de succursales de banques jordaniennes sur la rive Ouest et à Gaza. Un accord a été négocié avec la banque israélienne Bank Leumi Leisrael, financée par l'Organisation sioniste mondiale, selon lequel une banque israélo-palestino-marocaine serait créée dans les territoires occupés.

Quelle pouvait être l'indépendance d'un territoire qui restait sous la domination de l'ancien occupant ? Il s'agissait plutôt d'une nouvelle forme d'organisation de la dépendance : en effet, les Palestiniens devaient adapter leur politique fiscale aux besoins israéliens :

- l'import-export, même en provenance du monde arabe, était limité par Israël ;
- la force de travail restait totalement dépendante des emplois en Israël ;
- la police palestinienne maintenait un ordre qui correspondait aux besoins de l'ancien occupant.

L'argent d'Arafat servit non pas à investir dans des infrastructures mais à payer la police et l'appareil bureaucratique venu de Tunis, et pour subventionner des appuis politiques. Arafat semblait tellement certain de recevoir de l'argent qu'il fit appel aux services d'une société d'investissement US, Morgan Stanley, pour gérer les finances de l'autonomie. Il fit preuve d'une effarante naïveté lorsqu'on songe que l'histoire de l'aide internationale est celle d'une longue suite de promesses jamais tenues. Israël ne laissera pas un dollar aux Palestiniens si

cela va à l'encontre de ses intérêts. L'argent servit à bâtir un appareil qui renforça les échelons les plus élevés de la société palestinienne avec, en haut de la pyramide, les membres de la bourgeoisie palestinienne pro-Arafat, les grandes familles, la classe moyenne de Jérusalem, de Gaza ou de la rive Ouest.

La diaspora palestinienne a créé, en marge de la bourgeoisie palestinienne traditionnelle de l'intérieur, une couche d'hommes d'affaires avec laquelle il faut compter. Ces hommes d'affaires avaient soutenu Arafat, mais commencent à émettre des critiques sur la manière dont sont conduites les négociations. Ils espéraient plus de dividendes sonnants et trébuchants de la paix, et remettaient en cause la façon dont l'aide internationale était contrôlée.

Capitulations sans contreparties

Selon Edward W. Said¹⁸, l'accord du 13 septembre 1993, dit Gaza-Jéricho, a été une « capitulation infligée aux Palestiniens ». « En échange d'une poignée de main, ceux-ci voyaient soudain la plupart de leurs droits mis en suspens. » « L'accord est un acte de reddition du peuple palestinien, une sorte de traité de Versailles. »

Déjà, lors de la guerre du Golfe, les « désastreuses prises de position de l'OLP (...) lui firent perdre encore du terrain », dilapidant les effets positifs de l'Intifada.

« La reconnaissance du droit d'Israël à exister implique une série de renoncements de la part des Palestiniens : renonciation à la charte de l'OLP, à la violence et au terrorisme et à toutes les résolutions de l'ONU, à l'exception des 242 et 338, qui ne disent pas un mot des Palestiniens. » (...)

« L'Intifada n'incarnait pas le terrorisme et la violence, mais le droit de résister. L'OLP y a renoncé, bien qu'Israël continue d'occuper la Cisjordanie et Gaza. Dans le document signé du 13 septembre 1993, la sécurité d'Israël est la considération dominante, alors qu'il n'y est pas question du sort des Palestiniens victimes des incursions israéliennes. »

Le jour même de la poignée de main de Washington, Rabin tient une conférence de presse dans laquelle il réaffirme la souveraineté israélienne sur le Jourdain, Jérusalem, les colonies de peuplement et le contrôle des routes. Une telle attitude aurait dû suffire pour dénoncer immédiatement l'accord.

« Rien, dans l'accord, dit encore Edward W. Said, ne suggère que les Israéliens vont renoncer à leurs actes de violence contre les Palestiniens ou qu'ils indemniseront les victimes de leur politique depuis quarante-cinq ans, comme l'Irak a dû le faire après son retrait du Koweït. »

¹⁸ « Comment conjurer le risque d'une perpétuelle servitude », Manière de voir n° 34.

Au début de la constitution de l'Etat d'Israël, les Palestiniens refusèrent l'idée de réparations pour ne pas avoir à légitimer la confiscation de leurs biens et leur expulsion. Mais le contexte ayant changé, lorsqu'on négocie il est de coutume de mettre tous les atouts dans la balance ; or, jamais depuis le début des négociations Arafat n'a évoqué la possibilité de réparations pour les dizaines de milliers de morts sous les bombes dans les camps, les écoles, les hôpitaux du Liban, pour la spoliation des terres et des biens, la destruction de près de 400 villages et les 800 000 réfugiés de l'époque. En faisant preuve d'un peu d'imagination, Arafat pourrait annoncer que les immeubles des colonies de peuplement de Cisjordanie seront récupérés après leur évacuation, à titre de réparations. Cela contribuerait peut-être à tempérer l'ardeur des colons à s'y installer...

De fait, Edward W. Said a raison de dire que « tout se passe comme si les Palestiniens, loin d'être les victimes du sionisme, en étaient les agresseurs invités à faire acte de contrition. »

Le cadre des accords signés entre Israël et l'OLP est aujourd'hui caduc. L'OLP a reconnu l'Etat d'Israël sans exiger en contrepartie la reconnaissance par Israël du droit des Palestiniens à un Etat. L'accord de Washington marque en fait la reconnaissance par Arafat de l'ensemble du réseau de colonies juives dans les territoires occupés. Arafat a signé un accord qui laisse tout aux Israéliens sauf les villes palestiniennes, dont ils ne veulent de toute façon pas assurer l'administration.

Toutes les résolutions de l'ONU reconnaissant aux Palestiniens le droit à un Etat, à la terre, reconnaissant l'existence d'un peuple palestinien, au droit au retour des réfugiés furent abandonnées. La résolution 181 de 1947 qui prône le partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe, est abandonnée. Les États-Unis sont revenus sur les engagements qu'ils avaient pris pendant la guerre du Golfe d'abandonner le principe de deux poids deux mesures.

Si l'OLP « n'a jamais brillé par sa logistique et ses capacités de gestion », comme le suggère Georges Corm ¹⁹, il apparaît qu'elle n'a pas brillé non plus par sa stratégie ni par l'ampleur de sa vision du problème. L'examen des dispositions du traité de Taba, dit Oslo II, signé le 28 septembre 1995 ²⁰, montre l'étendue de la capitulation de la direction palestinienne. Au lendemain de la signature de ce traité, le ministre travailliste de la police Moshe Shahal déclarait, à Washington :

« Arafat a été contraint de signer à la Maison Blanche un accord qui inclut la reconnaissance *de facto* et *de jure* du réseau des colonies juives

¹⁹ « Ne pas tirer un trait sur le passé », *Manière de voir* n° 34, p.

²⁰ Il s'agit d'un accord sur l'autonomie interne et partielle, strictement délimitée et contrôlée territorialement par Israël.

dans les territoires (...) Si Oslo I a donné aux Palestiniens dans la période intérimaire tout sauf les colonies, Oslo II a renversé ce qui avait été accepté et laissé tout, à l'exception des villes palestiniennes, aux mains d'Israël. »

Cet accord stipulait que la Cisjordanie serait divisée en trois zones.

– *La zone A* : les principales villes palestiniennes, Jénine, Naplouse, Tulkarem, Kalkilya, Ramallah, Bethléem, la plus grande partie d'Hébron, mais pas Jérusalem-Est.

– *La zone B* : une douzaine de poches rurales séparées les unes des autres, éparpillées sur tout le territoire de la Cisjordanie, contenant la quasi-totalité des villages.

Les zones A et B représentent à peine 30 % de la Cisjordanie, mais contiennent 90 % de la population de cette région. Il apparaît clairement que Oslo II applique le principe selon lequel les Israéliens veulent le territoire des Palestiniens mais pas la population. En plus, l'Autorité palestinienne, sur ces deux zones, n'exercera qu'un contrôle restreint.

– *La zone C* : il s'agit de tout le reste, c'est-à-dire 70 % du territoire de la Cisjordanie qui a été vidé de ses habitants palestiniens, et qui est occupé par des colonies juives, civiles et militaires. Depuis 1993, c'est-à-dire sous Itzhak Rabin, déjà, d'intenses travaux d'infrastructure ont été réalisés, notamment des routes de contournement, interdites aux Palestiniens, permettant de relier les colonies juives sans traverser les enclaves palestiniennes.

Jan de Jong, un géographe néerlandais, résume parfaitement la question :

« Ainsi la zone C acquiert la cohésion structurelle qui est en train de se déliter dans les territoires épars régis par l'Autorité palestinienne. Car, entre ces territoires, la libre circulation des biens et des personnes dépendra exclusivement de l'accord de l'armée israélienne qui patrouillera sur les “routes de sécurité”.

« C'est ici qu'apparaît l'un des aspects fondamentaux d'Oslo II. Israël est parvenu à se débarrasser des Palestiniens sans avoir pour autant à subir un affaiblissement de son contrôle sur la Cisjordanie. L'Etat hébreu et les Palestiniens sont séparés, et, désormais, 1 500 000 Palestiniens s'autogouverneront sur environ le tiers de la Cisjordanie, et se retrouveront enserrés dans le réseau des colonies dont la population est dix fois moins importante (si l'on exclut les colons de Jérusalem-Est) que celle des Palestiniens, mais accapareront deux fois plus de terres.

« Les Palestiniens ont perdu une bonne part du poids politique qui découlait du fait qu'ils résidaient à l'intérieur d'un territoire que la communauté internationale reconnaissait être, dans sa totalité, occupé. Après Oslo II, Israël peut discuter du sort de la zone C sans avoir à traiter

du sort de la population palestinienne autochtone, à présent reléguée dans la zone autonome ²¹. »

La relégation des Palestiniens dans les zones A et B équivaut littéralement à la mise en œuvre d'une politique d'apartheid. La population de ces zones va atteindre quatre millions de personnes en 2010, soit 2 000 habitants au kilomètre carré. Il est difficilement imaginable qu'une situation aussi explosive puisse être indéfiniment contenue.

Pourtant, la direction de l'OLP continua d'envisager des concessions. En mars 1996 Abou Mazen, le négociateur palestinien, signait un document stipulant qu'Israël garderait les implantations où vivent 70 % des colons juifs, laissant le reste à Cisjordanie à une Autorité palestinienne ayant les apparences d'un Etat, Jérusalem restant sous souveraineté israélienne, tandis qu'une banlieue située à l'Est de la ville servirait de capitale aux Palestiniens. Ainsi, la direction palestinienne aurait accepté alors l'idée que l'existence de colonies sous autorité israélienne ne serait pas incompatible avec un compromis territorial. Pourtant, la politique israélienne d'annexion d'un maximum de territoires contenant un minimum de Palestiniens était évidente depuis longtemps. L'Autorité palestinienne finira par récupérer les 30 % de la Cisjordanie qui contiennent 90 % de la population qu'Israël ne veut surtout pas avoir à gérer : des enclaves surpeuplées, sans continuité territoriale. On appelle ça des bantoustans.

Élections palestiniennes

La disparition d'Arafat va poser dans un bref délai la question de l'organisation des élections. La façon dont les premières élections se sont déroulées donne peut-être une image de celles qui vont bientôt avoir lieu.

Les premières élections de l'Autorité palestiniennes se sont déroulées, le 20 janvier 1996, dans un contexte où l'OLP comme organisation de combat était pratiquement vidée de sa substance et remplacée par une administration très largement dépendante du contrôle israélien. Elles ont eu lieu dans un climat de médiatisation extrême et ont été qualifiées de « relativement démocratique » par les 1 500 observateurs internationaux qui étaient sur le terrain. Plusieurs irrégularités ont été constatées à travers les quinze circonscriptions électorales de Gaza et de Cisjordanie, mais, selon la formule consacrée, elles n'ont pas remis en cause la régularité du vote.

Si la campagne électorale a été courte, les élections elles-mêmes n'ont été que l'issue d'un processus soigneusement préparé. La direction de l'Autorité palestinienne, constituée de cadres de l'OLP et de dirigeants arrivés d'exil, avait mis en place depuis deux ans des mesures sévères de restriction de la liberté d'expression, en particulier – mais pas seulement – pour les milieux islamistes,

²¹ Jan de Jong, « Israël maître de la Cisjordanie », *Manière de voir* n° 29.

même modérés. Les fonds internationaux collectés pour les Palestiniens passaient par l'Autorité ou étaient sous son contrôle. Les partisans d'Arafat contrôlaient tous les instruments financiers. Les fonds qui allaient aux nombreuses organisations non gouvernementales qui travaillaient de façon indépendante devaient passer d'abord par l'Autorité palestinienne. Le Fatah, l'organisation d'Arafat au sein de l'OLP, était soumise au contrôle d'un appareil d'où les militants les plus jeunes avaient été écartés et qui était dominé par les piliers les plus résolus de l'appareil.

Les élections en Cisjordanie et à Gaza ont donné une large majorité à Arafat, mais elles constituaient moins un plébiscite pour le président de l'OLP, de plus en plus contesté, que le double constat de l'absence d'autre perspective et de la rapide maîtrise des « trucs » qui font le charme de la démocratie représentative, notamment le charcutage des circonscriptions électorales, certaines d'entre elles ayant deux fois plus d'électeurs que d'autres, pour le même nombre de sièges. Ce sont là des banalités auxquelles les citoyens des pays à tradition démocratique ancienne sont habitués depuis longtemps – en tout cas pour ceux qui sont un tant soit peu au courant des mécanismes du système qu'ils cautionnent régulièrement par leurs votes.

Au moins les trois quarts des candidats dits « indépendants » étaient des militants arafatistes. Des candidats se sont vu proposer de l'argent pour retirer leur candidature : une trentaine d'entre eux se sont ainsi retirés. D'autres ont subi des intimidations. Hanane Ashraoui elle-même, célèbre militante palestinienne de l'intérieur, une des rares authentiques candidatures indépendantes élues dans cette élection, a été harcelée par la police israélienne et l'armée pendant qu'elle faisait campagne à Jérusalem-Est. Néanmoins, on a pu dire que ces élections ont été « raisonnablement démocratiques ».

Monopolisation des médias, arrestations de journalistes – le président de l'« Autorité palestinienne » avait déjà montré qu'il n'aimait pas du tout les journalistes qui ne disent pas ce qu'ils devraient dire – atteintes à la liberté de la presse ont ponctué une campagne électorale dont *Le Monde* a pu dire qu'« elle aura sans doute été l'une des plus brèves – quatorze jours – dans l'histoire de la démocratie. Brièveté qui ne pouvait que profiter au parti le mieux implanté, le plus riche et le mieux organisé, c'est-à-dire le Fatah ». (19 janvier 1996.)

Ces élections devaient élire le Conseil législatif permettant aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza de gérer leurs propres affaires... à condition qu'on entende par là les problèmes de santé, d'éducation, de voirie, de finances, et non ceux de la défense, de la monnaie ou des affaires étrangères. Toutes les données de ces élections avaient été établies par les autorités israéliennes, de même que les attributions des instances qui en sont issues. L'opposition palestinienne refusa de participer au scrutin. Ces élections étaient « préfabriquées en faveur des candidats d'Arafat » déclara Daoud Talhami, porte-parole du FDLP.

L'élément le plus frappant de cette élection restait cependant la neutralisation de Hamas. Au printemps précédant l'élection, des discussions commencèrent entre le Fatah et Hamas, à l'occasion desquelles l'organisation islamiste suspendit ses attentats-suicides en Israël. Arafat proposa aux islamistes de participer aux élections. Le Hamas exigea 40 % des postes dans la bureaucratie et aux gouvernement ; Arafat ne leur en accorda que 15 %, selon les rumeurs. En même temps, Arafat joua sur la division entre la tendance de Hamas basée à l'étranger et celle de l'intérieur. Il fit régulièrement interdire l'hebdomadaire des islamistes et arrêter le rédacteur en chef. Pendant l'été le secrétaire général de Hamas, Abu Marzook, fut arrêté aux Etats-Unis bien qu'aucune charge ne pesait sur lui dans ce pays. En automne, le dirigeant du Jihad islamique Fathi Shaqaqi fut assassiné par le Mossad à Malte. Les éléments les plus actifs de Hamas furent constamment harcelés, arrêtés, interrogés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza par les forces de sécurité palestiniennes, la Mukhabarat qui, en collaboration étroite avec le Shabak israélien, prévint plusieurs attentats en Israël. Début janvier, l'ennemi public israélien numéro un, Yehia Ayyash, dit « l'Ingénieur » est assassiné à Gaza par des agents israéliens.

Il est difficile de retenir les accusations constamment faites par les autorités israéliennes à Arafat de ne pas avoir fait d'efforts pour contenir les fondamentalistes. Ces accusations ont été un prétexte permanent à refuser de reprendre les négociations, tandis que l'implantation de colonies israéliennes dans les territoires occupés continuait. Les faits contredisent de toute évidence les accusations répétées des autorités israéliennes concernant l'incapacité de l'Autorité palestinienne à contrôler les islamistes en particulier et les opposants en général. Toute opposition est en effet soigneusement muselée. Des militants pour les droits civiques, même ceux d'organisations reconnues par l'Autorité palestinienne, ont été tabassés et persécutés par l'un des sept à huit services de sécurité et de police créés par Arafat, qui travaillaient en étroite collaboration avec les Israéliens.

L'autorité palestinienne très... autoritaire

Contrairement à l'idée reçue, ni l'OLP, ni les autres partis, ni le Conseil national palestinien n'étaient des structures démocratiques. Les hommes politiques palestiniens issus de l'exil n'avaient aucune expérience de la démocratie.

Depuis l'instauration d'une « Autorité palestinienne », on a constaté de nombreux exemples de violations des droits de l'homme, lesquelles sont accentuées par les pressions israéliennes pour que l'autorité palestinienne lutte contre le terrorisme. Arafat avait réussi à museler le parlement et ignorait ses décisions. Grâce à son contrôle des médias, la population ignorait ce que faisait le Conseil législatif. Cette situation était favorisée par l'absence de véritables partis d'opposition laïques, ce qui créait un véritable vide politique : il n'y avait

rien entre l'Autorité palestinienne et les islamistes. La plupart des partis d'opposition, d'obédience marxiste, étaient fragilisés par la chute du communisme. Formés dans l'exil, ils n'étaient pas capables de tenir un discours politique et de faire des propositions qui touchent les gens dans leur vie quotidienne.

Le FDLP (Front démocratique pour la libération de la Palestine) et FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) semblaient avoir perdu tout contact avec la réalité du terrain et n'avaient aucune influence à Gaza et en Cisjordanie. Ces partis se contentaient de dénoncer Arafat et les accords inconditionnellement. Or dans la situation créée par la signature des accords, il ne suffisait plus de dénoncer ces derniers, il fallait faire des propositions crédibles, apporter des réponses concrètes aux problèmes quotidiens, notamment en matière économique et sociale, ce que l'opposition laïque ne semblait pas capable de faire.

Quant à l'opposition islamiste, très implantée dans les territoires occupés, elle n'a pas été capable de faire échec aux négociations. La dernière chose que les Palestiniens souhaitent est le retour des militaires israéliens dans les 6 % de territoire qu'ils ont évacués. Lorsque Netanyahou accusa Arafat de donner le « feu vert » aux terroristes islamistes, le journaliste Dany Rubinstein répliqua que le feu vert ne fut pas donné par Arafat mais par la rue palestinienne exaspérée par la politique israélienne. De fait, il y avait une corrélation très précise entre les dispositions d'esprit de l'opinion palestinienne, que Hamas perçoit très bien, et les attentats islamistes. Une enquête réalisée en juillet 1997, après l'attentat sur le marché Mahané Yéhuda, révéla que 28,3 % des Palestiniens étaient favorables aux opérations suicides, ce qui révéla une hausse de 5 % par rapport aux réponses données en mai. « Un tel pourcentage, dit Agnès Pavlovsky, montre à l'évidence que la notion de vengeance, incarnée par le Hamas, motive désormais une partie conséquente de l'opinion palestinienne²². » Une telle attitude traduit beaucoup plus l'exaspération de la population devant l'absence de résultat des négociations qu'une adhésion aux thèses de Hamas.

Les islamistes constituent en fait la seule véritable opposition organisée, structurée. Ils ont mis sur pied des infrastructures qui proposent à la population écrasée par la misère des prestations presque gratuites : services médicaux, éducatifs, sportifs. Ils subventionnent les besoins des plus démunis, auxquels ils allouent des sommes souvent supérieures à celles de l'Autorité palestinienne. Enfin, les islamistes ont une politique active d'implantation de masse : ils pratiquent de l'entrisme dans les syndicats, les associations.

D'une façon générale, Arafat accréditait l'opinion israélienne selon laquelle tous les opposants à l'accord seraient des terroristes et des fondamentalistes,

²² Agnès Pavlovsky « Les bonnes œuvres d'Allah », Croissance n° 409-410 nov.-déc. 1997.

qu'il faut réprimer, alors que nombre d'entre eux sont des laïcs partisans d'une solution pacifique, mais qui désapprouvent les concessions permanentes sans contreparties.

Les ministres d'Arafat étaient pour moitié des membres de la bureaucratie de l'OLP venue de Tunis et pour moitié des membres des élites traditionnelles et des grandes familles de Cisjordanie ou de Gaza. Arafat s'appuyait sur les grands propriétaires fonciers, qui le finançaient, et qui ont toujours joué un rôle déterminant dans l'histoire de la Palestine. Ce sont ces élites qui servent de lien entre le pouvoir et la société. « Héritiers des grandes familles constituées aux XVII^e et XVIII^e siècles, ils appartiennent à la société tout en étant reconnus par le pouvoir. Ils lui servent d'intermédiaires et pour la population, de délégués qui lui permettront d'obtenir des avantages ou des services, par exemple des postes, des subventions ²³... »

En dehors des grandes familles, la population palestinienne est composée d'un petit nombre d'entrepreneurs et d'une petite classe moyenne ; le reste de la population est constitué d'une grande majorité de gens pauvres et sans terre dépendant des employeurs israéliens.

L'un des pivots du régime est constitué par les 33 000 membres de la police, dont une partie vient de l'exil, une autre partie étant constituée par d'anciens militants de l'Intifada qui ont été intégrés à l'appareil de répression, les multiples services de renseignements... Il y a aussi les 39 000 fonctionnaires de l'autorité payés par l'aide internationale. Ces personnes constituent une clientèle complètement dépendante d'Arafat.

Le Fatah lui-même, le parti d'Arafat, connaissait une crise d'identité et ne voulait pas être assimilé à l'autorité palestinienne, devenue une institution bureaucratique. En novembre 1994 ont eu lieu à Ramallah les premières élections internes au Fatah. Les partisans d'Arafat perdirent les élections et les nouveaux élus, issus de l'Intifada, ont été préférés à ceux choisis par le président de l'Autorité ; aussi le processus fut-il interrompu dans les autres villes – on trouve là encore le phénomène de coupure entre l'intérieur et l'exil.

Le chef de l'OLP subissait des critiques parfois très dures et devait faire face à la contestation au sein même de son mouvement. Arafat y faisait face de la façon la plus autoritaire, en s'appuyant sur les éléments de sa garde prétorienne, qui dissuadaient les Palestiniens de parler à la presse ou aux diplomates étrangers. Des opposants étaient tabassés par des « inconnus » à la moindre incartade, enlevés à leur domicile et « interrogés » ; des journalistes locaux étaient emprisonnés, bref une atmosphère lourde régnait dans les enclaves autonomes.

Ainsi, l'Autorité palestinienne fit fermer le quotidien *An-Nahar*, fin juillet 1994. Des hommes masqués entrèrent dans les locaux du journal à Jérusalem-Est et informèrent l'éditeur que l'Autorité palestinienne interdisait la distribution

²³ Jean-François Legrain, « Qui décide en Palestine ? », *Croissance*, n° 409-410, nov.-déc. 1997.

du journal en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est. Aucune explication officielle n'a été donnée. Un communiqué de presse de la sécurité intérieure déclara que *An-Nahar* était fermé parce que c'était un journal jordanien. L'Autorité palestinienne déclara que le problème était seulement technique, que le journal avait besoin de renouveler sa licence. *An-Nahar* et *El Qods*, un autre journal de Jérusalem-Est, étaient systématiquement saisis par la police « autonome » à leur entrée à Gaza et les papiers d'identité des distributeurs palestiniens confisqués.

Hanane Ashraoui, présidente de la Commission des droits du citoyen palestinien, dénonça « une atmosphère d'intimidation » à Gaza et à Jéricho.

« Plusieurs journalistes de Gaza, dont Taher Shriteh, qui collabore avec les correspondants du *Monde* depuis des années et qui fut emprisonné de nombreuses fois par les Israéliens, ont été arrêtés, détenus pendant plusieurs jours et relâchés après avoir signé l'engagement de soumettre à l'Autorité palestinienne toute information controversée. » (*Le Monde*, 3 décembre 1994.)

On peut aussi citer le cas du docteur Eyad Sarraj, un psychiatre de Gaza qui se trouvait à la tête de la Commission palestinienne indépendante pour les droits de l'homme, et qui a été emprisonné plusieurs fois parce qu'il avait dénoncé le caractère oppressif de l'Autorité palestinienne. Il parlait d'arrestations arbitraires, de torture qui créaient dans la population un sentiment de « peur insurmontable ». Arrêté le 18 mai 1996, il fut relâché le 26 après l'intervention de nombreux groupes de défense des droits de l'homme. Alors, le docteur Sarraj fit l'erreur d'écrire une lettre à Arafat, s'excusant de lui avoir causé un tort personnel, mais réitérant ses accusations de « corruption, de favoritisme et torture dans les prisons de torture dans les prisons ». Le 9 juin la police l'arrêta encore, le tabassa sérieusement et le mit en confinement. Il fut libéré le 26 juin. Un porte-parole d'Arafat déclara qu'il avait été interrogé pour avoir lancé des « accusations mensongères contre le sentiment national général et offense au président ».

Human Rights Watch, une organisation de défense des droits de l'homme, publia un rapport le 3 octobre 1997 dénonçant les services de sécurité de l'Autorité palestinienne pour leur usage de l'intimidation et de la torture envers les suspects, entraînant le mort de quatorze personnes en 1994. « Les trois premières années de l'autonomie palestinienne ont été caractérisées par des abus et des centaines de détentions arbitraires commis par les innombrables services de sécurité, en violation des droits élémentaires du détenu » indique le rapport. Les personnes arrêtées ne comparaissaient jamais devant un tribunal et celles qui comparaissaient faisaient l'objet d'un jugement expéditif. Le rapport s'en prenait aux Etats-Unis et à Israël qui « font pression sur l'Autorité palestinienne afin qu'elle réprime la violence anti-israélienne sans pour autant se soucier des

méthodes utilisées ». Les méthodes expéditives de la police palestinienne étaient considérées comme un moindre mal tant que les opposants aux accords étaient réprimés, même ceux qui souhaitaient le faire dans un cadre légal et sans violence. Les Israéliens étaient d'autant moins à même de reprocher à l'Autorité palestinienne ses méthodes qu'ils avaient légalisé la torture.

Selon les ministres eux-mêmes participant aux conseils hebdomadaires de l'Autorité, il n'y avait pas de mise aux voix, pas de procès-verbal, pas de débat. Pourtant, même s'il ne dispose d'aucun pouvoir effectif, le conseil législatif est une institution unique dans le monde arabe, capable d'émettre des critiques contre les méthodes de l'Autorité palestinienne. Plusieurs députés du Fatah ont rédigé un rapport sur la corruption – on évoque aujourd'hui la somme de 900 millions de dollars détournés par Arafat. Le Conseil législatif avait demandé la démission de l'ensemble du gouvernement. Les parlementaires reconnaissent qu'ils ne disposaient pas des moyens pour obliger la direction palestinienne à faire appliquer les lois qu'ils votaient. De nombreux élus revendiquaient pour le Conseil le droit de jouer un rôle direct dans les négociations sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza. Cette revendication ne faisait pas l'affaire des autorités israéliennes, car elles signifiaient un transfert de la légitimité nationale de l'OLP vers un organe élu plus représentatif de la population. Or les accords d'Oslo désignaient l'OLP comme interlocuteur, non le Conseil législatif. Dans une large mesure, il s'agissait d'une négociation dans laquelle c'était la puissance occupante qui avait désigné son interlocuteur... La nouvelle donne avec la disparition d'Arafat est peut-être que maintenant c'est l'Autorité élue, et non l'OLP, qui sera l'interlocuteur.

On savait que Yasser Arafat était malade, mais la question de sa succession était un sujet tabou. En principe, des élections auront lieu deux mois après son décès, l'intérim étant assuré par le président du Conseil législatif, mais il est à craindre que le pouvoir réel soit assuré par les services de sécurité, tout-puissants, avec un personnage connu comme caution démocratique. La corruption est dans doute un facteur aussi important, sinon plus, que le blocage des négociations pour expliquer la sympathie de l'opinion palestinienne envers les islamistes.

Le crime capital de Rabin

Dans les années soixante-dix, un auteur israélien, Marc Hillel, écrivait que Israël était en « danger de paix », signifiant par là que la paix avec les Arabes était plus dangereuse pour la cohésion de l'Etat juif que la poursuite indéfinie de l'état de guerre et le maintien d'une mentalité d'assiégés dans la population.

Alain Dieckhoff dit la même chose : « Depuis le plan de partage de 1947 et la création de l'Etat d'Israël, en 1948, la société israélienne avait trouvé sa cohésion face à la menace extérieure. » On peut imaginer les effets pervers que

peut provoquer une période ininterrompue de cinquante ans de menace extérieure sur une population. Grâce aux « nouveaux historiens » israéliens, on sait aujourd'hui qu'Israël, dans les premières années de la fondation de l'État, avait refusé à plusieurs reprises des ouvertures venant des pays arabes : la priorité était à l'annexion de territoires expurgés de leurs habitants arabes. Shamir avait déclaré un jour qu'entre Yasser Arafat et Fayçal Husseini, le plus dangereux était le second. Arafat représentait aux yeux de l'opinion publique israélienne le terroriste intransigeant œuvrant de l'étranger à la destruction d'Israël, tandis que Husseini était le bourgeois palestinien modéré de Jérusalem prêt à négocier – perspective inacceptable.

On imagine à quel point les contradictions internes de la société israélienne ont dû être contenues, réprimées par le sentiment de menace extérieure permanente. La perspective d'une paix avec les voisins arabes peut créer une sensation de vide, de panique. Les couches dominantes de la société israélienne pouvaient également craindre une brusque libération des contradictions jusque-là contenues : « Un processus qui conduirait à la paix ferait apparaître les contradictions internes de cette société », dit encore Alain Dieckhoff²⁴.

Rabin a contribué à modifier cette attitude, et c'est sans doute pour cela qu'il a été assassiné. Il a commencé à faire accepter *l'idée* de paix auprès de l'opinion publique israélienne. Son meurtrier, Yigal Amir, l'accusait de trahison. Rabin avait livré le Grand Israël à l'ennemi, il prônait le « mélange » avec les citoyens arabes du pays et était responsable de la « dégénérescence » d'Israël. Avant le meurtre, Amir avait déclaré à un policier du service d'ordre de la manifestation à laquelle Rabin participait, que la moitié des manifestants étaient des Arabes, ce qui était loin d'être le cas.

Avec Rabin, « la droite israélienne comprend que le Grand Israël est condamné », dit Amnon Kapeliouk dans *Rabin, un assassinat politique*. Rabin était un pragmatique qui avait saisi les limites au-delà desquelles l'État d'Israël ne pouvait plus aller dans l'effort de répression et d'oppression. Il avait cassé le mythe du Grand Israël allant du Jourdain à la Méditerranée. C'était un nationaliste au sens moderne du mot. Son nationalisme n'était pas tribal ou ethnique mais fondé sur une nation constituée de citoyens. Méthodiquement, froidement, il essayait simplement de faire en sorte qu'il y ait le moins possible de Palestiniens dans l'État d'Israël.

Israël comme nation incluait un million d'Arabes israéliens. Rabin n'était pas parvenu à cette conclusion de gaieté de cœur, mais c'était un moindre mal. Lorsque le 5 octobre 1995 est voté au Parlement, à 61 voix contre 59, l'accord avec l'OLP prévoyant le redéploiement de l'armée et l'extension de l'autonomie palestinienne, ce sont les votes des députés arabes qui ont fait pencher la balance, à la fureur de la droite et des orthodoxes. Pour la première fois sans

²⁴ *Israéliens et Palestiniens, l'épreuve de la paix*, Aubier.

doute, ce n'était pas une arithmétique ethnique qui avait joué, mais une arithmétique démocratique au sens le plus banal du mot. Pour la première fois, les Palestiniens d'Israël se voyaient reconnaître un droit national sur la terre d'Israël, puisqu'ils avaient participé à un vote qui pouvait aboutir à une modification de ses frontières. Pour la première fois il était reconnu que les droits des Juifs n'y étaient pas exclusifs. Là se trouve le crime capital d'Itzhak Rabin.

Pourtant, Amir, l'assassin de Rabin, n'avait pas compris que ce dernier ne cédait en réalité presque rien aux Palestiniens. Un porte-parole de l'organisation pacifiste la Paix maintenant déclara dans un entretien à la radio israélienne que « sur le terrain, la politique actuelle [*celle de Rabin*] est équivalente à celle que menait le Likoud »²⁵. En effet, la colonisation se poursuivait frénétiquement pendant les négociations et atteignait en 1995 un niveau record : 6 000 logements sans compter les milliers d'appartements autour de Jérusalem. Le général Ariel Sharon, membre du Likoud et un des organisateurs de l'invasion du Liban en 1982, disait : « Certaines personnes à l'étranger pensent que Rabin a beaucoup cédé aux Palestiniens. Il n'en est rien. Il fait ces choses avec ruse »²⁶. »

Avant d'être le successeur de Shamir et de reprendre le dossier des accords de paix, Itzhak Rabin a d'abord été l'un des principaux artisans de la conquête de terres palestiniennes en 1967, le partisan de la répression à outrance de l'Intifada. Converti par pragmatisme à la paix, il a fait tout ce qu'il pouvait pour que ce soit une paix israélienne, en retardant systématiquement l'application des mesures partielles signées, en remettant à plus tard chaque point qui aurait pu amener à des concessions de sa part. Il a aussi été celui qui a continué, pendant les négociations, l'implantation de colons juifs dans les territoires occupés.

Pour comprendre comment Itzhak Rabin a pu être assassiné par un membre de la communauté juive d'origine yéménite, un retour en arrière s'impose.

Le projet sioniste d'Etat juif en Palestine était un projet essentiellement ashkénaze, c'est-à-dire qui concernait les Juifs d'Europe. Les premiers dirigeants sionistes s'attendaient à voir déferler en Israël les Juifs d'Europe (Cf. R. Berthier, *Israël-Palestine, Mondialisation et micro nationalismes*, Acratie, chapitre II, A). Le déficit de population du nouvel Etat risquait de tourner à la catastrophe. Avant la création de l'Etat d'Israël, les Juifs orientaux n'étaient pas considérés comme bienvenus par les sionistes. Lorsque des pogroms éclatent en Irak, au début des années vingt, puis en 1942, les Juifs de ce pays se voient refuser l'entrée en Palestine par l'Organisation sioniste mondiale. En 1948, le

²⁵ Cité par Alain Gresh, « Paix piégée en Palestine », *Manière de voir* n° 29.

²⁶ *Ibid.*

ministère israélien de l'Intérieur fait cesser toute immigration de Juifs arabo-orientaux et déclare : « Il faut se rappeler que le sionisme a été créé pour résoudre les problèmes des Juifs d'Europe » (Yemini B.D. « Ils ne conviennent pas au rôle sioniste », *Politica*, mai 1988 [en hébreu]. – Cité par Maurice Jacobi ²⁷.)

Les Sépharades ne seront les bienvenus que plus tard, lorsque le problème démographique imposera à l'Etat israélien l'importation de Juifs orientaux. « La plupart des Juifs irakiens, dont la situation était dans l'ensemble satisfaisante, hésitaient à répondre aux appels pressants des émissaires d'Israël à immigrer. Début 1951, l'explosion d'une bombe à Bagdad fait deux morts et plusieurs dizaines de blessés. Après quoi 100 000 Juifs irakiens décident de gagner la Terre promise. L'attentat, non revendiqué, a parfois été attribué à des agents israéliens. Ce que le gouvernement israélien a toujours nié formellement ²⁸. »

Il y eut une exception en 1936 : lorsque les Palestiniens organisèrent une grève générale, on permit à 15 000 Juifs yéménites de venir remplacer les ouvriers palestiniens dans les orangeries des propriétaires juifs. Aujourd'hui, les Juifs orientaux représentent une large majorité de la population d'Israël.

Le changement de la politique du gouvernement israélien a été imposé en 1949 par l'absence d'enthousiasme des Juifs d'Europe et d'Amérique à émigrer en Israël, et par le besoin de fournir, d'une part, à l'armée la masse des soldats nécessaires à la politique militaire du pays, d'autre part à l'économie le petit personnel d'encadrement d'un prolétariat constitué essentiellement de Palestiniens (et aujourd'hui de plus en plus constitué de ressortissants du tiers monde, Philippins, etc.).

Ces Juifs orientaux, dont le mode de vie était trop proche de celui des Arabes, parlant arabe, étaient venus avec leur clergé. Leurs rabbins prêchaient pour la plupart la coexistence avec les musulmans. Ils constituaient donc pour des hommes comme Ben Gourion et les autres dirigeants sionistes un obstacle à la transformation de ces nouveaux immigrants en chair à canon pour les projets expansionnistes de l'Etat. La plupart de ces rabbins furent donc démis de leurs fonctions, et ceux qui furent maintenus – payés avec un salaire inférieur de moitié à celui des rabbins ashkénazes – furent placés sous l'autorité du ministère des Cultes dirigé par des rabbins ashkénazes fanatiques et ultra-nationalistes. Une nouvelle génération de rabbins d'origine orientale fut ainsi formée à la haine des Palestiniens, avec plein salaire, cette fois.

²⁷ Nous sommes redevables à Moïse Saliel d'une grande quantité d'informations sur l'histoire et la société israéliennes et palestiniennes. Sa thèse de doctorat, inédite, *Sur la Palestine, terre nourricière, Israël, base militaire*, a été un mine d'informations. Moïse Saliel écrivait des articles publiés dans *Témoignage chrétien*. Nous le remercions surtout pour les longues et fraternelles conversations que nous avons eues ensemble.

²⁸ Amnon Kapeliouk, « En Israël, l'immigration a changé de nature », *Le Monde diplomatique*, novembre 1997.

Le quadruplement du territoire israélien en 1967, après la guerre des Six Jours, va poser le problème de l'occupation de l'espace ainsi acquis, dans la perspective de son futur rattachement à Israël. Le mouvement des kibboutz était en crise, les pionniers ne se bousculaient pas. L'installation de milliers de Juifs arabo-orientaux sur les terres fertiles conquises aux Palestiniens en Cisjordanie n'était pas envisageable. Une nouvelle formule fut trouvée : on implanta des colons ashkénazes fanatiques religieux, dont le projet n'était pas la production agricole, mais l'occupation de la terre et le contrôle de la population palestinienne.

Quelques étapes marquent cette évolution :

– 1968 : colonisation, par les travaillistes, de l'ancien quartier juif de Hébron et création de l'implantation ultra-orthodoxe de Kiryat Arba. C'est là que vivait Baruch Goldstein, qui massacra le 25 février 1994 vingt-neuf musulmans au tombeau des Patriarches. Bien d'autres implantations de ce type existent en Cisjordanie.

– La création de colonies ultra-orthodoxes se multiplia considérablement à partir de 1977 après l'accession au pouvoir par le Likoud de Menahem Begin, puis de Yitzhak Shamir. Les colons, armés, font régner la terreur chez les Palestiniens.

Alors que les kibboutz contribuaient au moins pour une part à l'alimentation de la population israélienne, les colons d'aujourd'hui sont dans une position totalement parasitaire : ils ne travaillent pas et ne vivent que grâce à l'argent occidental, principalement américain.

Le mouvement des kibboutz avait traditionnellement fourni à l'armée son personnel d'encadrement, ses cadres techniques, ses pilotes, ses généraux. Cette tendance a complètement disparu aujourd'hui. Ceux qui vont remplir cette fonction, ce sont désormais les jeunes séminaristes fanatiques.

Ces colons devinrent très vite une force politique autonome, indépendante du jeu politique, soumise aux rabbins ultra-orthodoxes opposés au processus de paix, et pour laquelle la légitimité religieuse l'emporte sur la légitimité politique issue des élections.

Colons séminaristes

La plupart de ces colons sont de jeunes séminaristes dont la croissance en Israël est impressionnante : ils étaient moins de 10 000 en 1948, et plus de 100 000 aujourd'hui. Dispensés du service militaire de trois ans auquel sont astreints les autres citoyens israéliens, ils vivent néanmoins armés dans les territoires occupés. Ils peuvent cependant étudier dans des « séminaires d'arrangement » avec l'armée, qui lient pendant cinq ans l'étude des textes sacrés à un entraînement militaire intensif. Il n'y a aucun contrôle sur ce qui se passe

dans ces séminaires. Dans le programme de ces séminaires figure notamment l'histoire militaire et l'idéologie d'extrême droite avec une prédilection pour les Combattants pour la liberté d'Israël (le *Lehi*, plus connu sous le nom de groupe Stern) dont Yitzhak Shamir fut un des dirigeants.

Les loubavitch, la secte la plus puissante et la plus riche du judaïsme hassidique, et qui fournit aux colonies de Gaza et de Cisjordanie argent et immigrants, s'introduisaient dans les casernes pour inciter les soldats à refuser tout ordre de démantèlement de certaines colonies juives. Itzhak Rabin, apprenant cela, leur avait interdit l'entrée des casernes en dehors des périodes de fêtes. Lorsque Shimon Pérès se présenta aux élections, après la mort de Rabin, ils dépensèrent des millions de dollars pour le déstabiliser. On est loin de l'apolitisme que ce mouvement professe.

Yigal Amir, l'assassin de Itzhak Rabin, était un des séminaristes évoqués précédemment, dont la structure mentale et le projet de société diffèrent peu de ses collègues talibans d'Afghanistan.

L'université de Bar Ilan à Ramat Gan est un des principaux foyers de l'orthodoxie en Israël, de l'endoctrinement et de la propagande en faveur d'un Etat théocratique dans lequel seuls les Juifs mâles auront les droits que peut accorder un tel Etat à ses citoyens, les femmes étant reléguées à la cuisine et au lit. Plusieurs projets de « Constitution orthodoxe » ont été étudiés à Bar Ilan, et des séminaires ont été organisés pour déterminer si Rabin et ses collaborateurs devaient être considérés comme « persécuteurs de Juifs » dont la mort devait être sanctionnée par quelque décret talmudique. Yigal Amir a étudié dans cette université.

Les véritables meurtriers de Rabin sont les rabbins qui ont incité le jeune séminariste au meurtre. L'arrestation d'un rabbin n'est évidemment pas concevable. Le gouvernement Pérès aurait dû alors affronter à la fois un soulèvement des colons des implantations ultra-orthodoxes et l'opposition des unités combattantes de l'armée, elles-mêmes largement constituées de colons fondamentalistes : on voit à quel point les intégristes juifs forment un élément déterminant de l'appareil de contrôle israélien sur les populations palestiniennes.

La guerre des Six jours avait déclenché l'extrémisme nationaliste en Israël. Les Juifs religieux virent la main de Dieu dans la libération d'Israël de ses ennemis arabes, dans la restauration de l'unité de Jérusalem et dans la conquête de la rive Ouest, la terre biblique de Judée et de Samarie où le judaïsme a ses racines.

Après la guerre se développa le mouvement qui établit plus de 100 colonies avec plus de 120 000 colons. Une nouvelle sorte de fanatisme apparut, qui mélangea la ferveur messianique et le nationalisme de telle façon que même Shamir finit par trouver cela dangereux.

Des fanatiques apparurent, tels le rabbin Meir Kahane, qui prêchait la haine des Arabes mais qui gardait ses discours les plus violents contre les Juifs eux-mêmes. Tout Juif qui s'opposait à la souveraineté d'Israël sur la terre biblique était un traître et méritait la mort.

Certains politiciens israéliens ne cachent pas leur admiration pour les extrémistes religieux, d'autres réclament simplement leurs voix. Rabin les haïssait et ne s'en cachait pas. Selon lui, ils étaient non seulement une menace pour le processus de paix, mais aussi pour le pays lui-même.

Avant l'Intifada, les colons avaient tenté d'obtenir un droit de regard sur toute décision relevant de la sécurité. Ils voulaient en fait pouvoir dicter à l'armée les opérations à mener dans les territoires occupés. Rabin ne voulait même pas en entendre parler. Les relations entre colons et Rabin ont toujours été extrêmement mauvaises. Les colonies de peuplement étaient pour Rabin une charge supplémentaire en matière de sécurité.

Les colons le considéraient comme un traître parce qu'il envisageait de se retirer de certaines parties de la rive Ouest, que Dieu avait donnée à Israël. Des rabbins extrémistes l'accusaient d'être un assassin pour vouloir faire la paix avec les Palestiniens.

Le 5 novembre 1995, un mois avant l'assassinat de Rabin, une manifestation d'une incroyable violence se déroula sur la place de Sion, à Jérusalem. Un photomontage du Premier ministre circule, montrant ce dernier en uniforme de SS. Le chef du Likoud, futur Premier ministre, Benyamin Netanyahou, déclara lors de cette manifestation :

« Aujourd'hui le traité défaitiste nommé Oslo II a été présenté à la Knesset. La majorité juive d'Israël n'a pas ratifié ce traité. Nous allons nous battre pour faire tomber ce gouvernement. Ce traité est un cauchemar. C'est une menace immédiate pour notre sécurité. Rabin humilie la nation en acceptant le diktat du terroriste Arafat. »

À la Knesset, il déclara le même jour : « Rabin n'aime pas son pays, il ne considère pas Israël comme sa patrie ; il vend son pays comme une marchandise. » En mars 1995, Netanyahou avait déclaré lors d'une interview télévisée que Rabin et Arafat avaient tous deux autorisé le Hamas à assassiner des Juifs en Cisjordanie afin de les pousser à évacuer cette région.

Après le meurtre, Benyamin Netanyahou, leader de l'opposition de droite, déclara que Rabin avait été tué par un fou. Voire. L'acte de l'assassin était dans la logique du discours de la droite – pas seulement de l'extrême droite – depuis des mois. Ce meurtre se situe aussi dans la logique de la droite qui veut que les idées politiques soient commandées par Dieu : « J'ai agi selon la volonté de Dieu, je n'ai pas de regrets », déclara l'assassin à la police.

Rabin était le ministre de la défense qui avait ordonné de casser les bras et les jambes des Palestiniens qui jetaient des pierres. Mais il avait sans doute compris que le recours permanent à la force pour maintenir une population en sujétion contribuait à corrompre Israël.

Depuis un moment, déjà, des observateurs avaient fait remarquer la déchéance morale qui résulte, chez les soldats, d'actes de violence continue exercés à l'encontre de populations civiles. Lors de la première Intifada, un groupe de réservistes fut ainsi reçu un jour par le président israélien Chaïm Herzog. Ces hommes venaient de servir en Cisjordanie et racontèrent que l'occupation les forçait à la violence, « et à travers eux la société israélienne tout entière », et qu'elle « risquait de se faire au prix de leur propre humanité » : ces hommes considéraient que « l'oppression faisait payer un tribut bien lourd à ceux qui en étaient les exécutants ». (...) « Mais le sentiment le plus poignant, disent les deux journalistes qui relatent le fait, c'était leur crainte de sombrer dans une espèce de torpeur morale ^{29 30}. »

Rabin était moins un « partisan de la paix » qu'un politicien réaliste qui avait compris que la société israélienne avait atteint sa limite dans l'effort d'occupation et dans la répression qu'elle imposait aux Palestiniens. Il était le seul à pouvoir limiter la casse en donnant l'illusion qu'il faisait des concessions, sans pratiquement rien céder.

Pour la petite histoire, le Parti démocratique arabe (deux élus), et le Hasash (ex-communiste, trois élus) avaient déposé une motion de censure, en mai 1995, alors que les travaillistes étaient au pouvoir, pour protester contre la confiscation de terres arabes à Jérusalem-Est. La droite et l'extrême droite avaient annoncé qu'elles voteraient la motion de censure pour mettre le gouvernement en minorité et provoquer des élections anticipées. Un député palestinien de la Knesset, chef du Parti démocratique arabe, Abdel Wahab Daraouché, révéla qu'il avait reçu un coup de fil du directeur de cabinet de Yasser Arafat pour lui demander de retirer la motion de censure : « Malgré toute son indignation devant ces confiscations de terres, révéla le député, le chef de l'autorité ne souhaite pas la chute de M. Rabin. Il veut continuer avec lui les négociations de paix. » Le Parti travailliste devait dans une large mesure son pouvoir à l'électorat arabe, ce qui mettait en rage la droite et l'extrême droite israélienne, qui reprochaient à Rabin de faire la politique des Arabes. La section française du Likoud reprochait en particulier au gouvernement Rabin d'être « islamo-marxiste »...

Rabin et Pérès menaient cependant la même politique que la droite, mais ne disaient pas ouvertement que la colonisation était leur objectif. Après l'assassinat de Rabin, Pérès n'a pas réussi à en convaincre les électeurs, qui lui

²⁹ Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Intifada*, Stock, 1991.

³⁰

ont fait défection : il manquait au candidat à la succession de Rabin 29 500 voix. Entre 8 et 10 000 Arabes d'Israël votèrent blanc et beaucoup d'entre eux votèrent contre Pérès, ce qui est la conséquence directe de l'opération catastrophique des Raisins de la colère, lors de laquelle 420 000 Libanais durent fuir leurs foyers. 5,4 % d'Arabes ont même adopté la politique du pire en votant pour les partis juifs orthodoxes favorables à l'expulsion des Palestiniens d'Israël.

Shimon Pérès souffrait en Israël d'un « 0 de légitimité » auprès d'une partie importante de la population, dû au fait que la gauche n'est majoritaire dans le pays que grâce au vote des Arabes israéliens, qui sont 900 000. Son échec fut largement dû à son incapacité à trouver de nouveaux électeurs et à fixer le vote arabe, qui a sanctionné l'opération Raisins de la colère.

Mais l'échec de Pérès s'explique aussi par d'autres raisons, qui tiennent aux contradictions internes de la société israélienne dont le candidat travailliste semblait ne pas avoir tenu compte. La plupart des commentateurs attribuent cet échec à l'indifférence du candidat envers les Juifs orientaux, majoritaires dans le pays mais très largement exclus des centres de pouvoir détenus essentiellement par les Juifs d'Europe centrale ³¹.

Discours lénifiant

Les Premiers ministres israéliens qui se sont succédé depuis le début des négociations ont montré un talent particulier à endormir les Occidentaux par leur discours lénifiant, dirigé vers l'extérieur, favorable à la paix, pendant que dans les actes ils accroissent la colonisation et l'occupation à l'intérieur.

Il est vrai que les gouvernements occidentaux ont montré une grande capacité à gober ce discours. Évoquant le programme de Netanyahou, devenu Premier ministre, l'éditorial du *Monde* du 29-30 septembre 1995 déclarait qu'il « sait admirablement l'enrober dans quelques sucreries rhétoriques sur son attachement au processus de paix. Seuls quelques nigauds de chancellerie, vrais ou faux, disent encore s'interroger sur les intentions réelles du chef de la droite nationaliste ».

La main sur le cœur, Netanyahou parlait de réciprocité, de négociation. Les Palestiniens ont reconnu la souveraineté d'Israël sur les trois quarts de la

³¹ A la fin de 1993, la population d'Israël était estimée officiellement à 5,5 millions. Les Juifs orientaux étaient environ 2,25 millions, les Juifs ashkénazes, y compris les Juifs séfarades des Balkans, 1,35 million, et les Palestiniens autochtones 1 million. (*Statistical Abstract of Israel*, 1989.)

Lors de la constitution de la liste des députés du Likoud aux élections de 1992, David Levy, ministre des Affaires étrangères, originaire d'Afrique du Nord, fut relégué à la 13^e place. Les dirigeants ashkénazes du Likoud se moquèrent de lui : « On a bien arrangé le “Marocain” ». Selon le magazine *Time* du 20 avril 1992, David Levy déclara qu'il en avait assez d'être surnommé “un singe qui vient à peine de descendre des arbres” [à cause de ses origines arabo-orientales]. Depuis, Levy a quitté le Likoud et a fondé un mini parti qui a rejoint la coalition de droite, grâce à quoi il s'est fait promettre 7 ou 8 ministères ainsi que 30 millions de dollars cash et 3 millions par mois pendant trois ans, pour son parti...

Palestine, supportent la présence de 200 000 colons juifs sur le dernier quart restant (y compris Jérusalem-Est), et permis à Israël d'étendre ses relations commerciales sur le marché arabe. Les Palestiniens n'avaient plus rien à offrir, Arafat leur avait tout donné sans rien en échange que des bantoustans et un sentiment d'humiliation grandissant.

Shamir déclarait ouvertement, après avoir quitté le pouvoir, qu'il s'était engagé dans les négociations de Madrid avec la ferme intention de les faire durer dix ans pendant qu'il installait des colons dans les territoires occupés. Lorsque les travaillistes lui succédèrent, Rabin et Pérès avaient déclaré qu'ils ne poursuivraient pas la colonisation, mais ils ont installé 50 000 colons dans les territoires occupés – le quart du total des colons – et y ont consacré plus d'argent que le gouvernement de droite ne l'avait fait pendant une période équivalente lorsque celui-ci était au pouvoir.

Tandis que les gouvernements précédents, de Shamir (Likoud) et de Rabin-Pérès (travaillistes), menaient une politique d'expansion en douce, Netanyahou le fit ouvertement, parce que l'extrême droite et les fondamentalistes, sans lesquels il ne pouvait se maintenir, et, d'une façon générale, les électeurs du Likoud, attendaient de lui des signes *ostensibles* d'agression. Il s'agissait de « montrer qui est le maître ». Après la rencontre Netanyahou-Arafat à Washington le 3-4 octobre 1996, Limor Livnat, ministre de la communication déclara à la télévision : « Le Premier ministre est allé à Washington pour sauver le processus de paix sans rien concéder. C'est fait. » (*Le Monde*, 4 octobre 1996.) Sauver un processus de paix sans rien concéder, cela veut dire entériner une conquête. En tout cas ce n'est pas précisément ce qu'on entend par négociation.

Netanyahou s'opposait explicitement, comme Sharon aujourd'hui, à un Etat palestinien, à la division de Jérusalem et à la restitution du Golan. Il n'est pas envisagé de remettre en cause les implantations juives en territoire occupé ni, d'une façon générale, d'abandonner les annexions de territoire, comme le montre la construction, à l'initiative de Sharon, du mur entourant les territoires palestiniens, en empiétant parfois de 30 km sur les terres palestiniennes. Plus que jamais, le pouvoir israélien continue de rogner des territoires, d'installer des colons, de détruire ou de s'approprier des maisons de Palestiniens, d'exproprier des paysans pour construire des « routes de contournement » et d'agrandir le « Grand Jérusalem » aux dépens des Palestiniens.

La provocation devient la méthode préférée des autorités israéliennes pour pousser les Palestiniens, de plus en plus sensibles aux sirènes islamistes, à réagir violemment, après quoi les autorités israéliennes déclarent cesser les négociations à cause de l'incapacité de l'Autorité palestinienne à empêcher les attentats.

Ainsi, en mars 1997, Netanyahou annonça un projet de colonie à Jérusalem-Est. L'implantation de Har Homa (djebel Abou Ghneim pour les Palestiniens)

est déclarée illégale dans un projet de résolution des Nations unies. L'administration américaine, une fois de plus, affirme que « l'ONU n'est pas l'enceinte appropriée pour débattre des questions bilatérales entre Palestiniens et Israéliens » (*Le Monde*, 7 mars 1997), ce qui est une façon détournée de laisser les mains libres aux Israéliens. Les Américains refusent de participer aux réunions d'experts pour la rédaction finale du projet de résolution, qui sera votée le 13 mars sans, cependant, qu'ils y opposent leur veto.

Malgré les avertissements des services de sécurité, le gouvernement israélien décide le 14 mars de lancer le projet. Il s'agit de la onzième colonie juive dans la partie arabe occupée de Jérusalem. Face à ces initiatives, *Arafat appelle au calme*, exclut toute manifestation de masse, et en appelle à l'aide de la « communauté internationale », ce qui n'empêche pas Netanyahou de déclarer, à propos de l'attentat de Tel-Aviv qui a fait quatre morts en mars 1997, que le chef de l'autorité palestinienne aurait « donné son feu vert aux pires organisations terroristes de la terre pour reprendre les attentats-suicides, les explosions d'autobus et les massacres de masse ». Cette déclaration est d'une mauvaise foi d'autant plus grande que les autorités palestiniennes ont réprimé avec une extrême sévérité les mouvements fondamentalistes islamiques, mis des centaines de militants en prison, faisant le travail que faisaient auparavant les services répressifs israéliens. Les provocations israéliennes ne peuvent pas ne pas susciter des réactions violentes que la police palestinienne ne peut pas toutes contrôler ; ensuite, Netanyahou n'a aucun mal à mettre ces actions sur le compte de l'autorité palestinienne. Abou Alaa, président de l'assemblée législative palestinienne, déclara : « ... Y a-t-il une plus grande violence que celle qui consiste à envoyer des bulldozers défoncer, sous la protection de la force armée, une terre occupée par un autre peuple ? La violence, c'est Israël qui la précipite. » Les affrontements avec l'armée israélienne ont fait, à la fin mars, trois cents blessés.

Arna Meir-Khamis, citoyenne israélienne, nous déclarait de même en 1991 : « La terreur qui fut subie par les Palestiniens est la terreur israélienne ; il n'y a pas de pire terreur que l'occupation, et il n'y a pas de pire occupation que l'occupation israélienne ³². »

Alors que Netanyahou s'exclamait, le 18 mars au début des travaux : « Aujourd'hui, nous exauçons la prière de générations juives : nous construisons à Yeroushalaïm ! », un éditorialiste de *Yediot Ahronot* déclarait que le djebel Abou Ghneim « n'est pas et n'a jamais été une partie de Jérusalem, c'est un

³² Interview d'Arna Mer Khamis, Radio Libertaire, 6 juillet 1991. Cf. Annexe II, p. 209. Arna Mer Khamis est Israélienne. Arna est née en 1932 en Galilée. Elle fait partie des Jeunesses sionistes combattantes jusqu'en 1948. Lors de l'expulsion des Palestiniens en 1948 elle rejoint le parti communiste, qu'elle quitte en 1968 au moment du coup de Prague. Dans le cadre d'une association qu'elle avait fondée, In Defense of Children Under Occupation, elle tenta de pallier les déficiences du système éducatif en créant des maisons pour enfants, en formant des jeunes femmes à des méthodes éducatives pour encadrer les enfants. Arna est décédée en 1995.

morceau de Cisjordanie assez éloigné » de la ville sainte, qui, de fait, se trouve à six kilomètres au sud de la ville. Hillel Bardin demandait également dans une tribune libre parue dans *Haaretz* : « Quelles sont exactement les limites de la ville pour laquelle nous prions depuis des générations ? Comment nous sommes-nous débrouillés pour convaincre notre peuple que des morceaux de territoire aussi lointains que Har Homa font partie de notre capitale éternelle ? »

« Après 1967, nous avons annexé vingt-huit villages palestiniens nouvellement conquis, nous avons multiplié la superficie de Jérusalem-Est par douze, triplé celle de Jérusalem “réunifiée”, avalé tous les terrains arabes alentour, que nous convoitions, et nous avons baptisé le tout : Yeroushalaïm. »

Gidéon Lévy, dans le même journal, écrit : « Le Néguev israélien est vide, la population de la Galilée est clairsemée, mais c'est justement là, dans la partie la plus litigieuse du pays, celle qui appartient à un autre peuple, sur les restes de la terre que nous lui avons volée – et uniquement là – qu'il faut construire, creuser, terrasser à outrance. » (Citations du *Monde*, 30-31 mars 1997.)

Netanyahou affirmait au président Moubarak qu'il ne s'agissait que d'une « simple question de logement ». Il ne manque pas d'endroits pour construire à Jérusalem-Ouest. L'enjeu est tout autre. Il s'agissait d'une stratégie parfaitement délibérée d'encerclement des zones d'habitation palestinienne autour de Jérusalem afin de rendre la situation irréversible, avant que ne commencent les négociations sur le statut définitif de la ville. Il s'agissait d'isoler définitivement la partie orientale de Jérusalem du reste de la Cisjordanie. Des colonies juives situées en Cisjordanie mais proches de Jérusalem – Guivat Zeev au Nord, Maale Adoumim à l'Est, Goush Etzion au Sud avec leurs dizaines de milliers d'habitants, « seront bientôt, elles aussi, annexées à la capitale et baptisées “nouveaux quartiers juifs de Yeroushalaïm”. Ainsi, en appliquant l'outil de la “sainteté administrative” à des territoires arabes capturés, aurons-nous réussi à les rendre non négociables à nos propres yeux. » (Hillel Bardin, *loc. cit.*)

Des milliers de familles palestiniennes, vivant à l'étroit, n'ont pas pu obtenir de permis pour agrandir ou améliorer leurs habitations. Beaucoup d'autres, trop pauvres, sont contraintes de s'exiler en dehors des limites municipales de la ville, dont l'accès est par ailleurs interdit, depuis mars 1993, aux Palestiniens qui n'ont pas de permis spécial. De ce fait, ces familles perdent le droit d'y revenir. Même les certificats de résidence ne sont pas une garantie car ils sont révocables à tout instant sous n'importe quel prétexte. Pendant le mandat de Netanyahou, le rythme des révocations a subi une « inquiétante accélération », selon Lea Tsemel, une avocate israélienne.

Les colons qui s'installent dans les territoires palestiniens, se considérant comme des missionnaires sionistes et des pionniers, livrent une véritable guerre aux « nouveaux cananéens », les Palestiniens. Ils font des raids dans les

villages, les camps palestiniens, détruisent les cultures, arrachent les arbres. Les rapports de Bt'selem, une organisation israélienne de défense des droits de l'homme, montrent que les assassinats de Palestiniens restent presque systématiquement impunis.

L'accord de Washington signé le 13 septembre 1993 entre Arafat et Rabin était considéré par les fondamentalistes juifs et les colons comme une trahison. Le 5 décembre 1993, le Conseil des colonies proclama la désobéissance civile dans l'intention de saboter le processus de paix, et organisa dans les territoires occupés une campagne de violences. La tension monta entre Palestiniens et colons. Seize Palestiniens furent tués de septembre 1993 à février 1994. A Hébron, la terreur régnait : des commandos mettaient des maisons à sac, les incendiaient, défilaient dans les quartiers arabes, dans les souks, insultant les passants, les passant à tabac, détruisant les réserves d'eau. Les soldats ne réagissaient jamais à cette violence, qui était toujours présentée comme « défensive ».

Lors du massacre du 25 février 1994 à Hébron, l'armée s'est montrée une fois de plus complice. Un porte-parole officiel annonça le 2 mars que 30 Palestiniens avaient été tués dans la mosquée, qu'aucun soldat israélien n'était responsable de morts dans la mosquée elle-même mais qu'ils en avaient tué 5 après le massacre. Cependant, peu avant, un porte-parole militaire avait annoncé 44 morts tandis que les sources palestiniennes en annonçaient 58. Selon une enquête militaire, les soldats israéliens, entendant les coups de feu, auraient cru que Goldstein était attaqué et auraient tiré dans la mosquée (*Haaretz*, 27 février 1994). Bt'selem, l'organisation israélienne des droits de l'homme, et le Centre d'information palestinien pour les droits de l'homme citent les noms de 58 personnes tuées dans la mosquée et ses alentours immédiats et de 13 personnes tuées par les soldats lors d'incidents survenus dans la journée³³.

Dès les premiers tirs, les soldats empêchèrent les gens qui se trouvaient à l'intérieur de s'échapper, en leur tirant dessus. Ils empêchèrent toute aide extérieure. Les blessés ne purent être évacués que 50 minutes plus tard.

³³ Des enquêtes révèlent que 6 % de la population israélienne approuvaient le massacre, 30 % le comprenaient, 36 % refusaient de le condamner et que 63 % le condamnaient. Mais dans cette enquête les citoyens arabes d'Israël sont inclus, ce qui ramène la proportion de Juifs israéliens refusant de condamner le massacre à environ 40 %.

Dans la tranche d'âge 18-29 ans, 8 % approuvaient, 35 % comprenaient, et seulement 56 % condamnaient.

Dans la tranche 50-65 ans les chiffres sont de 3, 18 et 78 %.

Les catégories socioprofessionnelles dont les revenus se situent en dessous de la moyenne justifient le massacre à raison de 7 % et le condamnent à raison de 51 %, tandis que les catégories qui se situent au-dessus de la moyenne le justifient à 4 % et le condamnent à 75 %. La même enquête révèle également une énorme différence d'attitude entre les jeunes juifs religieux et laïcs, les premiers ayant une attitude beaucoup plus xénophobe. Le ministère de l'éducation refusa de publier ces informations qui liaient l'attitude par rapport au massacre au niveau social et aux choix religieux des personnes qui répondaient à l'enquête. (Cf. Yael Fishbein, *Davar*, 3 mars 1994.)

Les accords Oslo II du 24 septembre 1995 prévoyaient un retrait partiel des troupes israéliennes en avril 1996. En décembre les Palestiniens décidèrent d'arrêter temporairement les négociations avec les Israéliens jusqu'à ce que soient appliqués les engagements pris par le précédent gouvernement concernant l'évacuation d'Hébron, la création d'un aéroport et d'un port de haute mer à Gaza et l'ouverture de communications entre Gaza et la Cisjordanie, la libération des prisonniers, au nombre de 6 000.

Dans la négociation sur la situation de Hébron, la position israélienne se fondait sur le principe de séparation des populations qu'Arafat dénonce comme « dangereux, agressif et raciste ³⁴ ». Les 400 colons, armés, vivant dans une enclave au milieu d'une ville de 120 000 Palestiniens, seront protégés en permanence par 1 600 soldats juifs tandis que le reste de la ville aura au plus 400 policiers palestiniens. Mais il y a d'autres exigences. Une zone de sécurité représentant 20 % de la ville reste sous autorité israélienne, contenant une population de 20 000 Palestiniens. Ces derniers n'auront le droit de construire dans un rayon de 150 mètres de la « zone d'implantation juive » qu'avec l'autorisation de l'Etat israélien : pas de bâtiment de plus de 3 mètres de haut à moins de 50 mètres de la ligne de séparation ; pas d'édifice de plus de 6 mètres de haut à moins de 150 mètres. Ce plan était vigoureusement rejeté par les colons qui craignaient que le départ partiel des soldats ne compromette leur projet de judaïser l'ensemble de la ville d'Hébron. Le 1^{er} janvier 1997, un soldat israélien extrémiste, dans l'espoir de torpiller l'accord, tire sur la foule sur le marché d'Hébron, blessant sept Palestiniens, dont un gravement. Le 9 janvier, un attentat non revendiqué fait treize blessés à Tel-Aviv.

La charte de l'OLP : un repoussoir très utile

La charte de l'OLP a été rédigée en 1964 au moment de la création de l'organisation, et durcie en 1968 après la guerre des Six-Jours. Israël exigea l'abrogation de quelques articles dont les principaux sont les articles 9, 15 et 19 :

³⁴ Le racisme est devenu une attitude courante chez nombre d'hommes politiques israéliens, à tel point qu'ils ne se rendent pas compte de l'effet que cela peut provoquer chez des observateurs étrangers. En juillet 1967, quelques semaines après la guerre des Six-Jours, David Hacoheh, président de la Commission des affaires étrangères de la Knesset, s'adressant à une délégation de la Chambre des communes, à Londres, se mit à invectiver les réfugiés palestiniens. Un député britannique ne put se retenir de lui dire : « Je suis désolé que vous utilisiez envers les Palestiniens les mêmes termes que le nazi Julius Streicher utilisait envers les Juifs. N'avez-vous rien appris ? » Et David Hacoheh de répondre : « Mais ce ne sont pas des personnes, ce ne sont pas des êtres humains, ce sont des Arabes ! » (Parliamentary Debates, [Hansard] ser.5, House of Commons, Vol 361, col. 502.)

« Art. 9. – La lutte armée est la seule voie pour libérer la Palestine ; elle est donc une stratégie et non une tactique. »

« Art. 15. – La libération de la Palestine (...) est destinée à repousser hors de la grande patrie arabe l'envahisseur sioniste et impérialiste et à purifier la Palestine de sa présence. »

« Art. 19. – La partition de la Palestine opérée en 1947 et la création d'Israël sont nulles et non avenues. »

En avril 1996, le Conseil national palestinien a annulé toutes les clauses contraires aux accords d'Oslo. Arafat avait consulté les Américains et le gouvernement travailliste israélien. Bill Clinton et Shimon Pérès n'avaient rien trouvé à redire aux modifications apportées.

Il est significatif que cette charte soit plus connue des Israéliens que des Palestiniens. Son importance tient essentiellement à l'intérêt qu'y manifestent les autorités israéliennes, dont les services d'information ont dépensé beaucoup d'argent pour diffuser le document à des dizaines de milliers d'exemplaires, afin de monter aux opinions israélienne et internationale l'extrémisme des intentions palestiniennes. De la même manière, les autorités serbes avaient elles aussi largement diffusé la Déclaration islamiste d'Izetbegovic, rédigée en 1974, dont très peu de Bosniaques musulmans connaissaient le contenu.

Figurant en bonne place dans les programmes scolaires israéliens, la charte de l'OLP était ainsi beaucoup mieux connue des écoliers israéliens que de leurs homologues palestiniens.

Ainsi, l'université palestinienne de Bir Zeit, en Cisjordanie, consacrait-elle ses cours de science politique au discours d'Arafat à l'ONU en 1974, aux accords de Camp David, à la déclaration de Balfour, aux œuvres des grands penseurs sionistes comme Herzl, Jabotinsky, Ben Gourion, etc., mais pas à la charte de l'OLP. Il ne s'agissait pas d'occulter un document « compromettant » : la charte était perçue comme un document caduc, qui ne correspondait plus à la situation actuelle. En outre, les articles anti-Israéliens de la charte avaient été annulés par les décisions postérieures du Conseil national palestinien, qui tient lieu de « Parlement » de l'OLP : décision du CNP d'Alger en 1988 avec la reconnaissance des résolutions de l'ONU. En annexe aux accords d'Oslo figurait une lettre d'Arafat à Rabin qui stipulait que « les articles de la charte palestinienne qui nient le droit à l'existence d'Israël (...) n'ont plus aucune valeur ».

En dehors de quelques irréductibles, la nécessité d'abroger ces articles de la Charte n'étaient pas contestées par les Palestiniens. Certains suggéraient simplement qu'Israël aurait pu tenir les engagements pris et non tenus, comme la libération des femmes emprisonnées. Il est d'ailleurs invraisemblable que la libération des femmes et des enfants n'ait pas constitué un préalable non négociable à tout début de négociation.

On pensait également que l'amendement de la charte ne devait pas être unilatéral et qu'il n'y avait pas de raison que les Palestiniens reconnaissent l'Etat d'Israël sans que ce dernier ne reconnaisse un Etat palestinien. Arafat n'a pas lié la reconnaissance par les Palestiniens de l'Etat d'Israël à la reconnaissance par Israël d'un Etat palestinien, et on peut se demander pourquoi. Une partie importante de la population palestinienne estimait que l'OLP ne devait pas abandonner les clauses de sa charte qui affirmaient les droits des Palestiniens à une terre. L'OLP ne devait pas abandonner la revendication à une terre sans qu'Israël ne reconnaisse les droits des Palestiniens à l'autodétermination.

Le problème en réalité n'était pas celui de l'amendement de la charte mais de la rédaction d'une nouvelle. En effet, la charte primitive ne mentionnait même pas la création d'un Etat palestinien souverain avec Jérusalem comme capitale... Une telle disposition aurait dû inévitablement dans une nouvelle charte... ce qui ne semblait pas alors à l'ordre du jour.

Netanyahou utilisa constamment l'argument des « obligations palestiniennes » et de la charte pour poser des conditions inacceptables à la poursuite du processus de paix. Lors de sa visite à Washington en janvier 1998, Netanyahou entendait faire signer un communiqué déclarant d'intérêt vital pour Israël la plus grande partie de la Cisjordanie, mais il avait aussi une liste de 27 pages d'« obligations palestiniennes » qui conditionnaient la poursuite du processus de paix. Mais surtout, le document présenté par Netanyahou demandait l'amendement de la charte palestinienne. Il exigeait que le Conseil national palestinien abrogeât 28 des 34 articles de sa charte, déjà amendée avec l'approbation de l'administration américaine.

En somme, la puissance occupante entendait faire savoir que le territoire qu'elle occupe lui est nécessaire et que les autorités du pays occupé ont des devoirs à son égard mais pas de droits. Qu'est-ce qu'il reste à négocier dans ces conditions ?

Un éditorialiste israélien, Hemi Shalev, écrivit à ce sujet dans le quotidien *Ma'ariv* : « Quiconque rédige un document énumérant cinquante clauses et sous-clauses qu'il juge avoir été violées par l'autre partie n'a pas l'intention habituellement de prolonger plus longtemps une union harmonieuse avec cette même partie. » (Cité par *Libération*, 15 janvier 1998.)

Les conditions posées par Netanyahou révélaient à l'évidence sa mauvaise foi. En échange d'un retrait militaire dont ni l'ampleur ni la date ne sont précisées, l'Autorité palestinienne était sommée de « renvoyer de leur poste, poursuivre et punir » neuf dignitaires religieux, livrer 34 prisonniers, réduire les effectifs de police, confisquer les armes détenues illégalement – mais il n'était pas question de sévir contre les intégristes juifs des colonies qui harcelaient la population palestinienne, de faire juger par l'Autorité palestinienne ceux qui assassinent des Palestiniens.

L'occupation des territoires en 1967, les accords de Camp David en 1977, l'expulsion des Palestiniens de Beyrouth en 1982 sont des étapes qui culminent avec la signature de l'accord de Washington le 13 septembre 1993 et qui expriment la victoire de l'establishment israélien sur les Palestiniens.

La bourgeoisie israélienne allait pouvoir s'appropriier et gérer selon ses propres intérêts une bonne partie du butin de « l'aide à la reconstruction » palestinienne. Elle avait obtenu la fin du boycott des pays arabes et allait pouvoir s'introduire sur l'énorme marché arabe dans tout le Moyen-Orient et, au-delà, sur le marché des pays musulmans non arabes. C'est ce que révèle clairement l'annexe III de l'accord, qui stipule l'établissement d'un fonds de développement israélo-palestinien, qui devait devenir plus tard une banque de développement du Moyen-Orient afin de soutenir les marchés de la région, assurer le commerce du pétrole, du gaz, la coopération dans le domaine agricole, etc., le tout dans un contexte où les Palestiniens n'ont aucune souveraineté réelle...

« Nous assistons à un changement stratégique important dans le rapport entre le capital palestinien et Israël. Les territoires occupés sont en train d'être transformés en pont vers les marchés arabes, et c'est là l'objectif principal d'Israël en y développant sélectivement une infrastructure. Israël utilisera le nouveau partenariat avec les Palestiniens pour pénétrer les marchés arabes. Dans leur rôle, les capitalistes palestiniens doivent devenir des partenaires minoritaires pour les Israéliens, et ils tireront profit des services qu'ils rendront aux capitalistes israéliens. Les consommateurs arabes sont très sensibles au label "Made in Israël". Maintenant que les produits israéliens auront le label "Made in Palestine", ce problème peut être surmonté. Un tel arrangement aboutira à un produit du savoir-faire israélien manufacturé par une main-d'œuvre palestinienne bon marché. Cette division du travail favorise les investisseurs israéliens, laissant aux partenaires palestiniens des profits marginaux. » (Mated Sebum, « Economy of Autonomy », *Challenge* n° 22, nov.-déc. 1993)

Majed Sbeih, dans l'interview citée, précisait que les accords d'Oslo devaient créer une bourgeoisie parasitaire qui profitant de sa situation d'intermédiaire entre le marché arabe et le capital israélien et s'engageant dans des opérations spéculatives qui produisent des profits rapides mais sont dépourvues de tout investissement productif. Cette nouvelle couche sociale aurait tout intérêt à renforcer la dépendance et à ne laisser aucune place au développement industriel.

L'afflux de sommes importantes au titre de « l'aide économique » a eu des effets extrêmement pervers sur une société économiquement sous-développée, en favorisant une bureaucratie disproportionnée qui utilise l'argent à ses fins

propres au détriment des investissements d'infrastructure ou productifs. Dans la pratique, on assiste à la fin d'un rapport colonial classique et à la mise en place d'un système néocolonialiste. Ce sont les autorités locales qui devaient faire le sale travail du maintien de l'ordre. Les autorités israéliennes insistent constamment qu'Arafat tienne bien en main les opposants aux accords. La police palestinienne devait être transformée en une sorte d'armée supplétive sur le modèle du Sud-Liban, chargée de maintenir l'ordre israélien dans des bantoustans.

L'opinion publique des pays industrialisés, conditionnée par la vision « Walt Disney – CNN » de la politique, est peu disposée à accepter l'idée que les accords n'étaient pas une bonne chose. C'est pour elle, l'alternative à ces accords ne peut être que le terrorisme aveugle, et, après tout, même s'ils ne sont pas parfaits, c'est déjà un début... Notre intention n'est pas de dénoncer le fait que les deux adversaires négocient, loin de là, mais de tenter de mettre en évidence le contexte, les forces réelles en présence et les enjeux cachés ou masqués derrière de fausses bonnes intentions.

Nous écrivions dans le *Monde libertaire* du 9-15 septembre 1993 :

« Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est la tentative d'Arafat d'assurer sa survie politique à tout prix alors qu'il est de plus en plus contesté par la masse des Palestiniens, et pas seulement les fondamentalistes. C'est aussi la tentative du gouvernement israélien de se garantir un interlocuteur dans une situation où précisément la tendance est à la remise en cause, par les Palestiniens, de la politique de la direction de l'OLP. Arafat et Rabin ont tous deux intérêt à ce que ce ne soit pas un soulèvement populaire dans les territoires occupés qui oriente les négociations. »

Évidemment, le contexte a aujourd'hui changé. Devenu un interlocuteur alors qu'il était jusque-là l'image du terroriste, Arafat sera renvoyé à son rôle de terroriste en refusant de signer les accords de Camp David II. Arafat s'est trouvé placé, par les États-Unis et Israël, devant un ultimatum : signer l'accord et accepter la constitution d'un bantoustan dans les territoires occupés, disparaître de la scène politique. En refusant de signer, il a été renvoyé à son rôle de « terroriste ». Le seconde Intifada consécutive à la provocation de Sharon sur l'esplanade de la mosquée d'al-Aqsa commencera peu après.

Le sommet de Camp David

En juillet 2000, le processus de paix était en panne. L'expansion des colonies juives, les confiscations de terres sous de motifs divers et la fragmentation de la terre palestinienne par les routes de contournement avaient

continué même pendant le gouvernement Barak. D'une façon générale, depuis le début des négociations et sous les différents gouvernements qui s'étaient succédé, la colonisation des terres palestiniennes avait continué.

Les Palestiniens étaient dans la position de négocier la phase finale du processus de paix sur la base de 42 % du territoire qui normalement leur revient sur la rive occidentale du Jourdain, dont 18 % sont sous le contrôle palestinien et 24 % sous contrôle conjoint avec Israël. Ils n'avaient pas voix au chapitre sur les 58 % restants...

Les Israéliens avaient posé cinq points non négociables :

1. Pas de retrait aux frontières d'avant 1967 ;
2. Jérusalem reste indivisée et sous souveraineté israélienne ;
3. Aucun pouvoir palestinien à l'Ouest du Jourdain ;
4. La plupart des colons restent sous souveraineté israélienne même après un accord ;
5. Israël n'accepte aucune responsabilité pour le problème des réfugiés.

Ces cinq points donnés, cela laissait peu de place pour la « générosité » dont Barak avait affirmé qu'il ferait preuve envers les Palestiniens.

Le sommet de Camp David, qui a eu lieu en juillet 2000, est capital pour comprendre les événements des dernières années de Yasser Arafat.

1. Contre toute vérité historique, l'échec de ce sommet a été imputé aux Palestiniens et à Arafat en particulier, par une propagande et une intoxication idéologique invraisemblable dans laquelle sont tombés quasiment tous les médias occidentaux. Cette intoxication commença dès la fin du sommet, avec l'aide empressée de Clinton.

2. Les négociateurs palestiniens ont refusé de se soumettre aux exigences d'Ehud Barak, le Premier ministre israélien, qui était venu à camp David dans l'espoir d'obtenir des Palestiniens qu'ils abandonnent toute réclamation contre Israël, ce qui incluait le droit au retour des réfugiés, une fois que les accords d'Oslo auraient été signés. Pour Barak, le projet qu'il proposait – et qui incluait encore des concessions territoriales de la part des Palestiniens – était à prendre ou à laisser. Le refus palestinien d'accepter une telle approche a *ipso facto* retiré à Yasser Arafat le statut d'interlocuteur qu'on avait bien voulu lui accorder et l'a relégué à son rôle antérieur de terroriste patenté.

Pour comprendre le contexte de ce sommet, il faut savoir que Clinton et Barak se trouvaient tous deux en fin de mandat et espéraient pouvoir produire devant leurs opinions respectives un accord de paix fondé sur la capitulation des Palestiniens. C'est en effet à la suite de pressions extrêmes de Madeleine Albright, secrétaire d'Etat US, de Samuel Berger, le conseiller à la sécurité de

Clinton et de Denis Ross, le médiateur américain pour le Moyen Orient, qu'Arafat a accepté de participer à ce sommet. Barak avait annoncé à Albright qu'il ferait une « offre généreuse ».

Des discussions informelles se déroulaient à Stockholm. Les délégués palestiniens y avaient invoqué le droit international, les résolutions de l'ONU, comme base des négociations. Les représentants israéliens déclarèrent à la délégation palestinienne que celle-ci n'avait pas le pouvoir d'obtenir ce qu'elle réclamait et qu'elle ferait mieux de prendre ce qu'on lui offrait. Après quoi le chef de la délégation israélienne déclara la discussion close. C'est dans cet état d'esprit-là que la délégation israélienne était venue à Camp David.

Barak avait donc fait cesser les négociations de Stockholm parce qu'il ne voulait faire sa proposition que lors d'un sommet aux États-Unis. « Barak voulait une paix 100 % israélienne », put-on lire dans le *Jerusalem Times* le 7 avril 2002 : « La formulation d'une "offre généreuse" ressemblait plus au langage d'un parti victorieux qui attendait du vaincu qu'il accepte les suggestions du plus fort ³⁵. »

En quoi consistaient ces propositions « généreuses » ? « L'Etat palestinien sur la rive Ouest consisterait en trois morceaux de territoire reliés par des corridors, le contrôle de ces corridors ainsi que les frontières extérieures restant entre les mains des Israéliens (ce qui laisserait les Palestiniens sous la sujétion des diktats autoritaires et quotidiens d'une puissance occupante) ; 10 pour cent de la rive ouest devaient être annexés par Israël pour installer ses colonies en échange de quoi les Palestiniens auraient eu comme compensation une bande de désert ; 10 à 12 autres pour cent, comprenant le bassin du Jourdain, seraient cédés à Israël pour 100 ans. » (*Ibid.*)

L'intoxication internationale qui a suivi a consisté à désigner Arafat comme responsable de l'échec d'une négociation de paix à l'occasion de laquelle les Israéliens auraient présenté une proposition « sans précédent » et que le leader palestinien aurait écartée d'un revers de la main. Le Premier ministre israélien raconta à qui voulait l'entendre que les négociations avaient échoué parce qu'Arafat ne pouvait pas faire la paix avec Israël. La proposition « sans précédent » d'Israël n'aurait eu pour toute réponse que la violence terroriste aveugle lancée en réplique, à l'initiative du leader palestinien, alors que l'Etat hébreu luttait pour sa survie contre ceux qui lui refusaient le droit d'exister. Cette idée ne semblait cependant pas faire l'unanimité même dans l'Etat hébreu puisque le *Jerusalem Times* titrait le 7 avril 2002 : « "L'offre généreuse" de Barak n'a jamais existé, c'est une légende qui est devenue un mythe. »

L'idée que les négociateurs palestiniens avaient rejeté le meilleur plan imaginable est d'autant plus profondément ancrée dans l'opinion publique que les Palestiniens ne tentèrent pas de diffuser leur version des faits.

³⁵ « The Myth of Camp David », Ludwig Watzal, *The Jerusalem Times*, Nr. 439 vom 4. 7. 2002.

« J'étais bien conscient des dommages causés à l'Intifada par la manière dont Israël se posait en partisan de la paix transi », dit Israel Shahak, qui appela des membres de l'entourage d'Arafat en les pressant d'informer leur leader de la manière dont Israël faisait usage du silence palestinien. Il lui fut répondu qu'Arafat refusait de s'adresser à son peuple, aux Israéliens, ou au monde. Ainsi, le droit imprescriptible d'un peuple à résister à l'oppression est « présenté par Israël comme une forme jamais vue de terrorisme et de violence. Pendant ce temps, Israël a persuadé le monde d'oublier la violence de l'occupation, les punitions collectives violentes, pour ne pas mentionner le nettoyage ethnique contre le peuple palestinien³⁶. » Shahak ajoute que n'importe quel document traitant des droits de l'homme autorise les gens à résister à l'occupation militaire, à la destruction de leurs maisons et de leur propriété, à l'expropriation de leur terre pour installer des colonies.

« Arafat et ses conseillers ne semblent pas avoir compris que lorsqu'ils entrèrent aveuglément dans l'unilatérale dialectique de la violence et de la terreur », dit encore Shahak, « ils ont abandonné l'essence de leur droit à la résistance ». Au lieu de dire clairement que toute diminution de la résistance devait être accompagnée d'un retrait et/ou d'une réduction équivalente de son occupation, « le peuple palestinien a été rendu vulnérable, à cause de ses dirigeants, aux accusations de terreur et de violence. Tout ce que faisait Israël devenait des représailles. (...) Le spectacle d'un criminel de guerre comme Sharon dénonçant la "violence" palestinienne était pour le moins écœurant. » (*Ibid.*)

Shahak continue :

« M. Arafat est si hypnotisé par son prétendu statut de président, sautant de Paris à Londres à Pékin au Caire pour une inutile visite d'Etat à l'autre, qu'il a oublié que les armes que les faibles et les sans-État ne doivent jamais abandonner sont leurs principes et leur peuple. »

L'initiative du sommet de Camp David ne venait pas d'Arafat, qui estimait que la rencontre était prématurée, mais de Clinton et de Barak, qui étaient en campagne électorale. Le président de l'Autorité palestinienne ne pouvait guère refuser l'invitation du président américain. Arafat n'avait-il pas fait l'objet d'une extrême prévenance de la part du président des États-Unis, qui l'avait invité 22 fois à la Maison Blanche ?

Benny Morris, un des « nouveaux historiens » israéliens, écrit qu'Arafat « n'a pas négocié de bonne foi ; en fait, il n'a pas négocié du tout. Il ne cessait de dire non à toutes les offres, ne faisant jamais de contre-propositions³⁷. » Il y a cependant certaines choses que Morris ne dit pas. Pendant les quinze jours

³⁶ « The price of Camp David ; Why has Arafat forgotten the weapons of the weak? » Edward Said, Al-Ahram Weekly Online, 19-25 juillet 2001, n° 543. <http://www.ahram.org.eg/weekly/>

qu'a duré le sommet, Barak évitait systématiquement tout contact personnel avec Arafat. Les deux hommes n'ont été face à face qu'une heure en quinze jours, parlant surtout du temps et de la nourriture. Sur les ordres de Barak, l'équipe de négociateurs israéliens n'a jamais rien soumis par écrit aux Palestiniens, qui se trouvaient par ailleurs systématiquement sommés d'accepter ou de rejeter les propositions qui leur étaient faites. Les propositions américaines étaient systématiquement discutées avec la délégation israélienne avant d'être soumises aux Palestiniens. Les Palestiniens étaient virtuellement des otages.

L'analyse de Barak, telle que la rapporte Benny Morris, a parfois de quoi surprendre. Selon Barak, les dirigeants palestiniens ne veulent pas de deux États pour deux peuples. « Israël est pour le moment trop fort pour être défait, aussi le reconnaissent-ils. Mais leur plan est d'établir un Etat palestinien tout en laissant une ouverture pour d'autres exigences "légitimes". Ils exploiteront la tolérance et la démocratie d'Israël pour le transformer d'abord en "Etat pour tous les citoyens", comme le demandent l'aile nationaliste extrême des arabes israéliens et l'aile extrême gauche des juifs israéliens. Ensuite ils mettront en place un Etat binational, et alors la démographie et les départs volontaires conduiront à un Etat avec une majorité musulmane et une minorité juive. Cela n'impliquerait pas nécessairement de jeter tous les juifs dehors. Mais cela signifierait la destruction d'Israël en tant qu'Etat juif. Telle est, je pense, leur vision. Arafat se voit comme un nouveau Saladin – le général musulman kurde qui a défait les croisés au 12^e siècle – et Israël n'est rien qu'un autre Etat croisé éphémère³⁸. »

Il est vrai que certains Palestiniens, comme certains Israéliens juifs, voient la solution du problème dans un seul Etat où tous seraient des citoyens. C'est une éventualité parfaitement banale pour un européen, mais qui, dans le contexte actuel, relève un fantasme. Un Etat constitué de citoyens serait effectivement la négation de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif. Barak peut même appuyer ses craintes sur des déclarations de membres de l'entourage d'Arafat. Sakher Habash, un membre du Fatah, l'organisation d'Arafat, évoqua ainsi la nécessité de réaliser « un objectif politique temporaire » dans « l'établissement d'un Etat palestinien indépendant » ce qui conduira à la « solution démocratique de la construction d'une Palestine démocratique sur tout le territoire national ». Sakher Habash ajouta : « L'Etat palestinien quel qu'il soit constituera le début du démantèlement de l'entreprise sioniste ». (*Al-Hayat al-Jadida*, Nov. 17, 2000).

³⁷ « Arafat didn't negotiate - he just kept saying no », Benny Morris, Thursday May 23, 2002, *The Guardian*.

³⁸ Benny Moris, *loc.cit.*

Le même personnage déclara deux mois plus tard : « Sans l'établissement de l'Etat démocratique sur tout le territoire la paix ne pourra pas être réalisée. Nous passons par des étapes transitoires par lesquelles nous pouvons pousser la société sioniste à abandonner car il ne peut pas y avoir coexistence entre le sionisme et le mouvement national palestinien. Les Juifs doivent se débarrasser du sionisme... Ils doivent être citoyens dans l'Etat du futur, l'Etat de la Palestine démocratique. » (*Al-Hayat al-Jadida*, Jan. 1, 2001)

On peut jouer à se faire peur avec de telles déclarations qui, tout utopiques et candides qu'elles soient, relèvent plus de la rododomontade que de l'analyse politique en termes de rapports de force. La constitution éventuelle d'un Etat palestinien se fera, à n'en pas douter, avec de telles garanties internationales en faveur d'Israël que personne, chez les Palestiniens, ne se hasarderait à les remettre en cause, sauf à devenir, aux yeux des institutions et de l'opinion internationale des hors-la-loi. Ce serait courir un très gros risque : la sympathie internationale que peuvent avoir les revendications palestiniennes n'a de sens que parce qu'elles vont dans le sens du droit.

On n'en finirait pas de citer les déclarations maximalistes de Palestiniens qui entendent reconquérir toute la Palestine, déclarations qu'on pourrait comparer aux déclarations équivalentes de Juifs qui veulent la même chose³⁹. Si on s'en tient strictement aux actes, ce sont les prises de position maximalistes des Israéliens qui sont mises en application. S'il était vrai que les Palestiniens ne considéraient la création d'un Etat, « quel qu'il soit », que comme une étape vers une « reconquista » de l'ensemble du territoire, on se demande bien pourquoi ils n'ont pas déjà accepté les différentes propositions qui leur ont été faites. Cela n'a pas de sens.

Selon Barak, les dirigeants palestiniens envisagent le problème des réfugiés de 1948 et de leurs descendants, dont le chiffre se monte à quatre millions,

³⁹ Par exemple :

- Ziad Abu Amar, président du comité politique du conseil législatif palestinien : « L'entreprise sioniste est condamnée à échouer et se terminera dans le futur, c'est certain » (*al-Hayat al-Jadida*, Feb. 26, 2001).
- Salim Za'anum, président du conseil national palestinien, déclara que les statuts de l'OLP appelant à la destruction d'Israël étaient toujours en vigueur et n'avaient jamais été modifiés » (*al-Hayat al-Jadida*, Feb. 3, 2001) – ce qui est faux.
- Le ministre palestinien pour Jérusalem, Fayçal Hussein, renouvela son soutien aux « objectifs stratégiques, à savoir la Palestine de la rivière à la mer » (*Al-Safir*, Mar. 21, 2001 and *Al-Arabi*, May 24, 2001).
- Le leader du Fatah Marwan Barghouti déclara au *New Yorker* que même si Israël se retire à 100% des territoires, le conflit israélo-palestinien ne sera pas fini ; ce qu'il fallait, c'était "un Etat pour tous les peuples" » (9 juillet 2001).
- Othman Abu Gharbia, membre de l'Autorité palestinienne, déclara devant des membres des services de renseignement palestiniens, à propos d'un Etat palestinien limité aux territoires actuellement occupés : « Cet objectif est seulement une étape, la seconde étape est l'établissement d'un Etat démocratique sur toutes les parties de la Palestine » (*al-Ra'i*, May-June 2000).

« comme le principal outil démographique-politique pour subvertir l'Etat juif ». Arafat ne « reconnaît pas l'existence d'un peuple juif ou d'une nation, mais seulement une religion juive... »

Lors de l'interview avec Benny Morris, Barak a développé sur les Palestiniens des idées plutôt inquiétantes pour quelqu'un qui est censé négocier avec eux :

« Ils sont le produit d'une culture dans laquelle dire un mensonge (...) ne crée pas de dissonance. Ils ne souffrent du fait de dire un mensonge, comme dans la culture judéo-chrétienne. La vérité est vue comme une catégorie qui n'est pas pertinente. Il y a seulement ce qui sert votre objectif et ce qui ne le sert pas. Ils se voient comme les émissaires d'un mouvement national pour lequel tout est permis. Il n'y a rien de tel que "la vérité". »

Toujours à propos des Arabes, Barak évoque :

« Le vice-directeur du FBI m'a dit une fois qu'il y a des sociétés dans lesquelles les détecteurs de mensonges ne fonctionnent pas, des sociétés dans lesquelles les mensonges de créent pas de dissonance cognitive. »

Les Palestiniens avaient cédé à Israël 78% de la Palestine mandataire et estimaient qu'ils n'avaient plus à faire de concessions territoriales ; néanmoins, quoique ait pu être la propagande israélienne, il n'y avait aucun doute sur le fait que la direction palestinienne reconnaissait le droit d'Israël à exister.

En réclamant l'application de la résolution 242, les Palestiniens posaient le problème de la souveraineté sur toute la partie arabe de Jérusalem-Est occupée en 1967 ; la proposition israélienne était d'accorder aux Palestiniens la souveraineté sur des villages et des zones extérieurs avec une forme d'autonomie sur les quartiers musulmans et chrétiens de la vieille ville. Israël proposait de restituer 87% de la rive occidentale du Jourdain, annexant le reste, occupé par des colonies juives.

Sur la question des réfugiés, les Palestiniens attendaient des Israéliens un véritable geste, surtout depuis que leur responsabilité dans l'expulsion des réfugiés avait été prouvée. Les délégués israéliens récusèrent toute responsabilité dans l'affaire et refusèrent de faire la moindre excuse. Tout au plus acceptèrent-ils d'exprimer leur sympathie, comme ils le feraient pour n'importe quel accident. Les responsables du sort des réfugiés étaient, selon eux, les pays arabes qui avaient ordonné aux Palestiniens de quitter leurs foyers. C'était la même rengaine qu'on entendait depuis les années 50. La délégation israélienne interprétait la résolution 194 sur le droit des réfugiés au retour comme la volonté de destruction d'Israël. Elle accepta tout au plus d'absorber 5 à 10 000 réfugiés sur dix ans.

La question des réfugiés est une question de principe sur laquelle les leaders palestiniens, vis-à-vis de leur opinion publique, ne peuvent pas céder. Tout le monde sait que dans l'état actuel des choses, l'application du principe : « droit au retour des réfugiés » est inapplicable. Pourtant, les responsables palestiniens sont obligés d'avoir un discours ferme sur cette question, qui est pour eux plutôt embarrassante, car les réfugiés représentent à peu près la moitié de la population palestinienne. La mise en application du droit au retour signifierait en fait la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et... d'un autre en Israël.

La délégation palestinienne avait reconnu, lors du sommet de Camp David, que les enjeux démographiques d'Israël devaient être pris en compte, c'est-à-dire assurer le caractère juif de l'Etat. Selon Robert Malley, un membre de la délégation américaine à Camp David, Arafat aurait demandé à Clinton de lui faire une proposition raisonnable sur la question des réfugiés et de voir ensuite comment on pourrait présenter cela sans avoir l'air de trahir le droit au retour ⁴⁰.

Diverses propositions ont été envisagées sur la question des réfugiés, mais tous s'accordaient pour dire qu'il ne pouvait pas y avoir un retour massif de réfugiés palestiniens en Israël. Il est ainsi totalement faux de dire que le sommet de Camp David a échoué sur la question de la revendication palestinienne du droit au retour : en fait, la question avait été à peine discutée entre les deux parties en présence. Dans le *New York Times*, en février 2002, Arafat en a appelé à « des solutions créatives sur le droit au retour tout en respectant les préoccupations démographiques d'Israël ».

Quant aux indemnités prévues par la résolution 194, le délégué palestinien déclara qu'il attendait que les réfugiés soient indemnisés pour les biens qu'ils ont perdus. Un comité anglo-franco-turc avait estimé, en 1949, la valeur des biens confisqués à 1 124 000 000 livres sterling. Les réfugiés devaient être indemnisés par le Fonds de gestion des propriétés abandonnées. Les Israéliens répliquèrent que ce fonds n'existait plus et que la communauté internationale devait créer un fonds pour cela. Les impôts des citoyens de la planète devaient en somme indemniser les conséquences des conquêtes territoriales des Israéliens. Ces derniers ajoutèrent d'ailleurs que ce fonds devrait également indemniser les réfugiés juifs qui ont quitté les pays arabes après 1948. En d'autres termes, les immigrants juifs s'installent dans des maisons qui ont été confisquées à des Palestiniens ou qui ont fui les massacres, mais ils doivent aussi être indemnisés.

Robert Malley et Hussein Agha révèlent que la Fédération sépharade mondiale distribua des dizaines de milliers de formulaires pour que les juifs qui avaient quitté les pays arabes déclarent leurs propriétés. On précisa que cela ne

⁴⁰ Cf. *Exchange*, Volume 49, Number 10 · June 13, 2002: "Camp David and After: An Exchange [2. A Reply to Ehud Barak]", Hussein Agha, Robert Malley. Robert Malley était un des membres de la délégation américaine à Camp David.

conduirait en aucun cas à de véritables indemnisations mais que cela donnerait un moyen de pression dans les négociations avec les Palestiniens ⁴¹.

Une campagne d'intox

Le monopole de l'interprétation de ce qui s'est passé lors des négociations de Camp David constitua un élément important de la machine de guerre idéologique du pouvoir israélien. A Camp David, on avait demandé encore des concessions aux Palestiniens qui, pourtant, avaient déjà concédé les quatre cinquièmes de leur terre. Alors que les Palestiniens s'obstinent désespérément à réclamer l'application des résolutions de l'ONU, c'est-à-dire le droit international, ce sont eux qui sont désignés comme des hors-la-loi. Selon l'argumentaire israélo-américain, le recours à la violence par les Palestiniens n'avait rien à voir avec la revendication de la fin de l'occupation, puisque les Palestiniens avaient rejeté toute possibilité d'atteindre cet objectif en se retirant de la table de négociation à Camp David.

La campagne d'intoxication qui commença visait à faire porter l'échec de la négociation sur Arafat et de fournir une fausse image de la position palestinienne afin de déstabiliser le président de l'Autorité palestinienne face à son opinion. Barak raconta par exemple que les Palestiniens étaient d'accord pour associer la question des « réfugiés juifs » à celle des réfugiés palestiniens.

Clinton avait pris l'engagement de ne pas accuser Arafat d'être responsable de l'échec du sommet. Pourtant c'est ce qu'il fit, à peine celui-ci terminé, lors d'une interview à la télévision. Il menaça même Arafat de représailles s'il déclarait unilatéralement l'Etat palestinien. Il menaça également de transférer l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem, ce qui aurait légitimé cette ville comme capitale de l'Etat d'Israël.

La thèse de Barak était que la direction palestinienne voulait un Etat palestinien sur toute la Palestine, qu'elle rejetait l'idée de deux États pour deux peuples. C'est là le nœud de son argumentaire. Or, sur la question des frontières du futur Etat, la position palestinienne officielle, adoptée dès 1988 et répétée depuis par les négociateurs palestiniens, se fonde sur un Etat palestinien avec les frontières de juin 1967 – qui délimitent par conséquent les deux États. A Camp David, les négociateurs palestiniens avaient accepté l'idée de l'annexion par Israël de territoires de la rive occidentale où se trouvent des colonies juives, mais ils ont insisté pour obtenir un échange de terres de surface et de valeur équivalentes. Ce n'était pas ce que voulaient les Israéliens, dont l'objectif est de façon permanente d'arracher le plus de territoires possible aux Palestiniens.

⁴¹ Cf. *Exchange*, Volume 49, Number 10 · June 13, 2002: "Camp David and After: An Exchange [2. A Reply to Ehud Barak]", Hussein Agha, Robert Malley. Robert Malley était un des membres de la délégation américaine à Camp David.

Les Palestiniens insistaient également sur le fait que l'annexion de territoires par les Israéliens ne devrait pas remettre en cause la continuité de leur propre territoire ni conduire à l'incorporation de Palestiniens dans Israël. Mais dans le jeu « Je te donne ceci, tu me donnes cela », ce sont toujours les Palestiniens qui doivent céder le plus. Ainsi, Clinton fit une proposition aux termes de laquelle les Israéliens annexeraient 9% de la Cisjordanie, tandis que les Palestiniens récupéreraient 1% de territoire israélien, proposition signifiant l'incorporation de dizaines de milliers de Palestiniens dans le territoire israélien.

Lorsqu'il rencontra Clinton le 2 janvier 2001, Arafat déclara qu'il acceptait les propositions du président américain mais qu'il y avait quelques points qu'il souhaitait discuter. Il ajouta : « En même temps, nous savons aussi que les Israéliens ont des vues que nous devons respecter. » Il est donc particulièrement faux de dire qu'Arafat ait rejeté « toutes » les idées de Clinton.

Contrairement aux mensonges de Barak, les négociateurs palestiniens n'ont jamais nié le droit d'Israël à exister. En revanche, on peut dire qu'Israël a rejeté un plan palestinien reconnaissant un Etat hébreu incorporant une partie des terres occupées en 1967, incluant une très large majorité de ses colons ; un Jérusalem considérablement agrandi ; la préservation de l'équilibre démographique en Israël entre juifs et arabes ; la sécurité garantie par la présence américaine.

Complaisant, Arafat s'est même prêté, peu après, à soutenir la campagne électorale de Barak, puisqu'il a signé avec le Premier ministre israélien une déclaration :

« Les deux parties déclarent qu'elles n'ont jamais été aussi près d'arriver à un accord et c'est notre conviction partagée que les divergences qui subsistent pourraient être surmontées avec la reprise des négociations après les élections israéliennes ⁴². »

Au moment où cette déclaration était faite, les deux partis, qui s'étaient rencontrés à Taba, avaient entrepris des rencontres secrètes, et si les discussions n'ont pas duré, ce n'est pas par suite de la mauvaise volonté palestinienne mais parce que les élections israéliennes avaient mis fin au mandat de Barak. Cette déclaration commune contredit à elle seule toute la propagande israélienne sur la responsabilité palestinienne de l'échec du sommet et la volonté des Palestiniens de détruire Israël. « Si nous supposons que Barak voulait bien dire ce qu'il y a dans la déclaration de Taba, cela ne peut pas être concilié avec ses propos habituels sur les Palestiniens qui sont là pour réaliser la destruction d'Israël. Cette déclaration contredit également les affirmations qui sont faites

⁴² Volume 49, Number 10 · June 13, 2002, Exchange, « Camp David and After: An Exchange » (2. A Reply to Ehud Barak), by Hussein Agha, Robert Malley.

constamment qu'Arafat a simplement rejeté une chance historique de négocier un accord⁴³. »

Le 28 septembre 2000, Ariel Sharon, candidat aux élections, se rendit sur l'esplanade des Mosquées en une visite qui fut perçue par les Palestiniens comme une provocation qui déclencha ce qu'on appelle la seconde Intifada. Ça tombait d'ailleurs très bien, car les violences qui allaient s'ensuivre allaient pouvoir être imputées à Arafat et à la direction palestinienne, accusés d'avoir déchaîné une vague de violence terroriste afin de réaliser leurs objectifs par la terreur.

Dans son interview à Benny Morris, Barak rejette la thèse selon laquelle la visite du Mont du Temple par le dirigeant du Likoud ait provoqué la seconde Intifada. « La visite de Sharon, qui a été coordonnée avec Jibril Rajoub [*le chef de la sécurité de l'autorité palestinienne pour la rive ouest*] était dirigée contre moi, pas contre les Palestiniens, pour montrer que le Likoud se sentait plus concerné par Jérusalem que moi... » Barak était (ou faisait semblant d'être) persuadé qu'après Camp David, Arafat « avait l'intention de déchaîner une violente confrontation ». La visite de Sharon « lui est tombée dans le bec comme une excellente excuse, un prétexte. »

L'échec du sommet de Camp David et le début de la seconde Intifada seraient donc la conséquence du refus d'Arafat à accepter les offres sans précédent d'Israël. Devant la violence aveugle des Palestiniens, Israël n'avait pas d'autre choix que de se défendre, dit Barak.

Dennis Ross, l'envoyé spécial de Clinton au Moyen-Orient, commenta, à propos de l'initiative de Sharon : « Je peux penser à un tas de mauvaises idées, mais je ne peux penser à une idée pire. »

Lorsqu'on objecte que ce sont les implantations juives continues dans les territoires occupés pendant son mandat et l'année qui a précédé Camp David qui ont rendu l'Intifada inévitable, Barak nie l'évidence : « Écoutez, pendant mon mandat, il n'y a eu aucune nouvelle implantation et, en fait nous avons démantelé beaucoup de colonies illégales, non autorisées. »

La thèse de la violence aveugle des Palestiniens est contredite par le département d'Etat américain lui-même⁴⁴ (cité par Hussein Agha et Robert Malley) :

« Les Palestiniens tinrent de grands rassemblements et jetèrent des pierres au voisinage du mur occidental. La police utilisa des balles

⁴³ Agha & Malley, *loc. cit.*

⁴⁴ Camp David and After: An Exchange (2. A Reply to Ehud Barak) Hussein Agha, Robert Malley, In response to Camp David and After: An Exchange (1. An Interview with Ehud Barak) (June 13, 2002)

métalliques recouvertes de caoutchouc et des balles réelles pour disperser les manifestants, tuant quatre personnes et en blessant environ 200. »

Dès lors, le nombre de morts palestiniens s'accrut rapidement : douze le 30 septembre, douze le 1^{er} octobre, quatre le 3 octobre, douze le 4 octobre. A la fin de la semaine, plus de 60 Palestiniens avaient été tués, 4 Israéliens avaient été tués. De nombreuses autres organisations, United Nations High Commissioner for Human rights, Human rights Watch, Physicians for Human Rights critiquèrent l'usage excessif de la force par les forces de défense israéliennes, souvent contre des Palestiniens sans armes.

B'Tselem, l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme, révèle que du 29 septembre au 2 décembre, 73 % des incidents n'impliquaient pas l'usage d'armes à feu par les Palestiniens : « En dépit de cela, c'est dans ces incidents que la plupart des Palestiniens furent tués ⁴⁵. » De nombreuses organisations humanitaires dénoncèrent l'usage excessif de la violence par les Israéliens. La thèse de Barak, selon lequel Arafat avait planifié une campagne de terreur comme réponse au sommet de Camp David, ne tient pas : il est vrai qu'Arafat était réticent parce qu'il considérait que la convocation au sommet de Camp David était précipitée, mais les négociateurs palestiniens n'avaient pas caché que ce sommet devait être compris comme la première d'une série de rencontres – il est vrai qu'Arafat était le seul des trois à ne pas avoir de proche échéance électorale.

Un rapport américain, cité par Robert Malley et Hussein Agha, déclarait :

« La visite de Sharon n'a pas causé l'Intifada d'al-Aqsa. Elle a eu lieu au mauvais moment et son aspect provocateur aurait pu être prévu ; il avait été prévu par ceux qui tentaient d'interdire la visite. Plus significatifs furent les événements qui suivirent : la décision de la police israélienne, le 29 septembre, d'utiliser des moyens mortels contre les manifestants palestiniens et l'échec subséquent de chaque partie de faire preuve de mesure. »

Le rapport conclut : « Il n'y a aucune base pour permettre de conclure qu'il y a eu un plan délibéré de l'Autorité palestinienne d'engager une campagne de violence à la première occasion. »

La volonté évidente des autorités israéliennes de marquer un grand coup dès le début explique le bilan extrêmement lourd, presque exclusivement du côté palestinien, en termes de morts et de blessés graves. « En retour, cela rendait sinon impossible, du moins très difficile pour la direction palestinienne de reprendre le contrôle de la situation » (Agha & Malley, loc. cit.)

⁴⁵ L'implicite de ce constat est que les Palestiniens courent moins de risques en venant armés aux manifestations.

La clé de la politique israélienne

Lors d'une conférence qu'il a tenue le 11 février 2004 à l'Université Concordia de Montréal, Norman G. Finkelstein a remis en cause l'idée habituellement admise que la question israélo-palestinienne était compliquée ⁴⁶. Il estime qu'aujourd'hui, il y a un large consensus entre les différentes parties en présence « sur ce qui est arrivé en Israël/Palestine depuis cent ans », alors que pendant longtemps « la somme de savoir sur la question était complètement dominée par une partie » ; il n'y avait alors qu'« une poignée de dissidents dans l'historiographie ». Aujourd'hui, dit-il, « le portrait général fait plus ou moins l'unanimité ». Malgré certains désaccords, « les points essentiels de cette histoire forment un consensus ».

Il y a cependant une « tentative de mystification du conflit, pour l'envelopper dans un nuage qui vise à masquer et à voiler les vrais problèmes ». Il désigne la catégorie des « professeurs pompeux et des semblants de professeurs [*qui parlent*] d'anciennes animosités, de conflit biblique, de conflits de religion et de civilisations ». Pour N. Finkelstein, « c'est là une diversion intentionnelle et une tentative délibérée pour dissimuler le vrai problème ».

Finkelstein dénonce aussi ceux qui jouent la carte de l'Holocauste afin d'« essayer d'impliquer les souffrances colossales que les Juifs ont endurées durant la Seconde Guerre mondiale, dans le but de susciter la confusion ». C'est dans cette dimension que s'insère le dernier instrument de diversion, le « nouvel antisémitisme », qui, « si on y regarde de près, et je l'ai fait (à mon grand chagrin j'ai épluché toutes les publications), n'est que pure absurdité ». Cette nouvelle carte comporte deux buts, « associer toute critique à l'encontre d'Israël à l'antisémitisme » et « exactement comme l'Holocauste nazi, (...) métamorphoser l'auteur du crime en une victime ».

Enfin, dans la stratégie de ceux qui veulent masquer le problème, il y a aussi la « prolifération vaste et incontrôlée de pures impostures qui continuent d'avoir de l'influence malgré le niveau impressionnant des connaissances... ».

Le problème principal du mouvement sioniste est celui-ci : « Que faire lorsqu'un veut créer un État majoritairement sinon homogéniquement juif dans une région qui est majoritairement non juive ? » Comme disait Ben Gourion, il

⁴⁶ Norman G. Finkelstein, « *Le Mur de l'Apartheid et l'histoire du conflit israélo-palestinien* », Compte rendu de conférence et traduction par Olivier Roy, 20 février 2004.

Norman Finkelstein est né à Brooklyn en 1953, de parents survivants des camps de concentration nazis. Il est professeur de science politique à l'Université De Paul à Chicago. Il a passé sa thèse de doctorat à Princeton sur la théorie du sionisme. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont deux traduits à ce jour en français, *L'industrie de l'Holocauste, réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, aux Éditions La Fabrique (2001) et, co-écrit avec Ruth Bettina Birn, *L'Allemagne en procès, la thèse de Goldhagen et la vérité historique*, paru chez Albin Michel (2000). On peut retrouver de nombreux textes de Norman Finkelstein – en anglais – sur son site: www.normanfinkelstein.com.

n'y a pas d'exemple dans l'histoire d'une nation qui laisse sa place à une autre nation parce que cette dernière lui a expliqué ses raisons. Il n'y a donc que deux solutions :

« La première est la voie de l'Afrique du Sud, (...) une minorité coloniale dominant une large majorité indigène exploitée. L'Apartheid. Quant à la deuxième option, c'était celle du transfert, ce qu'on nomme aujourd'hui le nettoyage ethnique. Se débarrasser de la population indigène afin de pouvoir créer un État homogène, ou à tout le moins presque homogène. Au bout du compte, peu importe comment on examine le problème, c'étaient les deux seules options si on voulait créer un État juif plus ou moins homogène ⁴⁷. »

A partir du moment où on a compris que le transfert des Palestiniens était le nœud de la politique israélienne, on peut « dissiper quatre-vingt-dix pour cent du brouillard qui enveloppe le conflit israélo-palestinien ».

Dans tout autre conflit, les gens auraient compris cela, dit Finckelstein. La résistance féroce des Amérindiens n'a jamais été expliquée par l'antichristianisme, la haine des Blancs, l'anti-européanisme. Toute personne rationnelle sait qu'ils luttèrent parce qu'on voulait leur prendre leur terre. « Alors pourquoi, dans le cas du conflit israélo-palestinien, faut-il en arriver à des explications cosmiques pour quelque chose qui est, ou à tout le moins me semble, assez simple et peu compliqué ? »

C'est donc la terre qui est le grand enjeu stratégique de l'Etat d'Israël, dont le territoire initial a été agrandi successivement par la guerre en 1949, en 1967, en 1973. C'est la grande constante de la politique israélienne depuis le début, depuis bien avant la création de l'Etat d'Israël en 1948. Cette constante est la clé qui explique la politique de ce pays, qui explique les positions que ses négociateurs défendent avec acharnement. C'est pourquoi, pensons-nous, il n'y aura jamais d'accord entre les deux protagonistes tant qu'il n'y aura pas une forte incitation venant de l'extérieur. Or, pour l'instant, le parrain américain d'Israël fait tout pour maintenir le caractère bilatéral des négociations, ce qui maintient un déséquilibre énorme entre les parties.

Après la guerre de 1948, l'Etat d'Israël annexa 80 % de la Palestine et expulsa 800 000 personnes. L'objectif n'était que partiellement réalisé, cependant, car l'Etat juif ne couvrait pas encore toute la Palestine. Après la guerre de 1967, la situation était, selon N. Finckelstein, à peu près la même : Israël conquiert le reste de la Palestine, mais ils étaient confrontés au problème de la population palestinienne qui vit sur ces territoires.

⁴⁷ « The Apartheid Wall » conférence du 11 février 2004 à l'Université Concordia de Montréal.

« Ils font face, en 1967, dit Finckelstein, au même problème auquel ils faisaient face au début du mouvement sioniste, c'est-à-dire, dans le cas de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, ils veulent la terre, mais ils ne veulent pas les habitants. »

Finckelstein conclut : « Israël, avec le soutien crucial des États-Unis, réussit à créer un État d'Apartheid dans les Territoires occupés ».

Dans le cours des années soixante-dix, le mouvement palestinien avait accepté l'idée de la solution à deux États, en application de la résolution 242. L'invasion du Liban en 1982, qui fit 20 000 morts essentiellement civiles, évacua temporairement la question de la revendication palestinienne à un Etat en envoyant la direction palestinienne en exil. Mais la question revint sur le tapis avec l'éclatement de l'Intifada en 1987, qui réintroduisit la direction palestinienne dans le jeu politique.

Finckelstein, qui s'est rendu sur place, souligne que les Palestiniens se sont révoltés « par des moyens de résistance largement non violents ». Il insiste sur les énormes souffrances subies par les Palestiniens : emprisonnements, tortures, démolitions de maisons, couvre-feux, etc., qui répond à la critique de ceux qui reprochent aux Palestiniens leur actuel recours à la violence.

Colonisation de la Cisjordanie

Faute de pouvoir évacuer par la force la population palestinienne, la stratégie israélienne consiste à disperser des colonies de peuplement sur les territoires convoités, qui constituent autant d'abcès de fixation. L'existence de chacune des colonies constitue un enjeu vital et l'évacuation d'une seule d'entre elles constituerait une menace pour l'ensemble du projet.

Au lendemain de la guerre de 1967, le gouvernement de Levy Eshkol n'avait pas de politique claire en matière d'implantations de colonies de peuplement dans les territoires occupés. Cependant, le courant principal du parti travailliste insistait sur le caractère juif de l'Etat et s'opposait à l'intégration des Palestiniens, considérant que la seule option qui restait à ces derniers était de s'intégrer dans l'Etat jordanien.

Le premier fait accompli fut l'annexion de la partie Est de Jérusalem et la région de Latroun. Cette annexion avait nécessité la destruction de trois villages palestiniens proches de la ligne de cessez-le-feu entre Israël et la Jordanie. Une colonie a été créée, Kfar Etzion, entre Jérusalem et Hébron, près de la ligne verte. Peu après est créée à Hébron la colonie de Kiryat Arba, sur l'initiative du rabbin intégriste Levinger. L'initiative est soutenue à la fois par les partis religieux nationalistes et par des responsables du parti travailliste.

Pendant toute la période où les travaillistes furent au pouvoir, la politique d'implantation israélienne dans les territoires occupés fut définie par le plan

Allon, qui fournit en la matière un cadre de référence clair. Sans entrer dans le détail du plan, celui-ci prévoyait une concentration de colonies le long de la frontière jordanienne dans la vallée du Jourdain et la création d'une enclave arabe – dans une région à forte concentration de population palestinienne – reliée à la Jordanie par un corridor, l'enclave arabe étant elle-même bordée par un réseau de colonies juives.

La judaïsation de Jérusalem était également un enjeu capital, auquel le parti travailliste s'est consacré avec attention. L'annexion de la partie arabe de la ville elle-même n'était qu'un élément d'un plan d'ensemble beaucoup plus grand. Onze quartiers et faubourgs résidentiels juifs ont été construits dans la ville et autour d'elle entre 1967 et 1973, et 19 entre 1973 et 1977. Des sommes considérables ont été consacrées à la construction de routes, à l'extension des réseaux électriques et hydrauliques.

Lorsque le Likoud arrive au pouvoir en 1977, il ne fait qu'hériter d'une machine parfaitement huilée qu'il va perfectionner. Il va accroître les confiscations de terres et accentuer la colonisation. Le plan Sharon succède au plan Allon.

Ariel Sharon, alors responsable du comité interministériel chargé des colonies de peuplement, a adopté un projet de « double colonne vertébrale » mis au point par un certain professeur Abraham Fokhman. Ce projet, adopté en 1978, sera appelé plan Sharon. Il s'agit :

- d'établir, dans un délai de vingt ans, deux lignes de colonies de peuplement s'étendant, l'une le long de la plaine littorale, l'autre des hauteurs du Golan au Nord jusqu'à Charm el-Cheikh au Sud ;
- de constituer six grands centres urbains au cœur même de la Cisjordanie ;
- d'encercler la population palestinienne par des colonies civiles et militaires en isolant les secteurs urbains palestiniens tels que Naplouse, Ramallah, Bethléem, Jéricho et Hébron ;
- d'accroître la segmentation des centres à forte population palestinienne en créant trois routes Est-Ouest reliant les colonies juives entre elles et avec Israël.

La construction du mur de séparation n'est rien d'autre que la phase finale d'un plan mis au point par l'actuel Premier ministre il y a plus de vingt ans.

Un mois après la signature des accords de camp David entre Israël et l'Égypte, un plan directeur pour le développement de la colonisation en Cisjordanie 1979-1983, dit projet Drobless, prévoit l'établissement de près de 70 colonies de peuplement en cinq ans, l'augmentation de la population des colonies à 120-150 000 habitants, l'abandon des colonies existantes dans le

Sinai égyptien. Cette politique de colonisation devait être réalisée méthodiquement et prévoyait :

- la création de vingt-deux blocs denses réunis entre eux et formant de grands centres urbains ;
- la création d'une bande continue de colonies autour de la chaîne de montagnes de Cisjordanie afin d'encercler les zones peuplées par la « minorité » palestinienne ;
- la création de colonies juives au sein même des zones habitées par les Palestiniens.

L'idée générale est que chaque implantation de colons juifs nécessite une zone de sécurité beaucoup plus large et que plus il y a d'implantations, moins il restera de surface pour les Palestiniens. L'exemple le plus caractéristique de cette politique de provocation est Hébron, où 450 fanatiques juifs au milieu d'une ville de 120 000 Palestiniens occupent, avec la zone de sécurité, pratiquement 20 % de la surface de la ville. On peut citer aussi les colonies d'Ariel et de Maaleh Adumim qui sont implantées au cœur de zones arabes.

D'une façon générale, les colonies sont considérées comme une partie intégrante du système de défense israélien : pendant les périodes calmes, elles assurent une présence et un contrôle, pendant les périodes de crise elles servent de point d'appui à la répression contre les Palestiniens.

Pour compléter ce dispositif, le gouvernement israélien envisageait au début des années quatre-vingts de porter à 165 le nombre des colonies en Cisjordanie – Jérusalem et la vallée du Jourdain non comprises – afin d'accueillir 1,3 million d'habitants. L'éparpillement des colonies devait à terme permettre de réclamer une continuité territoriale entre les zones de peuplement juif et d'accentuer la « bantoustinisation », c'est-à-dire la séparation des zones de population palestinienne entre elles. C'est exactement la politique qu'applique actuellement Netanyahou.

Les terres qu'il n'était pas possible de s'appropriier dans l'immédiat étaient déclarées parcs naturels. Tandis que les travaillistes avaient établi 86 colonies en dix ans, sous le gouvernement du Likoud, entre 1977 et 1984, 115 colonies ont ainsi été constituées : 42 à Naplouse, 23 à Hébron, 15 dans la vallée du Jourdain, 19 à Jérusalem, 16 à Ramallah. La politique du fait accompli vise à créer une situation telle qu'il devient impossible d'envisager la séparation des colonies des territoires occupés.

Le gouvernement Shamir tentera d'accélérer le processus d'occupation jusqu'à son départ en 1992. En 1985 Israël avait confisqué 51 % de la superficie totale de la Cisjordanie ; en 1991, 66 %, soit une augmentation de 30 % de la superficie initialement occupée en 1985.

Cependant, Shamir ne suivit pas la même voie que ses prédécesseurs : il entreprit d'accroître la densité de la population occupant des colonies déjà existantes, afin de loger l'afflux des immigrants venant des pays de l'Est. Le nombre de nouvelles colonies constituées fut relativement faible. Huit des onze colonies implantées sous Shamir l'ont été pendant la première année des négociations de paix. A la fin de l'année 1992, le nombre des colons dans les territoires occupés était estimé à 200 000.

Il y a une logique perverse dans la politique d'implantation de colonies organisée par les gouvernements israéliens successifs. En effet, on installe des colonies de peuplement, c'est-à-dire des femmes et des enfants, en bordure, voire à l'intérieur même de zones à fort peuplement palestinien, pour défendre la sécurité d'Israël, ce qui implique l'implantation de nouvelles colonies, etc. Ilan Halevy cite les propos d'un Israélien sur cette situation absurde :

« Chaque fois que nous conquérons et occupons un nouveau territoire, nous ne le faisons pas à cause de notre appétit pour les terres, mais parce que l'ennemi menace nos maisons, nos femmes et nos enfants. Nous devons donc repousser cet ennemi en repoussant sans cesse les limites des frontières qui protègent nos maisons. Puis, après que nous soyons devenus, contre notre gré, propriétaires de nouveaux territoires, nous ne pouvons supporter la vue d'une terre non habitée par des Juifs. Nous amenons nos femmes et nos enfants sur la nouvelle ligne de front et là, ils sont menacés par les tirs ennemis ; lorsque ces ennemis nous frappent, à nouveau nous n'avons pas le choix, nous sommes obligés d'élargir notre territoire. Et ainsi, avec l'aide de Dieu, nous arriverons à nous établir non seulement sur le mont Arara, au nord de la Turquie, à l'emplacement où s'est échouée l'Arche de Noé, mais également au Yémen, patrie bien-aimée de notre roi Salomon, le sage bien connu ⁴⁸. »

La déportation des Palestiniens

La construction du mur a commencé en avril 2002, sans que cela suscite à l'époque de réaction au niveau international. Il s'agit d'un projet pharaonique pour un pays de sept millions d'habitants qui entreprend la construction d'un mur de 650 kilomètres et dont le coût est estimé à 1,2 milliard d'euros.

La question du mur de séparation construit par les autorités israéliennes pour enfermer les Palestiniens se justifie, aux dires des autorités israéliennes, par la nécessité d'empêcher les actes de terrorisme palestinien. Il est douteux que les

⁴⁸ Cité par Ilan Halévi, La colonisation israélienne dans les territoires arabes occupés, Les Arabes dans les territoires occupés par Israël, Colloque de Bruxelles, Vie ouvrière, Bruxelles 1981, p. 98.

autorités israéliennes pensent réellement que ce mur pourra empêcher les attentats dont la population israélienne est régulièrement la victime.

« Le mur israélien suffira-t-il à contenir - sinon à vaincre - le terrorisme ? Rien ne l'indique. Ce qui par contre est certain, c'est que l'on ne s'attaque pas à un mur de 8 mètres de haut à l'aide de kalachnikov, de bombes humaines ou de pierres dérisoires, mais à l'artillerie lourde. La lutte armée des Palestiniens a de belles heures de gloire devant elle, à ce rythme et avec ce genre de cible. » (« Le Mur de l'Apartheid. C'est Israël qui s'enferme » par David Berrué, 16 janvier 2004.)

En d'autres termes, la construction du mur, après une période de réadaptation, va susciter des formes nouvelles de terrorisme, plus complexes.

Des milliers d'hectares ont été confisqués aux Palestiniens pour construire ce mur – car il va de soi que celui-ci n'empiète aucunement sur le territoire israélien. La vie de centaines de milliers de Palestiniens va en être affectée, par la destruction de puits dont l'agriculture a besoin, l'arrachage de milliers d'oliviers et d'arbres fruitiers, la destruction de terres horticoles. La circulation de milliers de personnes sera entravée : écoliers, étudiants, malades ou simplement des gens rendant visite à leur famille. 260 000 personnes seront enfermées dans 80 enclaves surveillées par des miradors, dont elles ne pourront sortir qu'à des heures données, munies de laisser-passer.

Le simple tracé de ce mur, dont une partie est déjà construite, révèle de façon limpide les intentions réelles du gouvernement israélien. La construction de ce mur est la dernière étape d'un processus commencé il y a longtemps et mis en œuvre avec une extrême ténacité. Elle doit également être interprétée comme un symptôme, celui de l'échec du sionisme à mettre en application son plan initial d'expulsion en masse des Palestiniens des territoires que les Israéliens revendiquent comme le leur, au nom de la Bible.

Ce projet initial consistait à annexer un territoire dont les dirigeants israéliens auraient souhaité qu'il soit vidé de sa population palestinienne. Faute d'avoir pu réaliser cet objectif d'épuration ethnique ⁴⁹, les autorités israéliennes ont choisi une autre voie, finalement peu différente, celle de la relégation des Palestiniens dans des bantoustans. Ce n'est pas à proprement parler une « ex »-pulsion, c'est un « in »-pulsion qui consiste à concentrer la population palestinienne, dont on ne peut pas se débarrasser, dans les zones où elle gêne le moins : en effet, si on superpose les zones de peuplement de cette population avec une carte de géographie physique de la région, on s'aperçoit que les Palestiniens sont essentiellement repoussés vers les hauteurs.

⁴⁹ C'est le terme employé par Michel Warschawski ; cf. « Etat, nation et nationalisme. – Actualité du sionisme », *L'Homme et la Société* n° 114, 1994, p. 28.

L'idée de « transférer », c'est-à-dire de déporter les Palestiniens n'est pas nouvelle. Elle figure dès le début dans le projet sioniste et cette éventualité n'a jamais été abandonnée par les dirigeants d'Israël.

C'est Théodore Herzl, l'idéologue du sionisme qui, le premier, a envisagé la possibilité du « transfert » des Palestiniens. Dans son esprit, cependant, il s'agissait d'un transfert pacifique, ce qui aurait été, à vrai dire, une première dans l'histoire de l'humanité.

A la fin du siècle dernier, Herzl écrivait dans son journal intime :

« Les sionistes vont exproprier gentiment les Arabes et essayer de faire évanouir cette population sans ressources hors des frontières du pays, en leur procurant des emplois dans les pays transitoires, tandis qu'aucun emploi ne leur sera fourni dans notre pays. » (Herzl T. *The complete diaries*, Herzl Press and Thomas Yosseloff, New York, 1960, Vol. 1, p. 88.)

Le 12 juin 1895, il écrivit encore :

« En achetant de la terre, nous apportons des avantages matériels au pays qui nous accueille. Peu à peu nous devons nous rendre maîtres des terres, privées de leur propriétaire, dans les régions où nous nous installerons. Nous essayerons de transférer leurs misérables habitants au-delà des frontières, sans que cela provoque des remous, en leur assurant du travail dans les pays de transition. Mais dans notre pays nous ne leur fournirons aucun travail... Il est de notre intérêt que les propriétaires fonciers pensent qu'ils nous exploitent en obtenant des prix excessifs pour leurs terres. Mais aucune terre ne leur sera jamais revendue. »

On voit donc que l'idée même de la création de l'Etat d'Israël est fondée sur l'expulsion des Palestiniens, qui a commencé préalablement à la fondation de l'Etat, et dont la guerre qui a abouti à la création de l'Etat n'a été qu'une première étape. C'est ce qu'explique Michel Warschawski :

« Comme tous les autres obstacles au projet sioniste, il fallait débayer le terrain de ses indigènes, et ce par les trois commandements du sionisme : rédemption de la terre, à savoir achat des terres aux propriétaires absentéistes avec comme condition l'expulsion des paysans arabes ; conquête du travail, c'est-à-dire expulser les travailleurs arabes du marché du travail, en particulier en fondant la Histadrut dont l'objectif est de faciliter l'emploi exclusif de la main-d'œuvre juive par des boycotts, des subventions, des actes de violence ; acheter des produits juifs, en boycottant (souvent en détruisant) les produits arabes⁵⁰. »

⁵⁰ Michel Warschawski, *op. cit.*

La politique d'expulsion trouve sa raison dans trois phénomènes complémentaires :

Un problème de territoire. Dans les territoires occupés, où coule un fleuve stratégique, le Jourdain, les autorités israéliennes tentent d'annexer des territoires vidés de leur population. Faute de pouvoir réaliser intégralement ce projet, l'implantation de nombreuses colonies juives dans les territoires palestiniens constituent des points de fixation d'autant plus importants que chaque colonie implique l'existence d'une zone de sécurité d'où les Palestiniens sont expulsés. Ensuite vient la nécessité de construire des routes pour relier ces colonies, routes interdites aux Palestiniens. Mais ces routes elles-mêmes nécessitent des zones de sécurité élargies. Ainsi, les Palestiniens sont effectivement peu à peu expulsés, sous une forme plus « bénigne », celle de l'expropriation, et concentrés sur un territoire de plus en plus réduit.

La construction du mur lui-même suit cette logique, dans la mesure où il empiète systématiquement et de façon substantielle sur le territoire palestinien. Lorsque sa construction sera terminée, il conviendra de mesurer combien de centaines de kilomètres carrés il aura permis d'annexer à Israël. En effet, contrairement à l'idée communément admise, il ne s'agit pas d'une clôture se situant sur la ligne verte, c'est-à-dire la ligne qui, selon les accords internationaux, sépare Israël des territoires occupés : il empiète de 6 à 7 kilomètres sur les territoires palestiniens, mais pénètre par moments de trente kilomètres dans ces territoires. Ce mur ne se limitera pas à la partie occidentale de la Cisjordanie, il encerclera deux enclaves palestiniennes à l'Est, coupant les Palestiniens de l'accès au Jourdain.

Un problème de population. En Israël même, la population palestinienne, qui a un statut de citoyen de seconde zone, se caractérise par une natalité nettement supérieure à la natalité israélienne. Ce problème, ajouté à une forte émigration juive, en particulier ashkénaze, est un problème extrêmement préoccupant pour l'Etat d'Israël, où les statistiques démographiques relèvent du secret d'Etat. L'ancien Premier ministre Moshe Kohl avait déclaré en 1967 que l'annexion par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, signifiant l'intégration dans l'Etat d'Israël des populations palestiniennes qui s'y trouvaient, aurait créé en une vingtaine d'années un Etat binational et un Etat à majorité arabe à la fin du siècle. Vingt ans plus tard, Kohl soutint que le problème démographique était la « bombe à retardement » de l'Etat d'Israël. C'est pourquoi la politique d'annexion permanente de territoires palestiniens a pour corollaire l'exigence de réduire le plus possible la population palestinienne dans les territoires annexés.

La religion La politique d'expulsion trouve également sa légitimation dans la religion. Rappelons que l'Etat d'Israël, à la demande des fondamentalistes

religieux, n'a pas de constitution, parce que seule la Bible peut servir de référence légitimante. Les fondamentalistes juifs, tels le Goush Emounim, jouent à fond la carte de la légitimité religieuse, dénonçant les aspirations à la « normalité » comme une « illusion des sionistes laïcs » : les Juifs ne peuvent pas être « normaux » car l'« unicité éternelle » des Juifs vient de leur alliance avec Dieu sur le mont Sinaï, ce qui fait dire au rabbin Shlomo Aviner que « Dieu peut exiger des autres nations qu'elles se soumettent à des codes abstraits de "justice et de vertu", mais ces codes ne s'appliquent pas aux Juifs ». Notons que les fondamentalistes islamiques tiennent strictement le même discours. La « doctrine » de Netanyahou reposait sur les mêmes principes : le peuple juif a un droit imprescriptible et éternel sur Eretz Israël, le Grand-Israël de la Méditerranée au Jourdain.

Un traité qui consacrerait le partage de la Palestine serait donc une trahison et n'aurait aucune valeur. Cette opinion est largement partagée par la population israélienne. C'est cette même idée qui avait poussé Yigal Amir à assassiner Rabin, qui était devenu un traître en envisageant de céder du terrain aux Palestiniens⁵¹. Les documents signés à Oslo n'avaient aucune valeur pour bon nombre de nationalistes israéliens. Parler de respect des accords ou de droit international n'a par conséquent aucun sens pour des gens comme Netanyahou ou Sharon, qui ont été élus pour que les droits des Palestiniens ne soient pas reconnus. Les élections ont révélé qu'une bonne moitié des électeurs israéliens est opposée au « processus de paix », approuve la ligne dure du Premier ministre et l'éventualité d'une confrontation permanente avec les Palestiniens.

Un droit biblique

Les rabbins nationalistes orthodoxes et la centaine de milliers de séminaristes juifs sont mobilisés pour chercher dans la Bible des arguments et des exemples pour effectuer ce « transfert ». En avril 1969, un certain Shraga Gafni (qui pourrait être le pseudonyme du Grand rabbin ashkénaze d'Israël Shlomo Goren), publiait dans la revue *Mahanaim*, journal de l'aumônerie militaire, ses réflexions :

« Quant aux Arabes, élément étranger qui réside dans le pays, mais qui est par son essence étranger à cette terre, on doit leur appliquer la même sentence qu'on a appliquée à tous les éléments étrangers antérieurs. Nos guerres contre eux sont inévitables... Leur seul et unique but est de vous détruire. Il n'y a pas d'autre remède que de les détruire. Telle fut la punition des Amalécites. (La Bible-Samuel I, Ch. 15). » (Rapporté par Noam Chomsky, *Guerre et Paix au Proche Orient*, Belfond, Paris, 1974.)

⁵¹ Yigal Amir, le fondamentaliste qui a assassiné Rabin, a été autorisé à voter en prison...

Lorsque la branche française du Likoud⁵² reçut Netanyahu à l'Aquaboulevard de Paris, ce dernier déclara que « les droits d'Israël sont inscrits dans la Bible, et non dans les déclarations de l'ONU ». Il est clair qu'à partir de là, aucune négociation n'est possible et accuser les Palestiniens de refuser de négocier relève de l'hypocrisie. Netanyahu comme Sharon font bien partie de ceux qui refusent d'aborder le problème israélo-palestinien en termes concrets, de détermination de frontières, d'arrangements de sécurité, de partage des ressources naturelles, mais qui le réduisent à de prétendus commandements de Dieu. Une telle approche ne peut que conduire l'ensemble de la région à la catastrophe.

Il y a donc une conviction profondément ancrée dans une grande partie de la population que l'ensemble du territoire de la Palestine appartient de droit aux Juifs et que tous ceux qui s'y trouvent sont des imposteurs qui doivent partir. C'est à partir de ce constat idéologique que toute la politique des autorités israéliennes s'explique, et en particulier la déportation de l'ensemble de la population palestinienne.

Israël, nous l'avons dit, n'a pas de frontière officielle. Golda Meir, l'ancien Premier ministre, disait : « Nos frontières seront là où nous nous installerons... » Lorsqu'on regarde une pièce de monnaie israélienne, on voit une carte d'Israël assez surprenante. On s'aperçoit que les frontières du pays débordent sur le Liban, la Jordanie, l'Égypte, la Syrie et l'Irak. C'est un cas unique. On imagine aisément le remue-ménage que provoquerait une situation analogue si n'importe quel autre pays faisait figurer sur sa monnaie une expression aussi évidente de ses ambitions territoriales... David Ben Gourion déclara en 1938 que « les frontières des aspirations sionistes incluent le Liban-Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cisjordanie, et le Sinaï⁽⁵³⁾. »

Il existe une très nombreuse documentation qui prouve que la déportation des Palestiniens est un projet profondément ancré, et depuis longtemps, dans la perspective politique sioniste. Le document où les choses sont dites avec le plus de clarté et un livre écrit par un certain Jabotinski, *le Mur d'acier*.

Le mur d'acier est un livre écrit par le fondateur du sionisme dit « révisionniste », c'est-à-dire un sionisme d'extrême droite qui rejetait la façade libérale et sociale du sionisme originel. Voici ce qu'il dit :

« Il ne peut être question d'une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant ni dans un futur prévisible. Toute personne de bonne foi, mis à part les aveugles de naissance, a compris depuis longtemps

⁵² La communauté juive de France a été très choquée par le fait que le Premier ministre israélien Netanyahu, lors de sa visite en France, n'ait pas cru utile de rendre visite au CRIF, qui représente l'ensemble des organisations juives en France, alors qu'il participa à un dîner-meeting avec la branche française du Likoud, qui constitue la frange la plus extrémiste du judaïsme français.

⁵³ Cité par Israël Shahak, *Journal d'études palestiniennes*, printemps 1981.

l'impossibilité complète d'aboutir à un accord volontaire avec les Arabes de Palestine pour la transformation de la Palestine d'un pays arabe en un pays à majorité juive. Chacun d'entre vous a une compréhension globale de l'histoire de la colonisation. Essayez de trouver un seul exemple où la colonisation d'un pays s'est faite avec l'accord de la population autochtone. Ça ne s'est produit nulle part.

« Les autochtones combattront toujours obstinément les colonisateurs – et c'est du pareil au même qu'ils soient civilisés ou non. Les compagnons d'armes de Hernan Cortez ou de Francisco Pizarre se sont conduits comme des brigands. Les Peaux-Rouges ont combattu avec ferveur et sans compromis les colonisateurs au bon cœur comme les méchants. Les indigènes ont combattu parce que toute forme de colonisation n'importe où à n'importe quelle époque est inacceptable pour le peuple indigène.

« Tout peuple indigène considère son pays comme sa patrie, dont il veut être totalement maître. Il ne permettra pas de bon gré que s'installe un nouveau maître. Il en est ainsi pour les Arabes. Les partisans du compromis parmi nous essaient de nous convaincre que les Arabes sont des espèces d'imbéciles que l'on peut tromper avec des formulations falsifiées de nos buts fondamentaux. Je refuse purement et simplement d'accepter cette vision des Arabes palestiniens.

« Ils ont exactement la même psychologie que nous. Ils considèrent la Palestine avec le même amour instinctif et la ferveur véritable avec laquelle tout Aztèque considérerait Mexico ou tout Sioux sa prairie. Tout peuple combatta les colonisateurs jusqu'à ce que la dernière étincelle d'espoir d'éviter les dangers de la conquête et la colonisation soit éteinte. Les Palestiniens combattront de cette façon jusqu'à ce qu'il n'y ait pour ainsi dire plus une parcelle d'espoir.

« Peu importe les mots que nous utilisons pour expliquer notre colonisation. La colonisation a sa propre signification intégrale et inévitable qui est comprise par tous les Juifs et tous les Arabes. La colonisation n'a qu'un but. C'est dans la nature des choses. Changer cette nature est impossible. Il était nécessaire de mener la colonisation contre la volonté des Arabes palestiniens et cette nécessité existe aujourd'hui de la même manière. Même un accord avec les non-Palestiniens est une lubie du même type. Pour que les nationalistes arabes de Bagdad, de La Mecque et de Damas acceptent de payer un tel prix, il faudrait qu'ils refusent de maintenir le caractère arabe de la Palestine.

« Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine, ni aux Palestiniens ni aux Arabes. Par conséquent, un accord volontaire est inconcevable. Toute colonisation, même la plus réduite, doit se poursuivre au mépris de la volonté de la population indigène. Et donc, elle ne peut se poursuivre et se développer qu'à l'abri du bouclier de la force, ce qui veut

dire un Mur d'acier que la population locale ne pourra jamais briser. Telle est notre politique arabe. La formuler de toute autre façon serait de l'hypocrisie.

« Que ce soit au travers de la déclaration Balfour ou au travers du mandat, l'exercice d'une force étrangère est une nécessité pour établir dans le pays les conditions d'un pouvoir et d'une défense par lesquels la population locale, quels que soient ses désirs, soit privée de la possibilité d'empêcher la colonisation, par des moyens administratifs ou physiques. La force doit jouer son rôle – brutalement et sans indulgence. De ce point de vue, il n'y a pas de différence significative entre nos militaristes et vos végétariens. Les uns préfèrent un Mur d'acier fait de baïonnettes juives, les autres un Mur d'acier constitué de baïonnettes anglaises.

« Au reproche habituel selon lequel ce point de vue est immoral, je réponds “absolument pas”. C'est notre morale. Il n'y a pas d'autre morale. Aussi longtemps qu'il y aura la moindre étincelle d'espoir pour les Arabes de nous résister, ils n'abandonneront pas cet espoir, ni pour des mots doux ni pour des récompenses alléchantes, parce qu'il ne s'agit pas d'une tourbe mais d'un peuple, d'un peuple vivant. Et aucun peuple ne fait de telles concessions sur de telles questions concernant son sort, sauf lorsqu'il ne reste aucun espoir, jusqu'à ce que nous ayons supprimé toute ouverture visible dans le Mur d'acier ⁵⁴. »

Ce texte a le mérite d'être extrêmement explicite, et il est frappant de constater qu'il n'y transparaît aucun mépris pour les Palestiniens. Ce sont des adversaires qu'il faut battre et Jabotinsky le dit sans hypocrisie, ce qui ne sera pas le cas des dirigeants israéliens après la fondation de l'Etat, qui nieront l'existence même d'un peuple palestinien, ce que ne fait pas du tout Jabotinsky. La lecture de ce texte ne laisse par ailleurs aucune ambiguïté sur le caractère colonial du projet sioniste.

Si Jabotinsky peut être classé, politiquement parlant, dans l'extrême droite, le point de vue de la gauche ne divergeait pas fondamentalement. Ainsi, c'est lors d'un congrès du Mapaï, le Parti travailliste d'Eretz Israël, qui rassembla, à Zurich, le 7 août 1937, les délégués de la Palestine et de ses alliés à l'étranger, que la doctrine du « transfert » des Palestiniens hors de leur pays fut officiellement proposée et adoptée par les dirigeants sionistes. Jusqu'alors, le problème du « transfert » des Palestiniens n'avait été débattu dans aucun congrès sioniste. Après ce congrès, un des chefs de la gauche déclara :

« Quant au transfert forcé, moi, en qualité de membre du kibboutz Ramat Hakovesh, je serais très heureux si nous pouvions être libérés du plaisant voisinage des habitants de Tirah et de Qualquilia » [bourgades

⁵⁴ Cité par Ralph Shoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, Sélio, 1988.

palestiniennes], ajoutant : « Peut-on espérer que les Arabes accepteront cela de leur libre volonté ? » (Israel Shahak, « L'idée du “transfert”, Revue d'Etudes Palestiniennes, no.29, automne 1988.)

Il est vrai que, durant la guerre de 1948, les kibboutzim, toutes tendances politiques confondues, prirent une part active dans l'expulsion des Palestiniens de leurs villes et villages.

Il n'est donc plus question de méthodes pacifiques lorsque Joseph Weitz⁵⁵ écrit dans son journal, le 19 décembre 1940 :

« Entre nous soit dit, il doit être clair qu'il n'y a pas de place pour deux peuples dans ce pays... Si les Arabes quittent le pays, il pourrait suffire... La seule solution, c'est la terre d'Eretz Israël, ou, tout au moins, la partie occidentale d'Eretz Israël sans la Transjordanie⁵⁶ vide d'Arabes. Aucun compromis ne peut être fait sur cette position... Il n'y a pas d'autre solution que de transférer les Arabes dans les pays voisins, tous les Arabes... Tous doivent prendre la direction de la Syrie, de l'Irak et même de la Transjordanie. Ce n'est que grâce à ce transfert que le pays pourra accueillir des millions de nos frères. » (Cité par Ilan Halevy, *Sous Israël, la Palestine*, Le Sycomore, Paris 1978, p. 148.)

Quelques mois plus tard, le 22 juin 1941, Weitz rallia des dirigeants sionistes importants à son projet de transfert : « La terre d'Eretz Israël n'est pas du tout petite, si seulement on la vide des Arabes, et si on élargit un peu ses frontières, au nord jusqu'au Litani et à l'est jusqu'aux hauteurs du Golan... Leurs Arabes doivent être transférés en Irak et dans le nord de la Syrie. »

Chaim Weizman, dirigeant exécutif de l'Agence juive, qui allait devenir président, rencontra à Londres en 1943 l'ambassadeur d'URSS Ivan Merski. Des extraits du journal de l'ambassadeur furent publiés (*Yediot Ahronot* 25 mai 1995). Celui-ci écrivit : « D'après Weizman, le seul moyen de sauver les Juifs d'Europe centrale, et tout spécialement les Juifs polonais, était de transférer un million d'Arabes de la Palestine, et d'installer à leur place 4 à 5 millions de Juifs de Pologne et autres pays ».

Lorsque l'ambassadeur fit remarquer qu'il s'agissait de mettre 5 millions de Juifs à la place d'un million d'Arabes, Weizman répondit : « N'ayez crainte, les Arabes sont surnommés les fils du désert. Les Arabes sont primitifs et paresseux de par leur nature, et sont capables de transformer en désert les jardins les plus florissants. Si seulement vous me donnez cet espace, je me montrerai capable d'y installer cinq Juifs en lieu et place d'un Arabe. La seule question qui se pose est comment obtenir ce territoire. »

⁵⁵ Directeur du département de colonisation du Fonds National Juif, organisme chargé d'acheter les terres de gros propriétaires fonciers pour les remettre aux colons juifs, un des responsables de la colonisation sioniste.

⁵⁶ C'est-à-dire sans l'actuelle Jordanie.

Le 30 novembre 1951, Joseph Weitz se rendit en Argentine. Un juif sioniste était prêt à mettre 60 000 ha à la disposition des Israéliens pour qu'ils réalisent le projet d'y transférer des Palestiniens. De retour en Israël, Weitz se rendit le 6 mars 1952 au village de Jish, en Haute Galilée, pour essayer de convaincre ses habitants chrétiens d'accepter son plan. Dans une lettre à sa bru, datée du 3 novembre 1952, il relate la suite :

« C'est alors que j'entendis les paroles d'un Arabe, qui s'était tout le temps tenu dans un coin, silencieux comme les autres auditeurs, et qui dit : "Aucun pays n'est aussi beau que le nôtre. Même nos montagnes valent mieux que leurs plaines de là-bas. Même sur le rocher les plantes poussent, et chaque pierre ici donne du blé". Je regardai celui qui venait de parler, et j'eus la nausée. » (*Loc. cit.*)

Cette réflexion d'un paysan palestinien est parfaitement significative de l'incompréhension existant entre le citoyen occidental et le paysan palestinien passionnément accroché à sa terre. Les électeurs israéliens qui ont porté Sharon au pouvoir ne comprennent pas que les Palestiniens n'abandonneront jamais leur terre. C'est une chose que Yitzhak Rabin avait probablement comprise.

« Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages »

L'un des mythes fondateurs de l'Etat d'Israël est que la Palestine était une terre sans habitants, que les Juifs ont acheté la terre qu'ils occupent donc légitimement. Plus grand monde aujourd'hui ne pense que la Palestine n'était peuplée que de quelques bédouins épars. Elle était au contraire densément peuplée d'agriculteurs, avec de nombreux villages dont une bonne partie ont été complètement rasés pour créer des kibboutz.

L'idée de kibboutz est associée à celle d'un groupe de pionniers qui, par leur travail acharné et dans des conditions difficiles, ont « fertilisé le désert ». En fait, la plupart des kibboutz se sont implantés sur des terres agricoles fertiles précédemment exploitées par les Palestiniens, qui sont d'excellents agriculteurs. Les premiers colons, qui n'avaient aucune expérience agricole, ont employé les paysans palestiniens qu'ils avaient expulsés. On a souvent pris garde de raser jusqu'à leurs fondations les maisons des villages, dont la deuxième ou troisième génération de kibboutzniks ignore même souvent l'existence.

Moshé Dayan déclara, en 1969, aux étudiants de l'Institut de technologie israélien : « Nous sommes arrivés ici dans un pays peuplé d'Arabes, et nous construisons ici un Etat hébreu, juif. A la place des villages arabes, nous avons établi des villages juifs. Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages et je ne vous le reproche pas, car les livres de géographie correspondants n'existent

plus. Et non seulement les livres, mais les villages n'existent plus (...) Il n'y a pas une seule implantation de colons qui n'ait été faite sur les lieux d'un ex-village arabe. » (Moshe Dayan, *Haaretz*, 4 avril 1969.) L'éradication est aussi une des formes de la déportation.

Les historiens israéliens eux-mêmes évaluent le nombre des Palestiniens qui ont fui entre 1947 et 1949 entre 900 000 et 1 300 000. Par ailleurs, ce sont les statistiques israéliennes elles-mêmes qui chiffrent entre 6 et 9 % la proportion de terres achetées par les Juifs, le reste ayant donc été approprié par la force, en expulsant la population qui s'est entassée dans des camps de réfugiés. Pourtant, plusieurs générations plus tard, les réfugiés dans les camps se désignent toujours par le village dont leurs familles ont été expulsées. Un rapport de l'ONU datant de 1947 estime que les Palestiniens possédaient alors 93 % de la terre. Le mythe de « l'achat des terres par les Juifs » tombe.

A la fin du siècle dernier et au début de XX^e siècle, il y avait eu une première vague d'immigration dont les membres s'étaient relativement intégrés au pays. La seconde vague d'immigration, entre 1904 et 1907, fut différente. Surtout, le contexte idéologique avait complètement changé, comme l'atteste Ben Gourion :

« Parmi les premières déceptions, il y eut le spectacle des Juifs de la première *aliya*, vivant maintenant comme des effendis, tirant leurs revenus de plantations et de champs cultivés par de la main-d'œuvre embauchée, ou de métiers du genre de ceux par lesquels nous ne réaliserons jamais de réhabilitation nationale ⁵⁷. »

L'objectif de cette seconde *aliya* était de créer une communauté indépendante du point de vue économique, culturel, linguistique et, surtout, « capable de se défendre », c'est-à-dire un embryon d'Etat. Une véritable lutte s'engagea contre les propriétaires terriens juifs qui préféraient la main-d'œuvre arabe à celle, sans expérience, des Juifs. Jusqu'alors, les paysans palestiniens qui cultivaient les terres que les propriétaires avaient vendues aux Juifs étaient embauchés comme ouvriers agricoles ; désormais on empêche leur embauche, ce qui accroît le ressentiment.

Les sionistes n'entendaient en aucune manière s'accorder de la présence des Palestiniens. Eli Eliachar raconte ⁵⁸ que lorsque, en 1921, des notables Juifs orientaux se proposèrent comme médiateurs entre les sionistes et les notables palestiniens, leur proposition fut catégoriquement rejetée. Selon Eliachar, les Juifs autochtones soutenaient l'idée que les Juifs de Palestine devaient s'intégrer à la région, ce qui n'était pas du tout le projet des sionistes. Ces derniers se sont

⁵⁷ David Ben Gourion, *Years of Challenge*, Londres 1964.

⁵⁸ Eliahu Eliachar, *Vivre avec les Palestiniens*, Jérusalem, 1975.

également opposés à l'existence d'un système éducatif commun pour Juifs et Palestiniens. Une médiation proposée par les Juifs autochtones, après la création de l'Etat d'Israël, afin de trouver une solution pacifique au problème palestinien, aurait également reçu une fin de non-recevoir catégorique.

La guerre de 1948 allait montrer de façon évidente que l'objectif des sionistes était d'obtenir l'expulsion de la population palestinienne. L'expulsion de plus d'un million de Palestiniens, en 1948 et en 1967, n'a pas été le simple résultat malheureux de la guerre mais celui d'une volonté délibérée.

Les Palestiniens eux-mêmes ont très peu participé aux combats qui se sont déroulés entre le vote de la résolution 181 créant un Etat palestinien et un Etat juif (29 novembre 1947) et la proclamation de l'indépendance d'Israël (14 mai 1948). David Ben Gourion lui-même le reconnaît : « Les masses paysannes [*palestiniennes*] ne participèrent pas aux émeutes » écrit-il le 15 décembre 1947. Trois mois plus tard il écrit de nouveau : « Les Arabes [*palestiniens*] dans leur grande majorité ne cherchent pas la guerre avec nous. » Dans certaines régions, les chefs arabes avaient signé des pactes avec leurs voisins Juifs pour éviter une conflagration générale⁵⁹. Or l'armée clandestine juive (*Haganah*) et les groupes terroristes juifs d'extrême droite (l'Irgoun de Menahem Begin et le groupe Stern) menèrent une stratégie de conquête : Ben Gourion écrit ainsi dans son journal au début de 1948 : « Au cours de l'assaut, nous devons être prêts à porter le coup décisif, à savoir : détruire l'agglomération ou bien expulser ses habitants pour prendre leur place. » (Y. Nimrod, *op. cit.* p. 92.) Le village palestinien de Deir-Yassine, dans la banlieue de Jérusalem, avait passé un pacte de non-agression avec le village juif de Guivat-Chaoul. Il fut attaqué par le groupe Stern et l'Irgoun le 10 avril 1948 : 254 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, furent massacrées. D'autres « hauts faits d'armes » restent inaccessibles aux chercheurs, parce que leur divulgation porterait atteinte à l'intérêt national. C'est le cas de plusieurs massacres commis en 1948, au sujet desquels un journaliste du *Jerusalem Post* voulait, en octobre 1986, consulter les archives. Un certain nombre de dossiers détenus par les archives d'Etat, tels que « Expulsion des habitants », « Transfert des habitants », « Destruction des villages arabes » sont interdits à la consultation, constate Tom Segev (*Jerusalem Post*, 30 mai 1985).

D'autres massacres commencent à être connus, comme ceux, commis en octobre 1948, de Nasr-ed-Dine près de Tibériade et de Douaima près d'Hébron, où des journalistes de *Hadashot* ont découvert une fosse commune contenant un nombre indéterminé – plusieurs centaines, selon l'ancien maire du village – de corps de villageois abattus par des militaires du 89^e bataillon. (Cf. *Hadashot* 24 et 26 août 1984.)

⁵⁹ Yoram Nimrod, *Rencontre au carrefour – Juifs et Arabes en Palestine pendant les dernières générations* (en hébreu), université de Haïfa, 1984, p. 91.

Ces massacres avaient pour but évident de terroriser la population et de l'inciter à fuir :

« ... les chefs juifs locaux répandirent des rumeurs selon lesquelles ils attendraient d'importants renforts pour se lancer à l'assaut des villages arabes. Ils ajoutaient un "bon conseil" : partez dès maintenant. Résultat : des dizaines de milliers de paysans prirent la fuite ⁶⁰. »

De 1951 à 1956, les massacres – désignés sous le terme d'« opérations punitives » – continuèrent contre des villages palestiniens à Gaza et en Jordanie. Le plus connu est celui perpétré par le bataillon 101, dans le village de Kybia, le 12 octobre 1953, où quarante-six civils furent assassinés chez eux en pleine nuit. L'historien Benny Morris révèle que Ben Gourion lui-même supervisait ces opérations, et qu'il fit maquiller la tuerie de Kybia en « vengeance privée » de citoyens israéliens.

Mais, quel que soit leur nombre, les massacres commis par l'armée ou par des groupes armés « dissidents » peuvent laisser subsister un doute sur la *volonté politique* des autorités juives de vider le territoire de ses habitants palestiniens. Le doute disparaît à la lecture de certaines archives. Tom Seguev révèle que Ben Gourion, dans les années 30, évoqua le « transfert », c'est-à-dire l'expulsion massive des Palestiniens, mais qu'il avertit ses compagnons de ne pas en parler en public ⁽⁶¹⁾.

Une note trouvée dans les archives du ministère des Affaires étrangères, alors dirigé par Moshé Sharett, précisait :

« Les réfugiés trouveront leur place dans la diaspora. Grâce à la sélection naturelle, certains résisteront, d'autres non (...). La majorité deviendra un rebut du genre humain et se fondra dans les couches les plus pauvres du monde arabe ⁽⁶²⁾. »

Le journal *Hadashot* du 11 janvier 1985 évoque le « Plan D » préparé par le colonel Igal Yadin en mars 1948, qui prévoyait la destruction des villages qu'on ne pouvait occuper, l'occupation de la localité suivie de l'expulsion de sa population.

Il n'est cependant pas nécessaire de consulter les archives pour se convaincre de la volonté délibérée d'une grande partie des couches dirigeantes et de la population de « transférer » les Palestiniens : c'est un débat ouvert qui revient fréquemment dans les médias israéliens. Le seul frein à la mise en place d'une telle politique se trouve dans l'impact qu'elle aurait sur le plan international.

⁶⁰ Amnon Kapeliouk, « 1947-1949 : l'exode provoqué des Palestiniens », *Le Monde diplomatique*, décembre 1986.

⁶¹ Selon Tom Seguev, *Haaretz*, Tel-Aviv, cité par *Courrier international*, 10-16 novembre 1994.

⁶² Archives de l'Etat, ministère des Affaires étrangères, dossiers « Réfugiés », n° 2444/19.

Dans le journal d'une école qui est une pépinière d'officiers pour l'armée, le lycée Réali, un élève écrivit en avril 1978 un article sur le thème : « La défense de l'Etat dans une perspective lointaine » :

« Au cas où l'ennemi attaquerait, il est parfois nécessaire de reculer de 10 ou 20 kilomètres pour s'organiser. Mais notre contrôle de l'espace de Judée, Samarie et la Bande de Gaza pourrait nous causer des ennuis sous forme de plus d'un million de terroristes que les médias nous présentent comme le problème palestinien. Ces terroristes, au lieu d'être une ligne de défense, seraient utilisés comme tête de pont par les attaquants. Même en temps de paix, ces Arabes présentent un danger important pour l'Etat, car la démocratie exige que les dominateurs soient aussi démographiquement majoritaires (*sic*). La solution à ces problèmes est relativement simple : expulser tous les Arabes des territoires occupés vers les pays arabes, même si ces pays refusent de les accueillir, et massacrer ceux qui ne veulent pas partir. Le seul facteur qui nous empêche de le faire est l'opinion publique mondiale. Mais un tel refoulement pourrait être réalisé lors d'une période qui ne dressera pas contre nous le monde entier. » (Donevitz - *Haaretz*, 31 décembre 1982)

On peut supposer que cet article reflétait un large consensus dans la mesure où il ne suscita pas de réaction de la direction de la rédaction, ni des lecteurs. Les dirigeants israéliens ont continué sans défection à envisager la solution du « transfert » et à attendre que les conditions soient favorables pour le faire. Des plans étaient constamment étudiés, pouvant être mis en œuvre au moment opportun.

Dans sa conférence de Montréal, Norman Finkelstein parle aussi de la préoccupation des Israéliens de trouver le moment opportun. Il s'appuie sur les deux principaux livres de Benny Morris ainsi que sur d'autres ouvrages qui démontrent cette attitude au sein du mouvement sioniste. « Du point de vue même de Ben Gourion, tout était une question d'opportunité. *“Leur unique préoccupation était de choisir le bon moment”* en fonction de divers facteurs, dont l'opinion publique. Il fallait donc qu'ils se préparent pour *“ce que Ben Gourion appelait les temps révolutionnaires, les temps où l'on peut faire des choses qu'on ne peut pas faire en temps normal. Et s'ils rataient cette occasion, tout un monde était perdu.”* Cet opportunisme n'a cependant pas été commun aux deux parties du conflit. *“Pour être honnête avec les faits historiques, le mouvement palestinien a été excellent pour gaspiller tous les moments historiques et pour ne pas mobiliser leurs ressources humaines.”*

Revenant sur les positions de Benny Morris, N. Finkelstein écrit :

« Monsieur Morris (...) affirme qu'il est vrai qu'ils ont été expulsés, mais que c'est ce qu'il fallait faire. Le nettoyage ethnique, tel que le démontre selon lui le vingtième siècle, ne serait pas une mauvaise idée. De plus, il dit que l'erreur de Ben Gourion a été de ne pas expulser suffisamment de Palestiniens, qu'il aurait dû expulser tous les Palestiniens qui sont devenus citoyens israéliens et qu'il aurait également dû expulser les Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Voilà un jugement moral. On pourrait dire que c'est un jugement moral nazi, mais c'est tout de même un jugement moral. On peut ne pas être d'accord avec cela. » (*loc. cit.*)

Une situation de guerre permanente et indéfinie

Deux ans avant la Guerre du Liban, Aharon Yariv, ancien chef du service de renseignements de l'armée, déclarait lors d'une conférence donnée au printemps de 1980 : « Certaines personnalités parlent d'expulser entre 700 et 800 000 Palestiniens au cas d'une nouvelle guerre. Des mesures ont été prises pour sa réalisation » (Peretz Kidron, *Middle East International*, 24 octobre 1980.)

Cette politique d'expulsion implique évidemment une situation de guerre permanente et indéfinie. La guerre est une nécessité organique liée à la survie d'Israël. Shiloah Tzvi, un ancien du kibboutz de Houlida, était un chaud partisan du « transfert » des Palestiniens hors d'Israël. Il écrivit un livre, *Un grand pays pour un grand peuple*, dans lequel il exposait ses vues. Ce « transfert » ne pouvant se faire en temps de paix, à cause des pressions internationales, il préconisait de créer les « conditions naturelles pour l'expulsion en masse des Palestiniens ». Il était en outre partisan de l'élargissement du territoire d'Israël qui comprendrait, outre la Palestine, la Jordanie et le... Koweït, ce qui transformerait Israël en grande puissance. La guerre est donc organiquement liée à la survie d'Israël. Shiloah Tzvi était un ancien dirigeant et transfuge du Parti travailliste qui a obtenu un mandat de député à la Knesset. (Cf. *Haaretz*, 23/03/1984.)

Dans l'éditorial du *Monde* du 25 mai 1990, on peut lire : « Chose naguère impensable, beaucoup évoquent le « transfert » des Arabes – autrement dit leur déportation définitive – comme une éventuelle solution politique ». Cette politique de « transfert » était cependant envisagée par certains dirigeants israéliens avec un certain cynisme candide. Un ministre de la défense, Michaël Dekel, exigea des puissances occidentales qu'elles se chargent elles-mêmes du « transfert » :

« Pour empêcher la région de se transformer en un baril d'explosifs, les pays occidentaux et les États-Unis ont le devoir politique et moral de se charger du “transfert” de la population arabe de la Cisjordanie vers le

royaume hashémite de Jordanie, qui est leur patrie ⁽⁶³⁾. » (*Libération*, 30 juillet 1987.)

C'est aussi une constante de la politique israélienne de faire payer aux pays occidentaux les frais des dégâts qu'elle cause.

D'autres faisaient preuve d'une délicatesse elle aussi quelque peu candide, comme le général Rehavim Zee'vi, qui proposait de transférer les Arabes d'Israël « avec leur assentiment » hors des frontières du pays, montrant qu'il ne comprenait strictement rien aux sentiments de la population palestinienne. (*International Herald Tribune* 6 juillet 1987.)

Le principe du « transfert » des Palestiniens – en fait leur déportation – fait partie des idées que la masse de la population israélienne a totalement assimilées. Une majorité de la population semble être favorable à la solution de la déportation. Cette idée est prégnante dans toute l'existence du citoyen israélien, de la maternelle à l'âge mûr. L'école, les médias, l'establishment religieux, l'armée conditionnent la population. Le professeur Sami Smooha déclarait lors d'un symposium sur « Une éducation pour éliminer la haine » que 95 % du public juif d'Israël « est d'accord pour un “transfert” des Arabes », et que « Israël n'est pas un Etat démocratique dans le sens accepté du terme ». (Nourit Kahama, *Haaretz*, 6 juin 1990.) Imposer l'épuration ethnique à une population est une manière bien connue d'« éliminer la haine ».

Dans la même veine, Uriel Savir, consul général d'Israël à New York, déclarait : « La nation juive n'a jamais essayé de dominer un autre peuple, et ne le désire pas en ce moment » (*International Herald Tribune*, 22/06/1990). La sincérité de cette déclaration ne peut être remise en cause, à condition de la comprendre comme une volonté d'annexer des territoires sans leur population, ce qui évite évidemment de les « dominer ».

La politique israélienne dans les territoires occupés a cette caractéristique qu'elle ne cherche pas à intégrer la population palestinienne dans un rapport économique de domination mais à *vider* le territoire de sa population. Le colonialisme classique vise à garantir un maximum d'avantages à la puissance dominante mais ne nie pas le droit d'existence à la population dominée. La politique israélienne, elle, ne cherche pas seulement l'exploitation maximale des ressources du territoire mais à créer des conditions de vie suffisamment insupportables pour provoquer l'évacuation de la population autochtone. Les Israéliens veulent les territoires occupés, mais pas la population qui y vit.

⁶³ C'est apparemment une manie, chez les autorités israéliennes, de faire prendre en charge par les autres les problèmes qu'elles ne peuvent résoudre : en 1992, lorsque 415 sympathisants du Hamas furent expulsés, Rabin déclara : « Si un pays pouvait les accueillir pendant un temps jusqu'à ce que l'exil expire, je pense que cela aiderait à résoudre le problème. » *International Herald Tribune* (31-12-1992).

Dans cette perspective, le droit est extensivement utilisé pour tenter de décourager la population palestinienne et la forcer à partir. En effet, le statut de la terre en Palestine est régi par plusieurs niveaux juridiques correspondant aux dispositions prises par les différents régimes politiques qui ont dominé le pays.

Les autorités israéliennes sont soucieuses de se présenter comme un Etat de droit et affirment que les confiscations qu'elles effectuent respectent le droit et les lois qui sont appliquées localement et internationalement. Jean-Paul Chagnollaud dit à ce sujet :

« Quelle que soit la nature d'un conflit, le droit considéré en lui-même détient toujours une part irréductible de légitimité qu'il est tactiquement essentiel de mettre de son côté ; de plus, porter un débat de ce type sur le terrain juridique permet de surmonter plus aisément les questions difficiles et embarrassantes sur la véritable nature de ces appropriations en les recouvrant de la neutralité (apparente) et de la respectabilité (formelle) de la norme juridique. S'interroger sur ce que le droit peut dire, revient en fait à décider de ce qu'on va faire dire au droit ⁽⁶⁴⁾. »

En 1936, des lois d'urgence avaient été édictées par les autorités britanniques pour réprimer la révolte qui s'étendait dans les campagnes palestiniennes entre 1936 et 1939. De nouvelles lois d'urgence complétèrent en 1945 celles de 1936, mais visaient les organisations politiques et militaires sionistes. Ces lois qui dépouillaient les citoyens de leurs droits fondamentaux, réglaient la liberté de circulation, de presse, de parole, permettaient aux autorités d'expulser un individu, de confisquer ou détruire ses biens ne seront pas abolies après la création de l'Etat d'Israël et sont encore utilisées contre les Arabes israéliens et dans les territoires occupés.

Israël a cependant apporté sa propre contribution à l'appareil juridique destiné à s'appropriier la terre. L'ordonnance n° 125, par exemple, permet au commandant militaire de déclarer par décret tout territoire ou endroit zone close. Toute personne entrant dans cette zone sans permission est accusée de contravention aux lois et expulsée. Après les guerres de 1948 et de 1967, les autorités israéliennes ont ainsi pu vider des villages et des régions entières de leur population autochtone et interdire aux rescapés de l'exode de revenir. L'application de cet article 125 est laissée à la seule appréciation du commandant militaire et la procédure en est aussi rapide que brutale pour ceux qui en sont les victimes. La majorité des confiscations intervenues entre 1949 et 1953 se fondaient sur cet article.

Pendant cette même période, les autorités israéliennes ont mis en place un dispositif juridique destiné à légaliser les confiscations de ce qui restait encore aux arabes restés à l'intérieur de l'Etat d'Israël :

⁶⁴ *Israël et les territoires occupés, la confrontation silencieuse*, L'Harmattan, Paris.

- La Knesset vote en 1949 une loi qui considère que tout propriétaire d'une parcelle de terre à l'intérieur du territoire attribué à Israël, qui, entre le vote par l'ONU du partage de la Palestine le 29 novembre 1947 et la proclamation de l'indépendance d'Israël le 19 mai 1948, était citoyen ou résident d'un pays arabe autre que la Palestine, ou qui a quitté son lieu de résidence et a séjourné dans une région tenue par des forces qui ont lutté contre Israël, est déclaré « absent », ses droits civiques sont abolis et ses propriétés sont confisquées. Le tiers de la population arabe de l'Etat d'Israël était concerné par cette loi.
- La confiscation des biens du *wakf* musulman, c'est-à-dire des biens appartenant à Dieu, selon la religion musulmane et dont les revenus sont affectés à des œuvres charitables. Ces biens qui ont été transférés à l'Administrateur des biens des propriétaires absents constituent une fortune considérable car les terres du *wakf* représentaient de 6,25 % de la superficie de la Palestine.
- 1953 : la « loi sur l'acquisition des terres et l'autorisation des opérations d'indemnités ». Le ministre des Finances est autorisé pendant une année, à partir de la promulgation de la loi, à confisquer toute terre qui, à la date du 1^{er} avril 1952, n'était pas détenue par son propriétaire ou qui est nécessaire au développement, à la colonisation, à la sécurité.
- L'utilisation de vieilles lois ottomanes comme la loi sur les terres incultes permet de nationaliser des terres non cultivées pour justifier des expropriations.
- Après la guerre de 1967 le commandement militaire israélien de la Cisjordanie publie la proclamation n° 2 concernant l'administration par les forces militaires. Israël n'a pas l'intention d'annexer les territoires occupés et se contente de promulguer des ordonnances militaires qui tiennent lieu de lois sans modifier la base juridique jordanienne des territoires. En effet, l'annexion pure et simple signifiait la reconnaissance de la présence d'un million et demi de Palestiniens à qui il aurait fallu accorder un statut, des droits.
- Les confiscations dans les territoires occupés ont tout d'abord concerné les terres incultes qui n'étaient pas susceptibles d'être revendiquées par des propriétaires arabes. L'ordonnance n° 59 confisque les biens ayant appartenu à la Jordanie, qui administrait ces territoires. Toutes les terres qui ne sont pas enregistrées sur les registres cadastraux deviennent domaine de l'Etat.
- L'Etat applique en 1967 les mêmes lois par lesquelles il a confisqué les terres arabes en 1949. Un décret du 23 juillet 1967 considère que les terres de toute personne absente le jour de l'occupation en 1967 deviennent propriété de l'Etat.

- Les autorités israéliennes ont souvent recours à la loi jordanienne sur l'expropriation des terres à des fins d'utilité publique pour saisir des parcelles nécessaires à la construction de routes ou pour tout autre usage au profit des colonies.
- Appropriation indirecte : le gouverneur militaire peut proclamer « secteur fermé » des zones dans lesquelles il est interdit d'entrer et d'où il est interdit de sortir sans autorisation préalable. Toute la vallée du Jourdain est ainsi déclarée zone fermée.

Faute de pouvoir évacuer par la force la population palestinienne, la stratégie israélienne consiste à disperser des colonies de peuplement sur les territoires convoités, qui constituent autant d'abcès de fixation. L'existence de chacune des colonies constitue un enjeu vital et l'évacuation d'une seule d'entre elles constituerait une menace pour l'ensemble du projet.

Au lendemain de la guerre de 1967, le gouvernement de Levy Eshkol n'avait pas de politique claire en matière d'implantations de colonies de peuplement dans les territoires occupés. Cependant, le courant principal du parti travailliste insistait sur le caractère juif de l'Etat et s'opposait à l'intégration des Palestiniens, considérant que la seule option qui restait à ces derniers était de s'intégrer dans l'Etat jordanien.

Le premier fait accompli fut l'annexion de la partie Est de Jérusalem et la région de Latroun. Cette annexion avait nécessité la destruction de trois villages palestiniens proches de la ligne de cessez-le-feu entre Israël et la Jordanie. Une colonie a été créée, Kfar Etzion, entre Jérusalem et Hébron, près de la ligne verte. Peu après est créée à Hébron la colonie de Kiryat Arba, à l'initiative du rabbin intégriste Levinger. L'initiative est soutenue à la fois par les partis religieux nationalistes et par des responsables du parti travailliste.

Pendant toute la période où les travaillistes furent au pouvoir, la politique d'implantation israélienne dans les territoires occupés fut définie par le plan Allon, qui fournit en la matière un cadre de référence clair. Sans entrer dans le détail du plan, celui-ci prévoyait une concentration de colonies le long de la frontière jordanienne dans la vallée du Jourdain et la création d'une enclave arabe – dans une région à forte concentration de population palestinienne – reliée à la Jordanie par un corridor, l'enclave arabe étant elle-même bordée par un réseau de colonies juives.

La judaïsation de Jérusalem était également un enjeu capital, auquel le parti travailliste s'est consacré avec attention. L'annexion de la partie arabe de la ville elle-même n'était qu'un élément d'un plan d'ensemble beaucoup plus grand. Onze quartiers et faubourgs résidentiels juifs ont été construits dans la ville et autour d'elle entre 1967 et 1973, et 19 entre 1973 et 1977. Des sommes considérables ont été consacrées à la construction de routes, à l'extension des réseaux électriques et hydrauliques.

Lorsque le Likoud arrive au pouvoir en 1977, il ne fait qu'hériter d'une machine parfaitement huilée qu'il va perfectionner. Il va accroître les confiscations de terres et accentuer la colonisation. Le plan Sharon succède au plan Allon. Ariel Sharon, le responsable du comité interministériel chargé des colonies de peuplement, a adopté un projet de « double colonne vertébrale » mis au point par un certain professeur Abraham Fokhman. Ce projet, adopté en 1978, sera appelé plan Sharon. Il s'agit :

- d'établir, dans un délai de vingt ans, deux lignes de colonies de peuplement s'étendant, l'une le long de la plaine littorale, l'autre des hauteurs du Golan au Nord jusqu'à Charm el-Cheikh au Sud ;
- de constituer six grands centres urbains au cœur même de la Cisjordanie ;
- d'encercler la population palestinienne par des colonies civiles et militaires en isolant les secteurs urbains palestiniens tels que Naplouse, Ramallah, Bethléem, Jéricho et Hébron ;
- d'accroître la segmentation des centres à forte population palestinienne en créant trois routes Est-Ouest reliant les colonies juives entre elles et avec Israël.

Un mois après la signature des accords de camp David entre Israël et l'Égypte, un plan directeur pour le développement de la colonisation en Cisjordanie 1979-1983, dit projet Drobless, prévoit l'établissement de près de 70 colonies de peuplement en cinq ans, l'augmentation de la population des colonies à 120-150 000 habitants, l'abandon des colonies existantes dans le Sinaï égyptien. Cette politique de colonisation devait être réalisée méthodiquement et prévoyait :

- la création de vingt-deux blocs denses réunis entre eux et formant de grands centres urbains ;
- la création d'une bande continue de colonies autour de la chaîne de montagnes de Cisjordanie afin d'encercler les zones peuplées par la « minorité » palestinienne ;
- la création de colonies juives au sein même des zones habitées par les Palestiniens.

L'idée générale est que chaque implantation de colons juifs nécessite une zone de sécurité beaucoup plus large et que plus il y a d'implantations, moins il restera de surface pour les Palestiniens. L'exemple le plus caractéristique de cette politique de provocation est Hébron, où 450 fanatiques juifs au milieu d'une ville de 120 000 Palestiniens occupent, avec la zone de sécurité, pratiquement 20 % de la surface de la ville. On peut citer aussi les colonies d'Ariel et de Maaleh Adumim qui sont implantées au cœur de zones arabes.

D'une façon générale, les colonies sont considérées comme une partie intégrante du système de défense israélien : pendant les périodes calmes, elles assurent une présence et un contrôle, pendant les périodes de crise elles servent de point d'appui à la répression contre les Palestiniens.

Pour compléter ce dispositif, le gouvernement israélien envisageait au début des années quatre-vingts de porter à 165 le nombre des colonies en Cisjordanie – Jérusalem et la vallée du Jourdain non comprises – afin d'accueillir 1,3 million d'habitants. L'éparpillement des colonies devait à terme permettre de réclamer une continuité territoriale entre les zones de peuplement juif et d'accentuer la « bantoustinisation », c'est-à-dire la séparation des zones de population palestinienne entre elles.

Les terres qu'il n'était pas possible de s'approprier dans l'immédiat étaient déclarées parcs naturels. Tandis que les travaillistes avaient établi 86 colonies en dix ans, sous le gouvernement du Likoud, entre 1977 et 1984, 115 colonies ont ainsi été constituées : 42 à Naplouse, 23 à Hébron, 15 dans la vallée du Jourdain, 19 à Jérusalem, 16 à Ramallah. La politique du fait accompli vise à créer une situation telle qu'il devient impossible d'envisager la séparation des colonies des territoires occupés.

Le gouvernement Shamir tentera d'accélérer le processus d'occupation jusqu'à son départ en 1992. En 1985 Israël avait confisqué 51 % de la superficie totale de la Cisjordanie ; en 1991, 66 %, soit une augmentation de 30 % de la superficie initialement occupée en 1985.

Pendant, Shamir ne suivit pas la même voie que ses prédécesseurs : il entreprit d'accroître la densité de la population occupant des colonies déjà existantes, afin de loger l'afflux des immigrants venant des pays de l'Est. Le nombre de nouvelles colonies constituées fut relativement faible. Huit des onze colonies implantées sous Shamir l'ont été pendant la première année des négociations de paix. A la fin de l'année 1992, le nombre des colons dans les territoires occupés était estimé à 200 000.

La logique de la colonisation

Il y a une logique perverse dans la politique d'implantation de colonies organisée par les gouvernements israéliens successifs. En effet, on installe des colonies de peuplement, c'est-à-dire des femmes et des enfants, en bordure ou à l'intérieur de zones à fort peuplement palestinien, pour défendre la sécurité d'Israël, ce qui implique l'implantation de nouvelles colonies, etc. Ilan Halevy cite les propos d'un Israélien sur cette situation absurde :

« Chaque fois que nous conquérons et occupons un nouveau territoire, nous ne le faisons pas à cause de notre appétit pour les terres, mais parce que l'ennemi menace nos maisons, nos femmes et nos enfants. Nous devons donc repousser cet ennemi en repoussant sans cesse les limites des

frontières qui protègent nos maisons. Puis, après que nous soyons devenus, contre notre gré, propriétaires de nouveaux territoires, nous ne pouvons supporter la vue d'une terre non habitée par des Juifs. Nous amenons nos femmes et nos enfants sur la nouvelle ligne de front et là, ils sont menacés par les tirs ennemis ; lorsque ces ennemis nous frappent, à nouveau nous n'avons pas le choix, nous sommes obligés d'élargir notre territoire. Et ainsi, avec l'aide de Dieu, nous arriverons à nous établir non seulement sur le mont Arara, au nord de la Turquie, à l'emplacement où s'est échouée l'Arche de Noé, mais également au Yémen, patrie bien-aimée de notre roi Salomon, le sage bien connu ⁽⁶⁵⁾. »

Le terme de « colonisation recouvre des réalités multiples.

1. Les colons animés par des raisons essentiellement idéologiques. Le mouvement Goush Emmounin, constitué de religieux d'extrême droite, réclame l'annexion de la totalité des territoires occupés. Ils sont largement représentés dans les conseils régionaux de colons. Leur influence politique s'exerce par l'intermédiaire d'un groupe de pression constitué en 1985 dans le parlement israélien.

2. Les « banlieusards ». Ils ont commencé à investir les territoires occupés à partir de 1980 pour des raisons économiques. 70 % de la population juive des territoires occupés y est pour des raisons économiques. L'afflux d'immigrants soviétiques a créé une grave crise du logement et une augmentation sans précédent du prix des loyers.

Le coût extrêmement élevé de l'immobilier en Israël ont poussé à la colonisation résidentielle des territoires palestiniens. Les prix du terrain étaient bas, les loyers aussi. Des avantages fiscaux étaient attribués aux entreprises et aux citoyens juifs d'Israël pour qu'ils construisent et achètent dans les territoires occupés. Les acquéreurs pouvaient obtenir des prêts publics avantageux, les étudiants pouvaient jouir de meilleures bourses, les entreprises, les enseignants, les travailleurs sociaux pouvaient déduire de leurs impôts une part de leurs bénéfices ou de leurs revenus. Ces dispositions avaient favorisé dans les années quatre-vingts l'expansion de la colonisation. Un sondage paru dans *Yediot Aharonot* le 3 février 1993 révèle que 33 % de ces colons seraient d'accord pour partir s'ils étaient correctement indemnisés. En 1995 une centaine de colons de Cisjordanie contactèrent le Meretz, un parti de gauche qui n'a habituellement pas les faveurs des colons, pour leur demander de négocier leur installation dans les frontières d'avant 1967, avec une compensation monétaire. Cette initiative fut reçue avec la plus extrême

⁶⁵ Cité par Ilan Halévi, La colonisation israélienne dans les territoires arabes occupés, Les Arabes dans les territoires occupés par Israël, Colloque de Bruxelles, *Vie ouvrière*, Bruxelles 1981, p.

violence par les organisations de colons : mise en quarantaine, menaces, mise en circulation de listes de noms...

A leur arrivée au pouvoir en juillet 1992, les travaillistes avaient supprimé les mesures incitatives. La droite les a rétablies en d'attribuant aux 127 colonies de Cisjordanie – 135 000 habitants, auxquels il faut ajouter les 160 000 de Jérusalem-Est – le statut de « zone prioritaire de développement ».

La démarcation entre colons « idéologiques » et « banlieusards » s'estompe dans la mesure où ces derniers s'organisent pour défendre leurs intérêts et empêcher le démantèlement des colonies. En février 1989 des centaines de colons de la cité-dortoir d'Ariel, dans le district de Tulkarem, investissent la ville de Bidya et y sèment la terreur, détruisant habitations et véhicules avant d'être dispersés plusieurs heures après le début de leur raid. Un député de la Knesset et membre du Mouvement des droits civiques, Dedi Zucker avait, dès 1983, publié un rapport dans lequel il établissait que les violences des colons étaient « des actes délibérés dans l'intention d'étendre des régions déjà contrôlées par des Juifs ». Le député ajoute que les colons « se considèrent comme le bras armé de l'Etat avec pour objectif d'établir l'ordre, de punir et d'imposer des sanctions ».

* * *

La construction du mur a commencé en avril 2002, sans que les protestations des Palestiniens aient été entendues.

Le caractère presque pharaonique de ce projet et son tracé suffisent à écarter la thèse de la sécurité. En effet, le projet ne suit pas simplement la ligne verte, c'est-à-dire le tracé de la frontière de la Cisjordanie. Il empiète systématiquement d'au moins 6 ou 7 kilomètres sur le territoire palestinien, et parfois de 30 kilomètres. En créant des enclaves contrôlées par les Israéliens, il empêche nombre de paysans de cultiver leurs terres, d'accéder à l'eau. En application du vieux droit ottoman, auquel il se réfère encore, l'Etat d'Israël récupérera les terres laissées à l'abandon. L'enclave de Tulkarem comprend 74 000 personnes. Hébron, ville palestinienne de 120 000 personnes, se trouvera également enclavée.

Le projet de Sharon ne se limite pas à créer un mur sur la partie occidentale de la Cisjordanie, il enveloppera complètement deux « bantoustans », séparés l'un de l'autre, sans continuité territoriale. Il aboutit à détruire tout le tissu économique et social de la Palestine.

L'examen de la carte montre qu'Israël annexe également une bande de terre orientée Nord-Sud, de 15 à 35 kilomètres de large. Les Palestiniens se voient ainsi interdite tout accès au Jourdain.

En fin de compte Israël annexe ainsi plus de la moitié de la Cisjordanie, réalisant le plan que le gouvernement Begin avait tenté de mettre en œuvre en 1978, sous la direction de... Sharon.

Si ce plan est un jour réalisé, la population palestinienne vivra derrière des murs, des barbelés, cantonnée dans des zones d'où ils ne pourront sortir que grâce à des laissez-passer, totalement dépendants de la bonne volonté des Israéliens Il s'agit d'un véritable système d'apartheid.

Conclusion

L'essentiel de la thèse officielle israélienne pour justifier sa politique repose sur des arguments de défense. Il faut à l'Etat hébreu une « profondeur stratégique » suffisante. Les Scuds irakiens, pourtant de faible portée, tombant sur Israël en 1991 ont réduit cette thèse à rien. Israël possède de nombreuses armes atomiques mais leur utilisation, à cause des courtes distances, porterait inévitablement atteinte à la population israélienne. L'évolution des rapports de force interdit pratiquement toute attaque contre la Syrie, sous peine de représailles sévères. Israël a dû abandonner le Liban occupé devant les pertes que lui occasionnait le Hezbollah, puis la partie du Sud-Liban où l'armée israélienne s'était retranchée en subissant là encore de lourdes pertes.

La création d'un Etat palestinien signifierait, dans le meilleur mais le plus improbable des cas, la création d'un Etat de 5 900 km² sans continuité territoriale et dont les deux tiers seraient occupés par des implantations coloniales juives, des routes à usage exclusif des Israéliens contournant les localités palestiniennes et saucissonnant le pays en portions séparées les unes des autres, des terrains militaires, et sans terres agricoles ni ressources aquifères. Aujourd'hui, l'autorité palestinienne contrôle 9 % de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, et le gouvernement Sharon n'est pas disposé à en restituer plus.

Les deux options qui se dessinent actuellement en Israël sont fondées :

– l'une sur la contrainte politique permanente contre les Palestiniens, une spirale sans fin d'oppression dont l'issue ne peut être que violente, car la population des territoires occupés ne lâchera pas le terrain et son développement démographique ne peut conduire qu'à l'explosion ;

– l'autre sur une intégration économique d'Israël dans un Proche-Orient dominé par l'Etat hébreu, qui semble à première vue plus « raisonnable », mais dans laquelle les Palestiniens n'auront guère de place. Une frange de la bourgeoisie israélienne, moins soucieuse de conquête territoriale que de conquête de marchés, semble attirée par cette option.

Il s'agit là, on l'aura deviné, des principales orientations respectivement du Likoud et du parti travailliste.

Le paradoxe de l'Etat d'Israël est que Théodore Herzl, le fondateur du sionisme, entendait écarter de l'Etat juif « les vellétés théocratiques » des chefs religieux, alors que sa seule légitimation aujourd'hui est religieuse, au point que même les sionistes laïcs lui empruntent ses thèmes. La laïcisation de la société israélienne est un danger pour l'Etat : cessant d'être l'Etat des Juifs pour devenir celui des citoyens, le projet sioniste perdrait toute validité. Pour l'instant, l'échec du sionisme en tant que construction d'un esprit collectif se manifeste par le repli identitaire de la population au sein de sa communauté religieuse et de sa communauté d'immigration. Baruch Kimmerling pense que si une guerre civile survient en Israël, elle ne viendra pas de l'opposition entre partisans du retrait des territoires occupés et opposants, ou de l'opposition entre la gauche et la droite : « La principale question sur laquelle une guerre civile pourrait survenir concerne les règles du jeu qui définit notre identité collective. » (*Haaretz*, 21 janvier 1994.)

Les débats sur les pourcentages de territoire palestinien dont Israël devrait se retirer ont quelque chose de pathétique. Six à neuf pour cent selon les autorités israéliennes, 15 % selon les Américains. L'Autorité palestinienne, quant à elle, en est réduite à demander l'évacuation de 30 % du territoire palestinien. Imagine-t-on le général Giap demandant aux Américains de se retirer de 30 % du Vietnam !

A long terme, la frénésie des autorités israéliennes à occuper et à créer une situation irréversible – et dans une large mesure, elles ont réussi – fournit peut-être la clé des évolutions à long terme dans la région, car l'irréversibilité peut être une *arme à deux tranchants*.

Aujourd'hui le problème pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza se pose en termes de revendication nationale, qui est une revendication compréhensible, dans le contexte, mais quelque peu obsolète quand les grandes tendances de notre époque sont à la constitution de vastes blocs dans lesquels les États sont réduits au rôle de région.

Le projet sioniste est fondé sur l'existence *séparée* des Juifs et des Arabes. Il implique deux territoires précisément délimités dans lesquels les deux communautés doivent vivre sans contacts. *La condition d'une existence séparée des Juifs est l'existence d'un espace dans lequel se réalise l'existence séparée des Palestiniens* – un espace cohérent. Or la politique constante d'Israël équivaut à refuser cet espace aux Palestiniens, et à les confiner dans des bantoustans.

20 janvier 1998 le Premier ministre israélien rencontre Clinton. Les « intérêts vitaux et nationaux en Judée-Samarie » établis dans un document préparatoire impliquent qu'Israël conserve les deux tiers de la Cisjordanie. Le détail des territoires qu'Israël entend conserver est effarant :

- une bande de plusieurs kilomètres de large à l'Ouest de la Cisjordanie ;
- une bande de 10 à 20 km selon les endroits, à l'Est, le long du Jourdain ;
- une zone entourant la *région* de Jérusalem ;
- les zones occupées par les 140 colonies juives (zones qui sont en constante expansion) ;
- les infrastructures, routes, sources d'eau, installations électriques ;
- les sites militaires ;
- les zones autour des routes nécessaires à la sécurité générale et à celle des colonies ;
- les sites historiques.

Quel que soit le gouvernement en place, les exigences sont les mêmes.

En réalité, il est clair que le pouvoir israélien ne veut pas de négociation, il ne veut que l'annexion. Sa stratégie de négociation elle-même est une forme de stratégie d'annexion, visant à laisser la situation pourrir le plus possible et rognant à chaque fois du territoire par les implantations. Il est invraisemblable que la direction palestinienne n'ait pas conditionné la poursuite des négociations à l'arrêt total des implantations et à la libération des prisonniers. En faisant ça, la direction palestinienne mettrait les Israéliens dans la position de porter la responsabilité de la cessation des négociations. Il est vrai que cela aurait impliqué la reprise de la lutte, et il est vrai que Yasser Arafat n'était pas le général Giap.

La frénésie israélienne de territoires conduit inévitablement à une forme d'existence commune qui ne peut que créer – à l'échelle de l'histoire – les germes de dissolution de la société israélienne telle qu'elle existe aujourd'hui. En refusant un espace cohérent et délimité aux Palestiniens, elle se condamne, d'une façon ou d'une autre mais inévitablement, à vivre avec eux.

Il ne sera pas possible de confiner la population palestinienne dans 6 %, 10 % ou 30 % de la Cisjordanie. Comme en Afrique du Sud, les bantoustans exploseront. Sachant que les Palestiniens *ne lâcheront pas le terrain* et que leur démographie est nettement supérieure à celle des Israéliens, la coexistence sur le même territoire de deux populations, dont l'une a un statut inférieur, se posera un jour inévitablement en termes de revendication à l'égalité des droits, c'est-à-dire à la citoyenneté.

Table des matières

HAMAS : LA BOÎTE DE PANDORE.....	5
CLIVAGES ENTRE L'EXIL ET L'INTÉRIEUR ?.....	8
NATIONALISME ET QUESTION SOCIALE.....	14
UN ACCORD DE DUPES.....	19
CAPITULATIONS SANS CONTREPARTIES.....	23
ÉLECTIONS PALESTINIENNES.....	26
L'AUTORITÉ PALESTINIENNE TRÈS... AUTORITAIRE.....	28
LE CRIME CAPITAL DE RABIN.....	32
COLONS SÉMINARISTES.....	36
DISCOURS LÉNIFIANT.....	40
LA CHARTE DE L'OLP : UN REPOUSSOIR TRÈS UTILE.....	45
LE SOMMET DE CAMP DAVID.....	49
UNE CAMPAGNE D'INTOX.....	57
LA CLÉ DE LA POLITIQUE ISRAËLIENNE.....	61
COLONISATION DE LA CISJORDANIE.....	63
LA DÉPORTATION DES PALESTINIENS.....	66
UN DROIT BIBLIQUE.....	70
« VOUS NE CONNAISSEZ MÊME PAS LE NOM DE CES VILLAGES ».....	75
UNE SITUATION DE GUERRE PERMANENTE ET INDÉFINIE.....	80
LA LOGIQUE DE LA COLONISATION.....	86
CONCLUSION.....	89